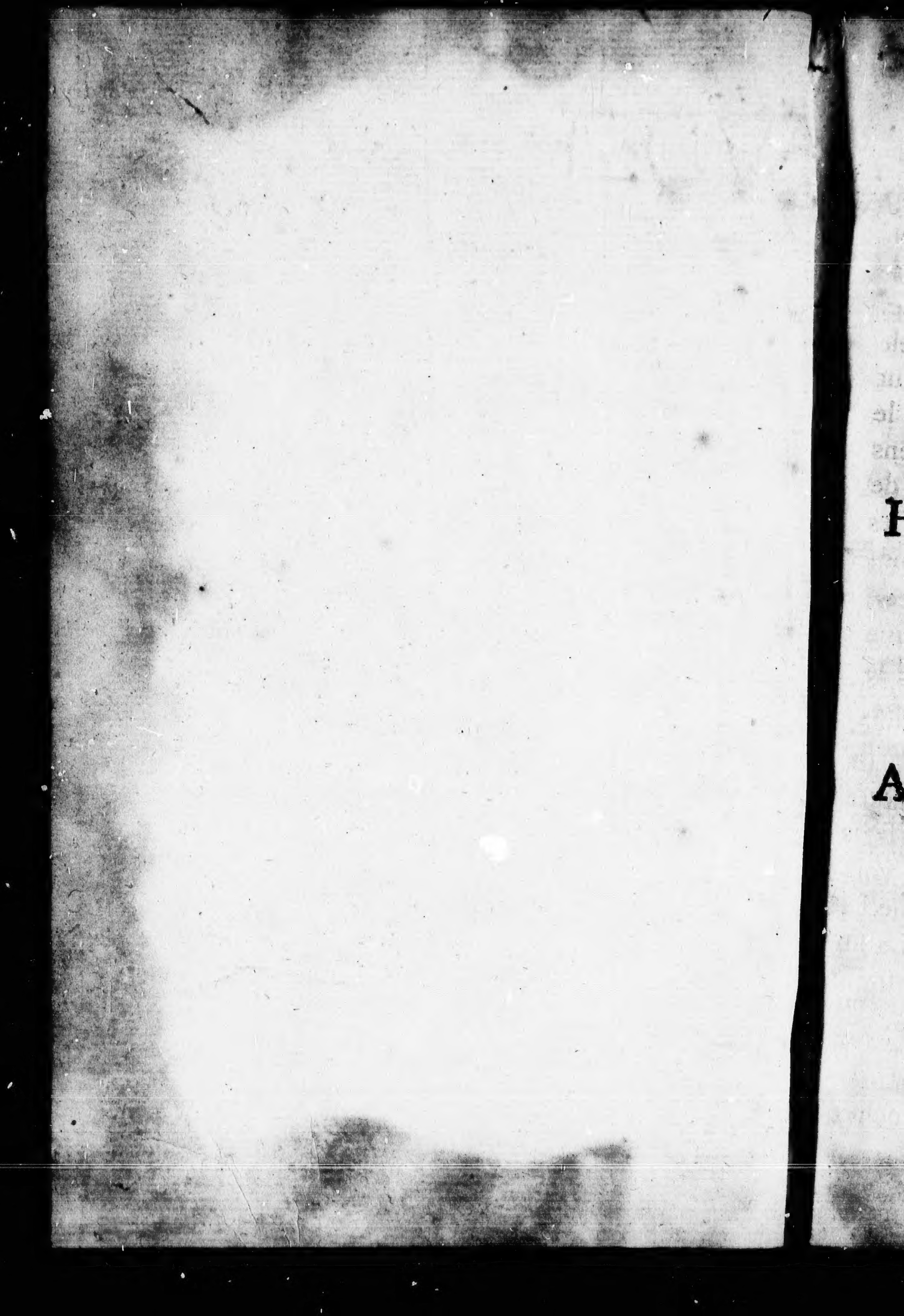


ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS.

ESSAIS
HISTORIQUES
ET POLITIQUES
SUR LES
ANGLO-AMÉRICAINS,

Par M. HILLIARD D'AUBERTEUIL.

TOME PREMIER.
PREMIERE PARTIE.



A BRUXELLES.

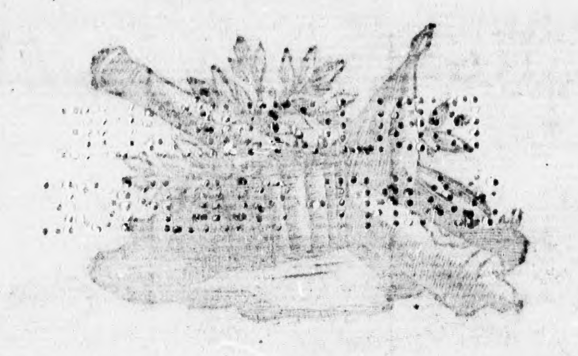
M. DCC. LXXXI.

ESSAIS HISTORIQUES ET POLITIQUES SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS,

Par M. Hilliard d'Auberteuil.

TOME PREMIER.

PREMIERE PARTIE.



A BRUXELLES.

M. DCC. LXX[illegible]



TABLE

DU TOME PREMIER,

PREMIERE PARTIE.

LIVRE I.er

Formation des Colonies Anglaises de l'Amérique septentrionale, leurs progrès & leur gouvernement jusqu'en 1769 & 1770.

(Carte générale de l'Amérique septentrionale).

Chapitres, ou ordre des matières du premier Livre.

LIVRE II.

Matières du second Livre.

LIVRE III.

Arrivée du général Gage; Formation du comgrès général, ses délibérations; bill du Canada; débats du Parlement; journée de Lexington.

Matières du troisième Livre.

FIN de la Table de la première Partie.



CARTES ET ESTAMPES.

I.er VOLUME.

FRONTISPICE : Ouverture du Congrès général ; Peyton Randolph, ayant été élu Président, se fait apporter une couronne, & la partage en douze parties égales.

Carte générale de l'Amérique septentrionale, depuis la baye d'Hudson jusqu'au Mississipi, *in-fol.*

Carte particulière de la Nouvelle-Angleterre, comprenant les provinces de Newhampshire, Connecticut, Massachuset & Rhod'Island, *in-fol.*

Carte particulière du Canada & de l'Acadie.

Carte particulière des deux Carolines & de la Georgie.

Portrait de John Hancock.

Portrait de George Washington.

Pompe funèbre de Warren, *Estampe.*

(Contemplez l'ouvrage du Pouvoir arbitraire).

La garnison de Quebec s'empare du corps de Mongommery, *Estampe.*

Son mérite personnel l'emporte sur toutes les autres considérations.

II VOLUME.

Carte de la Nouvelle-Yorck & du Nouveau-Jersey, *in-fol.*

Carte de la Virginie & du Maryland, *in-fol.*

Carte particulière de la partie méridionale du Canada & de la route des lacs, comprenant l'Albanie, *in-fol.*

Carte de la Delaware & de la Pensilvanie, *in-fol.*

Portrait de Franklin.

Portrait de William Pitt.

Incendie de New-Yorck, *Estampe.*

(Dans leur désespoir elles veulent tout embraser).

Histoire de Seymouth & de Molly, *Estampe.*

(La balle a frappé son amante).



OBSERVATIONS.

LORSQUE l'Hiſtorien ſe ſert du mot *Congrès*, il ſignifie le congrès particulier de la province dont il parle; par exemple, *le congrès de la Nouvelle-York.*

Le congrès général eſt l'aſſemblée des délégués de toutes les aſſemblées provinciales. Chaque état a le droit d'envoyer au congrès général un certain nombre de députés, proportionné à ſa grandeur & à ſa population : cependant chaque état n'a qu'une voix dans le congrès général.

Cette aſſemblée politique s'eſt tenue ſucceſſivement à Hartfort, à Philadelphie, à York-town, & à Boſton.

Les congrès particuliers n'ont ſubſiſté que dans les commencemens de la confédération, juſqu'à la déclaration d'indépendance; il y avait ſous eux des aſſemblées particulières dans les Comtés, & des

comités d'inſpection, de ſûreté, &c. tout cela a été remplacé par les conſeils *exécutifs*, établis dans les treize États-unis depuis leur indépendance, & par les corps *légiſlatifs*, compoſés d'une aſſemblée des repréſentens du peuple, d'un ſénat ou chambre haute.

La réunion de l'*aſſemblée* ou chambre des repréſentans, & du ſénat ou chambre haute, forme l'*aſſemblée générale*, en qui réſide le pouvoir légiſlatif dans chaque état.

C'eſt l'*aſſemblée générale* qui élit les délégués au congrès général; ils ne peuvent agir dans le *congrès* que d'après les inſtructions de leurs commettans, c'eſt-à-dire, de l'aſſemblée génerale, & ils ſont ſouvent renouvellés.

Toutes les fois que le mot *aſſemblée* eſt employé dans cette hiſtoire, pour exprimer la réunion d'un certain nombre de perſonnes, il eſt écrit en caractéres ordinaires; toutes les fois q'uil exprime l'aſſemblée des repréſentans du peuple, il eſt en lettres italiques.

Town, veut dire ville, *Charles-town*, ville de Charles; *York-town*, la ville de York.

On diſtingue en Angleterre trois ſortes de villes : *City*, cité, ville du premier rang ; *Town*, ville ; *Borough*, bourg.

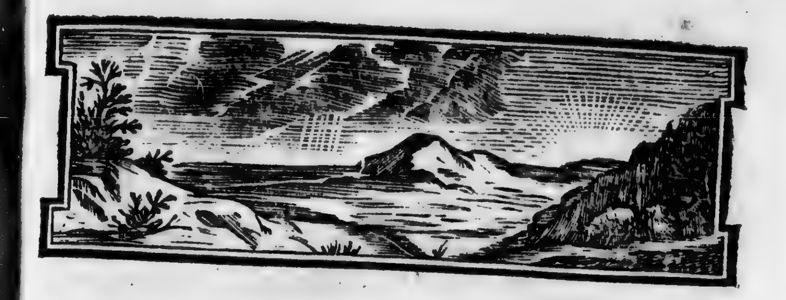
Les cirés ont des privilèges particuliers, les villes en ont auſſi, mais moins étendus ; les bourgs ont auſſi les leurs. Ces diſtinctions & ces privilèges avaient lieu dans l'Amérique ſeptentrionale avant l'indépendance.

River, ſignifie rivière ; *North-river*, la rivière du nord (c'eſt la rivière d'Hudſon). *Creen* veut dire anſe, petite baye ; *Bridge*, pont ; *King's-bridge*, le pont du roi ; *Iſland*, île, *Rhod'iſland*, l'île de Rhodes ; *Long-iſland*, l'île longue ; *Staten-iſland*, l'île des Etats, &c. Tous ces noms ont été conſervés, parce qu'en les changeant, il eut été quelquefois difficile de reconnaître l'endroit dont on aurait voulu parler.

L'Angleterre eſt diviſée en comtés ; les colonies de l'Amérique l'étaient de la même manière, & cette diviſion y a été conſervée pour la facilité des élections, & l'égalité de la repréſentation dans le corps légiſlatif.

Tous les Lecteurs se mettront bientôt au fait des différences que la nature des lieux, la force des usages, & l'espèce du gouvernement obligent de remarquer, & dont il est nécessaire d'être instruit pour l'intelligence de l'histoire.





ESSAIS HISTORIQUES ET POLITIQUES SUR LES ANGLO-AMÉRICAINS.



INTRODUCTION.

L'Angleterre, au milieu des victoires, semblait être lassée de ses propres succès ; il en coûtait cher à la nation pour détruire la marine de la France & donner des entraves à la domination Espagnole ; elle desirait la

fin de la guerre, & la jouiſſance paiſible de ce qu'elle avait conquis. Les eſprits les plus hardis du royaume s'effrayaient de l'immenſité de la dette nationale; en vain William Pitt s'écriait : Que craignez-vous de la guerre? ne lui devez-vous pas votre puiſſance, vos richeſſes privées, toute votre proſpérité? Laiſſez aux peuples énervés, la crainte des revers. Sans doute le commerce des Français nous offre déſormais peu de tréſors à lui ravir; mais les richeſſes de l'Eſpagne ſont-elles donc taries? Ne ſuſpendez point vos efforts. Laiſſez à ces anciens eſclaves de Carthage, le ſoin de déterrer tout l'or du Nouveau-Monde; mais empêchez que cet or ne s'écoule par des canaux dont vous ne ſoyez pas les maîtres. Gibraltar eſt à vous, la Havanne vient de tomber en votre pouvoir, & vous voulez interrompre la guerre! c'eſt en la continuant

que la dette publique ſera promptement acquittée. Les ennemis de ce grand homme ne voulurent pas que la prépondérance de l'Angleterre ſur toutes les puiſſances de l'univers, fût à jamais aſſurée. Pitt fut contraint d'abandonner les rênes du gouvernement; une main moins patriotique entreprit de les diriger, & les meſures d'une politique adroite, valurent à la maiſon de Bourbon, ce qu'elle ne pouvait plus eſpérer du bonheur de ſes armes.

Sans doute le traité de 1763 enflammera toujours le reſſentiment de tout bon Français; il était accablant, & le courroux s'augmente lorſque l'on compare ce traité à ceux que Louis XIV, au milieu de ſon règne, impoſait à ſes ennemis; mais qu'on prenne garde aux circonſtances, & l'on verra que ces conventions ſi dures, pour des peuples à qui pluſieurs ſiècles de gloire avaient

fait oublier de grands malheurs, que ces conventions, auxquelles ils étaient si sensibles, valaient plusieurs victoires.

Le droit des armes leur avait enlevé le Canada, le trône élevé par Dupleix, & tous les établissemens de l'Inde. Ils avaient laissé conquérir des îles dont le produit annuel valait près de cent millions. La colonie de S. Domingue, après avoir vu passer dans les magasins anglais, ses revenus de dix années, craignait qu'un gouvernement étranger ne vînt remplacer le sien. Le commerce de S. Malo, du Havre, de Dunkerque était anéanti : il n'existait plus de pêcheries françaises. Il restait à peine aux ports de Brest, de Toulon, de Rochefort, quelques carcasses de vaisseaux ; tous les meilleurs avaient été échoués ou brûlés sur la côte, pris & ré-armés par l'ennemi vainqueur ; un petit nombre avait péri dans les combats :

un peuple de prisonniers languissait dans les cachots de l'Angleterre. Les armes de la France avaient-elles été plus heureuses dans les tourbillons de la poussière martiale, qu'au milieu des dangers de la mer?.. Ne rappellons point d'incroyables défaites! De tous côtés la France était vaincue; ses Alliés, presqu'aussi maltraités, & craignant eux-mêmes de ne pouvoir défendre le reste de leurs possessions, ne lui faisaient espérer aucun retour à la victoire; & cependant, on lui donnait l'avantage, inappréciable pour elle, de la paix. Loin de la faire payer cher à ce royaume, pour qui la tranquillité seule est une conquête assurée sur le reste du Monde, on y ajoutait la restitution de la Martinique & de la Guadeloupe, & d'une partie des établissemens de l'Inde: on surpassait, en cela, ses desirs. Six mois auparavant, son gouvernement

était prêt d'abandonner le reſte de ſes établiſſemens au-delà des mers; & l'on ſe demandait de bonne-foi, dans le conſeil de la France, à quoi ſervaient les colonies.

A ces reſtitutions inattendues, ſe joignait l'échange de Minorque contre Belle-Ile; on rendait Cuba aux Eſpagnols: enfin, c'était le vainqueur qui ſemblait acheter le bonheur de la paix.

Il eſt vrai que des conditions particulieres flattaient la vanité des Anglais, ſatisfaits de quelques ſacrifices apparens: ils étendirent alors leur commerce & leurs navigations, au-delà des bornes connues de l'univers, arborèrent & firent ſaluer leur pavillon ſouverain ſur toute l'étendue des mers.

Les Hollandais avaient peine à ſoutenir leur commerce dans l'Inde, contre de ſi redoutables concurrens. Ils virent déchecir, en peu de temps, le produit

ordinaire de leurs anciens comptoirs: tout l'or du Portugal refluait dans l'Angleterre, dont les manufactures se multipliaient pour fournir à la consommation de ce royaume. Les interlopes de la Jamaïque & des Iles-du-vent anglaises, attiraient à eux une partie de l'argent du Potosi. L'Afrique donnait au commerce de la Grande-Bretagne, un tribut annuel de plus de cinquante mille esclaves; tribut qui bientôt doublait de valeur, par la revente qu'elle en faisait à ses propres colons des Antilles, & aux marchands espagnols & français, aux planteurs portugais dans l'Amérique.

Une nouvelle Angleterre, cent fois plus vaste, & déjà plus riche dans ses cultures que l'ancienne, couvrait la moitié de ce continent; quatorze provinces florissantes attiraient dans leurs ports les étrangers de toutes les nations, &, malgré les loix prohibitives,

portaient, dans tous les marchés de l'Europe, les objets de [illegible]ation première, à un prix dont la modicité ne leur laiſſait craindre la concurrence d'aucun autre marchand. Mais, trop enflés de leurs ſuccès, les agens du cabinet de Londres, s'accoutumaient à ne dominer que ſur des tributaires ſoumis; la moindre réſiſtance leur paraiſſait un outrage; ils ne reſpectaient rien, & voulaient que leur autorité fût reſpectée. Ces hommes, ſi jaloux de la liberté intérieure du royaume, ne voulaient voir que des eſclaves au-dehors; ils s'aveuglèrent juſqu'à regarder ſous cet aſpect, les compagnons de leur gloire, les dépoſitaires de leur richeſſe la plus réelle.

L'Hiſtoire nous apprend, par l'exemple des premiers habitans de l'Eſpagne, & de quelques colonies romaines & grecques, ce que c'eſt que la tyrannie

des républicains; la volonté d'un chef abſolu, ſerait mille fois moins redoutable. Toute l'Amérique ſeptentrionale fut révoltée des excès auxquels ſe livrèrent ceux qui gouvernaient dans Londres.

Mais avant de parler de la guerre cruelle qu'ils déclarèrent à leurs frères, à leurs co-ſujets, aux nourriciers de leur commerce immenſe; de cette guerre qui a décuplé les avantages que la France pouvait eſpérer d'une paix de quinze années; il eſt néceſſaire de faire connaître la conſtitution & les progrès des Colonies anglaiſes de l'Amérique ſeptentrionale, juſqu'au moment de la révolution, dont j'oſe le premier entreprendre l'hiſtoire. C'eſt dans le tableau rapide de leur établiſſement & de leurs entrepriſes, que l'on découvrira les cauſes & l'origine de cette révolution, tracée dans les deſtinées de la terre; qui change abſolument

le ſyſtême politique de l'Europe, l'exiſtence de l'Amérique entière; qui cauſera des guerres inévitables : guerres qu'un ſiècle ne verra pas terminer, & qui entraîneront, peut-être, la décadence de pluſieurs Nations.





LIVRE PREMIER.

FORMATION des Colonies Anglaiſes de l'Amérique ſeptentrionale, leurs progrès & leur gouvernement juſqu'en 1769 & 1770.

I. Premieres émigrations.

APRÈS que l'inconſtance de Henri VIII eut changé la religion de l'Angleterre, une partie du peuple regretta les cérémonies de l'égliſe romaine. Eliſabeth elle-même était mécontente d'un culte où rien ne parlait aux yeux. Elle ſavait que l'opinion du vulgaire eſt toujours ſubordonnée aux objets extérieurs, & que la religion eſt le plus puiſſant reſſort de l'autorité dans les mains d'un politique habile; qu'une religion purement contemplative, indépendamment de ce qu'elle a peu de pouvoir ſur le commun des hommes, diviſe les plus éclairés en autant de ſectes qu'il y a de penſeurs. Elle connaiſſait l'effet de ces formules



publiques, qui ſont un point de ralliement entre tant de gens dont la croyance diffère, & dont ceux mêmes qui les mépriſent oſent rarement ſe diſpenſer.

Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avait pu faire. Elevé dans le ſein de l'égliſe presbytérienne, il l'aurait toujours aimée, ſans doute, s'il était né ſujet; il en ſentit le danger pour un monarque qui voulait être abſolu. Les conſtitutions que les peuples ne ceſſaient d'invoquer, rendaient ſa puiſſance incertaine; débarraſſés des liens de la juriſdiction eccléſiaſtique, ils auraient joui de la liberté: il réſolut de les ſoumettre par un nouveau ſyſtême d'hiérarchie, & de tirer de l'autorité épiſcopale la force du deſpotiſme qu'il voulait exercer; mais les troubles s'oppoſèrent à ſes premières démarches; il ne fit que montrer le plan qu'il voulait ſuivre, laiſſant à ſon fils le ſoin de l'affermir & de l'exécuter.

Ce plan flattait les paſſions du jeune monarque, & la reine le ſecondait par ſes intrigues. Un mouvement général

s'éleva dans la nation, le fanatiſme ſervit la tyrannie ; on ordonna que les puritains, qui s'obſtinaient à rejetter un culte ſuperſtitieux, que les calviniſtes réfugiés en Angleterre, ſur la foi de la liberté, ſe ſoumettraient à la diſcipline des évêques, qui déjà réuniſſaient à ce titre les premières dignités du gouvernement.

Dans d'autres circonſtances ils ſeraient morts en martyrs; l'Angleterre aurait été inondée de leur ſang. Les découvertes de Walter Raleigh, dans l'Amérique ſeptentrionale, délivrèrent l'Europe de cet affreux ſpectacle ; dans leurs malheurs, ils jettèrent leurs regards ſur ce vaſte continent, où le deſpotiſme n'avait point encore étendu ſon empire, où des Sauvages heureux vivaient ſans prévoyance & ſans crainte, où la Nature jeune & prodigue n'attendait que des cultivateurs paiſibles & inſtruits, pour leur donner tous les biens qui peuvent aſſurer les plaiſirs de la vie. Ils s'embarquaient en troupes, emmenant leurs

enfans, & leur promettant le véritable patrimoine de l'homme, le travail & la liberté.

Jusqu'où n'allait pas alors la persécution ! On voulut s'opposer à cette émigration; on arrêta les vaisseaux dans les ports; on voulait opprimer & retenir ces malheureux pères de famille. Tel est le Despotisme, ce n'est jamais sans fureur qu'il voit ses victimes prêtes à lui échapper *.

Les ordres de la cour d'Angleterre n'empêchèrent pas qu'en peu d'années presque toutes les familles presbytériennes des deux royaumes, ne fussent transplantées dans l'Amérique septentrionale, que l'on ne connaissait encore que sous le nom de Virginie, & ou deux compagnies privilégiées & exclusives n'avaient point fait de progrès. Ceux des presbytériens furent rapides: dix mille An-

* Huit vaisseaux qui étaient dans la Tamise, prêts à faire voile, furent arrêtés ; on prétend que Cromwel y était embarqué : & il conduisit depuis à l'échafaud, ce Roi qui l'avait empêché de partir.

glais qui s'étaient d'abord refugiés en Hollande, partirent presque tous en même-temps d'Amsterdam, pour chercher dans ces nouveaux climats, ce qu'ils n'avaient pu trouver en Europe, l'occupation & la paix. Ils fondèrent deux provinces, & bientôt leurs colonies furent augmentées par le mécontentement des sujets de divers états de l'Europe, qui allèrent chercher auprès d'eux un asyle contre l'oppression de leurs souverains.

Nouvelle Angleterre.

LE cri de tous ceux qui abordaient dans l'Amérique septentrionale, était celui de la liberté. Ceux qui vinrent les premiers, débarquerent sur des côtes, dont la température leur parut ressembler le plus à celle des pays qu'ils avaient habités en Europe, ils leur donnèrent le nom de nouvelle Angleterre. Auparavant, cette contrée n'avait vu que quelques Aventuriers, qui, dans la belle saison, venaient faire un commerce d'échange avec les Sauvages, & disparaissaient aussi-tôt que le froid ne leur

permettait plus d'habiter les cabanes qu'ils conſtruiſaient en un jour, & abandonnaient ſans regret.

Les nouveaux colons prirent la réſolution d'endurer les frimats, & de commencer leur établiſſement, malgré tous les obſtacles. Le froid & le ſcorbut qui détruiſirent la moitié de leur nombre, ne les rebutèrent pas. Ils firent alliance avec une compagnie de ſoixante Sauvages, qui leur apprirent à cultiver le mahis, & l'art de la pêche ſur une côte qu'ils ne connaiſſaient point encore. Ce ſecours ineſpéré leur fit attendre avec patience les compagnons, les beſtiaux, les ſemences qui devaient leur arriver de l'Europe; les accroiſſemens furent prompts, & huit ans après, la nouvelle colonie ſe partagea en pluſieurs peuplades.

Dans ces différens établiſſemens, l'amour du bonheur rendait tous les hommes laborieux, la ſubordination règnait ſans nuire à la liberté, des mœurs auſtères tinrent long-temps lieu de loix.

Mais

Mais enfin, la population devenant toujours plus nombreuſe, il fallut en créer.

Les puritains avaient trop d'influence. Ils dictèrent des loix imitées de celles des juifs; & perſécutés dans leur patrie, pour leur religion, ils portèrent l'intolérance à un degré ſi étrange, que tout catholique, que tout quaker, qui reparaîtrait dans le pays après en avoir été chaſſé, était menacé de la mort. Cette rigueur occaſionna des plaintes, & la Métropole défendit de perſécuter les quakers. Néanmoins le fanatiſme ſe ſoutint parmi les puritains : la fertilité de leurs plantations leur laiſſait trop de loiſir; ils l'employaient à des ſermons, à des diſputes théologiques, lorſque pluſieurs hordes Sauvages ſe réunirent pour les attaquer, & en maſſacrèrent un grand nombre. Ils prirent les armes, & ſuſpendirent leurs querelles intérieures, pour repouſſer leurs ennemis du dehors. Cet évènement aurait dû leur rappeller les bienfaits qu'ils avaient reçu des Sauvages, & leur montrer la néceſſité d'en-

tretenir avec eux une utile amitié; mais plus il arrivait de puritains à la nouvelle Angleterre, plus on y voyait germer le fanatisme & les disputes de l'Europe. Ils en vinrent jusqu'à croire à la sorcellerie, & firent périr un grand nombre de Colons & d'Indiens de tout âge & de tout sexe, qui en furent accusés. Mais, enfin, les persécutions cessèrent à la mort des dévots, venus l'évangile à la main, de l'Ecosse & de l'Angleterre.

La nouvelle génération née dans l'Amérique, ne sentit dans son cœur que des sentimens d'humanité; elle ne s'intéressa point aux opinions de ses pères, jusqu'à vouloir les affermir par le sang: le fanatisme disparut.

La Nouvelle-Angleterre se divise en quatre provinces; savoir, Massachuset Bay, Connecticut, New hampshire & Rhod'Island.

LA grande colonie de la nouvelle Angleterre continua de s'étendre & de prospérer; elle se divisa bientôt en quatre provinces: Massachuset-Bay, Connecticut, Newhampshire, & Rhod'-Island. L'intérêt commun, & la nécessité de se réunir pour se maintenir

contre les Sauvages, les engagea à ſe confédérer en 1643, ſous le titre de *Colonies-Unies :* on indiquait un lieu où ſe rendaient deux députés de chaque établiſſement, pour y délibérer ſur les affaires de la nouvelle Angleterre, ſans permiſſion & ſans approbation de la part de la couronne; & le roi d'Angleterre, dont ces colonies ſe bornaient à reconnaître vaguement la ſouveraineté, n'influait pas en effet ſur leur gouvernement.

Une ſi grande liberté d'adminiſtration, en la ſuppoſant même favorable à la Métropole, ne pouvait pas ſubſiſter long-temps, & Charles II (en 1684), priva la principale de ces provinces, celle de Maſſachuſet, de ſa chartre & de ſes privilèges; les autres provinces intimidées par cet exemple, ſe ſoumirent devant le monarque. Ce ne fut qu'après la révolution, que Maſſachuſet obtint une nouvelle chartre, & cette chartre lui enleva pour toujours ſes premiers droits. La cour ſe réſerva celui

de nommer un gouverneur, tous les emplois militaires, & la plupart de ceux de magiſtrature & de finance. Si le peuple conſerva le pouvoir légiſlatif, la voix négative fut attribuée au gouverneur ; & cette voix, jointe au commandement des armes, & au puiſſant reſſort de la corruption qui réſultait de la nomination aux emplois, lui aſſura la prépondérance & les moyens néceſſaires pour faire ſes volontés & celles de la Métropole. C'eſt cette forme de gouvernement qui a ſubſiſté depuis dans toute la nouvelle Angleterre.

Le commerce de cette contrée eſt très-étendu ; elle fournit aux îles Anglaiſes & Françaiſes, à Honduras, à Surinam, des chevaux, des bœufs, des viandes ſalées, des farines, du mahis, & toutes ſortes de grains; du lin, du chanvre, du bois à bâtir, & des ferremens de toute eſpèce. Elle fait la pêche de la morue ſur ſes côtes, aux environs du cap Cod, & envoye en outre tous les ans deux cents cinquante

bateaux pêcheurs à Terre-neuve; la pêche du hareng eſt abondante à l'embouchure de l'une de ſes rivières. Elle expédiait des navires, en Italie, en Portugal, en Eſpagne; elle fourniſſait à ſa Métropole, des vergues, des mâtures, des planches, de la poix, du goudron, & même des fourrures; enfin, elle revendait aux nations une partie des denrées précieuſes des Antilles, qu'elle avait grand ſoin de s'approprier par ſes échanges.

II. Province de la Nouvelle-York.

A L'OUEST de cette colonie ſuperbe, qui, ſe prolonge ſur près de cent lieues de côtes, & ne s'enfonce dans les terres qu'à vingt lieues de la mer, les Anglais venaient de s'emparer d'un nouvel établiſſement que les Hollandais pouſſaient avec beaucoup d'activité, & qui par les avantages de ſa poſition & de ſa fertilité, aurait bientôt formé une colonie rivale de la nouvelle Angleterre. Ils lui donnèrent le nom de nouvelle York; elle n'occupait au bord

de la mer qu'un eſpace de vingt mille, mais elle s'enfonçait dans les terres au-delà de cinquante lieues. Ce canton continua d'être habité par des colons Hollandais, qui ne préférèrent point à leurs plantations la gloire chimérique de céder au deſtin de la Métropole. Quelques colons de la nouvelle Angleterre, attirés par l'eſpoir du commerce & la beauté du climat, s'étaient joints à eux. Mais le deſpotiſme du duc d'York, à qui ſon frère avait donné la propriété de cette colonie, penſa la détruire. Ses lieutenans, comme ceux de la plupart des ſouverains qui poſsèdent des colonies, tenaient dans leurs mains tous les pouvoirs à la fois; & non contens d'exercer une adminiſtration arbitraire, ils attiraient à eux toutes les cauſes civiles, & ſe rendaient maîtres abſolus de la ſûreté & des propriétés des colons. Un pareil gouvernement ne pouvait pas être longtemps ſupporté par des hommes nourris dans les principes ſalutaires de la répu-

blique ; les émigrations commençaient, & l'on craignait un ſoulèvement, lorſque l'on permit enfin aux différentes communautés de planteurs, de ſe choiſir des repréſentans pour régler l'adminiſtration de la colonie ; & quelques années après, en 1691, elle commença à proſpérer ſous un gouvernement qu'elle a toujours conſervé, juſqu'au moment où l'enthouſiaſme de la liberté lui a fait préférer les calamités de la guerre, à l'apparence même de la ſoumiſſion. Le roi nommait un gouverneur, & lui donnait douze conſeillers, ſans l'aſſiſtance & le conſentement deſquels il ne pouvait ſigner aucun acte. La colonie choiſiſſait vingt-ſept députés pour la repréſenter ; l'aſſemblée de tous ces membres de l'adminiſtration, formait le corps légiſlatif, & la durée de leurs pouvoirs était réglée ſur celle du parlement de Londres.

Le ſol de la nouvelle York, fertile en grains & en fruits de toute eſpèce, donnait à ſes habitans de grands avan-

tages ſur la nouvelle Angleterre, où le froment ne mûrit pas toujours parfaitement, & où les autres grains, le ſeigle & l'avoine n'ont pas bien réuſſi. Ses négocians joignaient à ce premier moyen de ſupériorité ſur leurs concurrens, un commerce de pelleteries auquel celui des marchands de Boſton ne pouvait être comparé.

Le fort d'Orange, conſtruit par les Hollandais, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la rivière d'Hudſon, dans le pays des Iroquois, eſt le comptoir où les Sauvages du nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglais, ce fort a pris le nom d'Albani.

Le commerce des pelleteries avait fixé les regards de tous les habitans de la nouvelle York, depuis que les proteſtans français, chaſſés de leur patrie en 1685, y avaient porté l'art de fabriquer les chapeaux de caſtor; mais ce ne fut qu'en 1720 qu'il prit toute ſa conſiſtance, par la défenſe qui fut faite aux mar-

chands d'Albani, de commercer avec les français du Canada. Ceux-ci ſe ſervaient des marchandiſes qu'ils trouvaient à bon marché dans ce comptoir, & attiraient à eux toutes les fourrures. Il fallait fermer cet écoulement ; on fortifia le comptoir d'Oſwego, ſur le lac Ontario, & ces fortifications coupèrent le paſſage aux nations, qui allaient auparavant traiter à Montréal.

Parallele de Boſton & de New-York.

LE ſiège de ce commerce s'établit dans la ville de New-York, capitale de la colonie dont elle a pris le nom ; cette ville eſt ſituée dans l île de Manahatam, auprès de l'embouchure de la riviere d'Hudſon, & avait été bâtie par les Hollandais ſous le nom de la Nouvelle-Amſterdam : la ſituation en eſt agréable, l'air que l'on y reſpire eſt ſain. La ville ne contenait pas, en 1769, plus de quinze mille habitans, mais preſque tous dans l'aiſance ; on en comptait pluſieurs dont les richeſſes étaient portées au-delà de l'ambition ordinaire des

particuliers. Cette population était bien inférieure à celle de Boston, qui, dans le même temps, s'élevait à trente-six mille habitans. Parmi ces derniers, les habits, la politesse anglaise se faisaient remarquer; mais sans nuire à la rigidité des mœurs, qui s'était conservée depuis les commencemens de la colonie. Ceux de New-York, plus simples & plus modestes, joignaient à la pureté des mœurs, un esprit d'ordre & d'économie, que leurs ancêtres avaient acquis en se mêlant aux Hollandais, fondateurs de la colonie, en recevant parmi eux les Français protestans, & les allemands chassés du Palatinat. La ville de New-York n'avait point de dettes, celle de Boston était considérablement endettée; mais les citoyens de New-York s'adonnaient principalement au commerce & à l'industrie; & quoique la fertilité de leur colonie surpassât celle de la nouvelle Angleterre, plus de la moitié du terrein de la nouvelle York était encore en friche.

La nouvelle Angleterre était, au contraire, entierement cultivée; ce qui n'empêchait pas ſes habitans de ſe livrer au commerce, & d'entretenir ſix cents navires, & huit mille matelots.

La ville de New-York n'eſt pas ſuſceptible d'une grande réſiſtance contre les ennemis du dehors; elle n'a point de port, & n'offre aux navigateurs qu'une rade mal défendue: cependant, dès le commencement du ſiècle, il en ſortait un nombre conſidérable de vaiſſeaux, qui portaient de riches cargaiſons dans toutes les rades de l'Angleterre.

Boſton, capitale de toute la nouvelle Angleterre, eſt une ville très-forte par ſa ſituation, du côté de la mer; placée au fond de la baye de Maſſachuſet, dont l'entrée eſt défendue par d'énormes rochers qui s'élevent au-deſſus de l'eau, & par une chaîne de petites îles, la Nature elle-même a pris ſoin d'aſſurer ſa défenſe. L'entrée de cette baye eſt un canal étroit, où il ne pourrait pas

paſſer plus de deux vaiſſeaux à la fois, & ſur lequel domine le fort Guillaume *.

Auſſi-tôt qu'il arrive quelque navire, des vigies placées ſur un rocher, à une lieue en avant de la baye, font paraître leurs ſignaux, le fort les répete; la ville avertie, peut en un inſtant raſſembler, par d'autres ſignaux, toutes les milices de la côte, & recevoir en vingt-quatre heures les ſecours de l'intérieur. Si le fort Guillaume ne réuſſiſſait pas à arrêter les vaiſſeaux au paſſage, ils le feraient par deux batteries conſtruites au nord & au ſud de la place, qui commandent toute la baye, & donneraient le temps aux bâtimens de la rade de ſe mettre à couvert & de ſe réfugier dans la rivière. Six cents navires peuvent mouiller dans la rade de Boſton, qui eſt parfaitement convenable pour être le magaſin & l'entrepôt général des quatre provinces dont cette ville eſt le chef lieu.

---

* Ou *Williams' Caſtle.*

Ainſi, pendant la guerre, tous les avantages ſe réuniſſent en faveur de Boſton; & pendant la paix, en faveur de New-York.

Cependant les forces de la nouvelle York ſont depuis long-temps ſur un pied reſpectable. Dans la guerre du Canada en 1758, tandis qu'elle avait un corps conſidérable de ſoldats en campagne, & un grand nombre de mariniers ſur ſes rivières, elle ſoutenait ſon commerce, & le protégeait elle-même par une marine de ſoixante corſaires armés de huit cents canons & de ſept mille matelots.

Nouveau Jerſey.

A L'OUEST de la nouvelle York, eſt le Jerſey, colonie conquiſe en même-temps par les Anglais, & donnée par le duc d'York à deux de ſes favoris, qui, ne pouvant réuſſir à la gouverner à leur gré, la rendirent à la couronne. Elle était alors peuplée par quelques deſcendans des Hollandais & des Suédois, ſes premiers cultivateurs, & par des preſbytériens d'Ecoſſe, qui, moins ſévè-

res que ceux de la nouvelle Angleterre, toléraient parmi eux quelques quakers & quelques anglicans.

Cette grande colonie située entre l'océan & des terres inconnues qui la bornent au nord, sur une ouverture de cent vingt mille de largeur, entre la nouvelle York & la Pensilvanie, n'a presque point eu de commerce à elle. Elle n'a entrepris de construire des navires que très-tard, & s'est long-temps réduite à verser, dans ceux des colonies voisines, les produits de sa culture; ils ne sont pas importans, cependant les terres y sont fertiles & produisent abondamment du bled, du chanvre; les troupeaux y ont réussi; on en tire du fer & des bois de charpente; on y prépare avec succès des viandes salées, qui se vendent dans les îles méridionales de l'Amérique, mais sa population est peu nombreuse; on y parcourt d'immenses déserts. Elle aurait fait, sans doute, de plus rapides progrès, si les établissemens de la Pensilvanie & de la Caro-

line, qui commençaient à ſe former à-peu-près au temps de la conquête du nouveau Jerſey, n'avaient attiré par préférence les Anglais & les étrangers, que l'eſpoir de la fortune engageait à s'expatrier.

Un ſol fertile, un climat doux & ſerein les appellait dans ces nouvelles colonies. La première dût ſon nom & ſes défrichemens à Guillaume *Penn*. Cet homme généreux, qui avait adopté la ſecte & les opinions des quakers, ne crut pas que la conceſſion qui lui avait été faite par la cour de Londres, fut un titre ſuffiſant pour chaſſer les Sauvages d'un pays qu'habitaient leurs ancêtres, & que la Nature leur avait donné pour patrimoine. Il mit à prix le territoire qu'il voulait peupler, & l'acheta des naturels du pays. Deux mille quakers s'étaient embarqués avec lui; ils le regardaient comme le patriarche de leur religion nouvelle, & tous ceux de l'Angleterre demandaient à le ſuivre; mais

Penſilvanie, qui comprend les Comtés de Newcaſtle, Kent & Suſſex, à préſent l'Etat de Delaware.

il voulait proportionner ſes établiſſemens à ſes facultés, & jetter avec ſolidité les fondemens d'une ſociété bien conſtituée. Trop de monde & trop peu de reſſources, ont cauſé la perte de pluſieurs colonies naiſſantes: la ſienne eut le plus grand ſuccès; elle fut aimée des Sauvages, qui n'en appréhendaient ni cruautés ni violences; elle s'aggrandit par l'arrivée des nouveaux colons, qui vinrent à meſure que la culture des terres y faiſait des progrès; leurs travaux les mettaient bientôt en état de recevoir à leur tour, de nouveaux frères, à qui ils enſeignaient à cultiver comme eux.

Penn ſentait que les hommes ne pouvaient, en aucun pays, être heureux que par une bonne légiſlation; il appliqua tous ſes ſoins à celle du nouveau peuple dont il était le chef, le père & l'ami. Tout homme qui ne niait pas l'exiſtence d'un Dieu, put devenir citoyen de ſa colonie; quiconque l'honorait en chrétien, pouvait avoir part à l'autorité publique; il n'admit point

de

de culte privilégié, de ſecte dominante, & voulut qu'il n'exiſtât au profit des égliſes ou de ceux qui les deſſervaient, aucun impôt qui ne fut volontaire. Laiſſant à ſa famille le droit de gouverner après lui, il ordonna que les appointemens de la place de gouverneur, ſeraient auſſi fixés par la volonté des habitans. Le gouverneur ne devait avoir aucune autorité, ſans le concours du peuple repréſenté par ſes députés, & tous ceux qui avaient intérêt au bien public, pouvaient élire, ou être élus. Les ſuffrages devaient être ſecrets, afin de prévenir toute eſpece de corruption, & la pluralité des ſuffrages ſuffiſait pour établir une loi; il en fallait les deux tiers pour établir un impôt. Ceux qui ne pouvaient eſpérer en Europe, les douceurs de la paix & de la liberté, étaient aſſurés, par tous ces réglemens, de la trouver en Penſilvanie. La juſtice s'y rendait gratuitement, & les tribunaux ne prononçaient, que dans les cas

ſeulement, où des arbitres, nommés dans chaque canton, n'avaient pu parvenir à concilier les parties.

Des inſtitutions ſi ſages, aſſuraient à cette Colonie une grande proſpérité, des mariages féconds, une population rapide : jamais en aucun pays, la culture n'eut des ſuccès plus prompts & plus heureux. Elle s'eſt étendue juſqu'à cinquante-cinq lieues, dans l'intérieur des terres autrefois habitées par les Sauvages ; mais les habitations ſont éloignées les unes des autres, & les défrichemens ſont au milieu de chaque habitation, en ſorte qu'il n'y avait encore, en 1769, que la ſixième partie de cet immenſe terrein qui fut entièrement défrichée. On ne peut donc évaluer juſqu'où iront les productions de cette vaſte province, où le travail d'un ſeul homme obtient facilement des vivres pour en nourrir vingt ; on ne peut s'imaginer à combien elles s'éléveront, lorſque toutes les terres ſeront entière-

ment cultivées, & ce terme ne doit pas être éloigné dans un pays où la population double tous les vingt ans.

Le sol fertile & bien arrosé, produit une grande abondance de froment, de seigle, de mahis, d'autres grains, des fruits & des légumes de toute espece. Les prairies y sont couvertes d'innombrables troupeaux, & une partie des colons, goûte dans toute leur pureté, l'innocence & les douceurs de la vie pastorale; on y remarque des hommes de tous les climats, de toutes les religions; les uns nés sous la domination monarchique, ou sous le glaive tranchant du despotisme; les autres dans le sein de la république, mais tous réunis par l'amour du bonheur & de l'humanité. Jamais le sang humain n'avait rougi cette terre, avant le regne de Georges III. Quand on leur parlait de batailles, de conquêtes rapides, & d'états renversés, ils s'étonnaient & poussaient des gémissemens. La faux de la Mort, disaient-ils, n'est-elle pas assez

prompte à frapper, ſans que les hommes ſe précipitent les uns les autres dans la nuit du trépas ? Sont-ils ſur la terre pour ſe déchirer comme des bêtes féroces ? Ils ne peuvent ſouffrir les louanges que l'on donne aux conquérans. Quelle folie de mettre ſa gloire à ſe faire haïr des hommes par les fléaux inſéparables de la guerre, & à vouloir enſuite les gouverner malgré eux ! Heureux l'homme qui, jouiſſant de la liberté, n'a point le deſir inſenſé de rendre les autres eſclaves ! Les provinces voiſines les reſpectent à cauſe de leur vertu ; ils abandonneraient leur pays, ou ſe laiſſeraient mourir plutôt que de recevoir la loi d'un vainqueur. Il eſt auſſi difficile de les aſſervir, qu'ils ſont incapables d'aſſervir les autres ; on voit régner chez eux, l'abondance, l'humanité, l'hoſpitalité ; enfin ils réaliſent preſque toutes les choſes que l'ingénieuſe Antiquité nous apprend de la ſageſſe fabuleuſe de la Bétique.

Quoique le commerce de Penſilvanie

ſoit conſidérable, cette province eſt moins riche que celle de la nouvelle York, dont elle eſt bornée au nord; ſa population, en 1769, s'élevait à deux cents trente mille hommes. La conſommation qu'elle faiſait des marchandiſes de la Métropole, montait à douze millions de nos livres; ce qu'elle vendait de biſcuit, de farines, de ſalaiſons & de bois de conſtruction dans les Antilles, ne ſe montait pas à plus de cinq millions; elle en exportait en Eſpagne & en Portugal, aux Açores & aux Canaries, pour environ trois millions; elle livrait à l'Angleterre le coton, le ſucre, le café, l'argent & les vins qu'elle recevait en paiement, & était obligée de lui donner pour ſolder le prix de ſes conſommations, du fer, du chanvre, des mâtures, des cuirs, & tout ce qu'un commerce peu conſidérable avec les Sauvages, lui fourniſſait de pelleteries. Les nouvelles avances que l'on faiſait pour augmenter les cultures, abſorbaient les bénéfices de chaque récolte;

on voyait par-tout une heureuſe aiſance, une grande activité, une proſpérité générale, des propriétaires fixés au milieu d'un grand nombre de champs bien cultivés, mais peu d'eſpèces en circulation, & rien n'annonçait l'exiſtence ni l'abus des richeſſes. Cette province, à l'époque des premiers troubles de Boſton, recevait quatre cents navires de toute grandeur, & en expédiait autant chaque année.

Philadelphie.

PRESQUE tous ces armemens ſe faiſaient à Philadelphie, ſur les bords de la Delaware ; c'eſt la ville la plus belle & la plus ornée de toute l'Amérique ſeptentrionale, & le ſeul bon port de la province. C'eſt dans ſon Hôtel-de-ville que ſe ſont raſſemblés depuis ſoixante ans, les hommes les plus éclairés & les plus ſages de tout le Continent, pour règler ce qui pouvait intéreſſer la Colonie.

Cette ville, où l'on ne paraît avoir oublié aucun des beſoins de l'humanité,

aucun des agrémens ſolides dont on peut jouir dans la vie, était ſans défenſe, & toute ouverte à l'ennemi, tant ſur les bords de la mer, que du côté de la terre; ce n'eſt qu'en 1773 que l'on a commencé à fortifier l'entrée du fleuve Delaware. Penn & ſes ſucceſſeurs ne prévoyaient pas, ſans doute, qu'elle pût être aſſiégée, & que les Penſilvains, les amis & l'exemple de tous les peuples, puſſent trouver jamais des ennemis dans l'Univers. Les fondateurs des Colonies s'occupent ordinairement de la ſûreté politique, avant de penſer à la ſûreté des citoyens; celui de la Penſilvanie, par une ſuite des principes évangéliques qu'il ſuivait à la rigueur, en ne négligeant aucun des moyens qui devaient aſſurer la tranquillité civile, n'avait rien fait pour la défenſe militaire; & cette heureuſe Province avait continué d'être gouvernée par des hommes qui ne ſoupçonnaient pas qu'il eût oublié quelque choſe.

IV.
Le Maryland & la Virginie.

ENTRE la Penſilvanie & la Caroline, ſe trouvent les établiſſemens du Maryland & de la Virginie. Autrefois, ces deux Cololnies n'en faiſaient qu'une ſous le nom de Virginie; on étendait même ce nom à toute l'Amérique ſeptentrionale.

Les précautions qui peuvent contribuer à la défenſe de ces deux Colonies, ont été priſes depuis long-temps, & peuvent ſervir à garantir quelques temps Philadelphie de l'invaſion des ennemis qui voudraient remonter le fleuve pour s'emparer de cette ville. Le nom de ce fleuve eſt celui du premier gouverneur de la Virginie, de Lord Delaware, qui voulut bien ſe charger de diriger les établiſſemens qui ſe firent ſur cette côte; mais la population ne prit de conſiſtance que long-temps après, ſous le règne de Charles II. Le gouvernement de cette Colonie, juſqu'en 1770, était royal, c'eſt-à-dire, compoſé d'un gouverneur & de douze conſeillers qui formaient la chambre-

haute, & des députés des comtés qui composaient l'assemblée générale. Cette forme d'administration était semblable à celle de la nouvelle York, & du nouveau Jersey; mais avec cette différence, que le gouverneur était nommé pour un temps illimité; qu'il avait le pouvoir de rejetter ou de confirmer les loix de l'assemblée générale, de la disperser ou de la proroger à son gré, de nommer tous les officiers de justice & de finance, de faire grace aux criminels, de disposer, en prenant seulement l'avis du conseil, sans consulter l'assemblée générale, de tous les deniers & impôts, & des milices, des soldats & des forts, sans prendre aucun avis.

Cette Colonie a donc été presque toujours opprimée & surchargée de taxes, dont l'énumération seule remplirait plusieurs pages; la jurisdiction ecclésiastique y avait plus d'autorité qu'en aucune autre province; les pasteurs de l'église anglicane s'y faisaient payer

des ſommes conſidérables en argent, ou en tabac, pour le droit de leur fonctions. La chicane de l'Europe y était en vigueur; on y comptait vingt-cinq tribunaux, un dans chaque comté, dont les appels ſe portaient au conſeil du gouverneur, & définitivement à la cour d'Angleterre; cependant la culture du tabac aſſurait la richeſſe, & ſubvenait à toutes les charges des cultivateurs.

Ce fut l'intolérance des Virginiens pour les catholiques, qui peupla le Maryland. Cecile Calvert, Lord Baltimore, obtint du Roi Charles premier, la conceſſion de ce pays; ſon fils vint en 1632, avec deux cents papiſtes de Londres, augmenter la Colonie fondée par ſon père. Il y établit la tolérance, & accorda la liberté civile à tout étranger qui viendrait s'établir au Maryland. Ce ſyſtême fit proſpérer cette faible Colonie qui maintenant eſt très-peuplée, & renferme onze comtés, qui étaient peuplés, en 1770, de près

de trois cents mille hommes. La forme de l'administration du Maryland, ressemblait, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie ; la principale différence consistait dans les prérogatives attachées à la maison de Baltimore sur le Maryland.

Ces deux Colonies produisent de beaux fruits & d'excellens bleds ; mais c'est de la récolte du tabac qu'elles tirent leurs richesses. Le sol y est uni & toujours gras & fertile ; il est coupé par un nombre infini de rivières qui descendent des Apalaches & qui sont autant de canaux navigables par où les récoltes sont exportées ; ils aboutissent à la baye de *Chesapeak*, qui se prolonge à plus de soixante lieues dans les terres, sur douze milles environ de largeur moyenne. Les navires qui entrent dans cette baye, n'y peuvent courir aucun danger, & la plupart, même les gros vaisseaux, peuvent pénétrer plus avant & remonter plusieurs rivières.

Les avantages de cette situation s'op-

posaient à la formation des grandes villes & des entrepôts de commerce. Chacun vend sa récolte, sans sortir, pour ainsi dire, de sa plantation, & presque par-tout les navires viennent mouiller à la porte des magasins qui doivent fournir leur chargement. Annapolis, capitale du Maryland, & Williamsbourg, chef lieu de la Virginie, ne sont que deux grands villages, où résident les gouverneurs de ces Colonies, & les personnes attachées à l'administration. Les commodités de la vie champêtre ont écarté l'industrie. Environnés de matières qui n'attendaient que la main des artisans, les habitans manquent des instrumens, des meubles de bois les plus grossiers; ils étaient encore obligés, en 1770, de faire venir tout de la Métropole; cette habitude d'acheter engageait les marchands Anglais à leur porter avec les choses nécessaires, toutes les superfluités du luxe; & par une conduite directement contraire à celle de leurs voisins, ils s'en

paraient, ils en décoraient leurs maisons, jusqu'à obérer leurs plantations pour satisfaire à cette folle vanité; mais d'autres temps ont amené d'autres mœurs; ils commencent à former des ouvriers parmi eux, & à distinguer ce qui est nécessaire, de ce qui n'est que frivole.

Ces deux Colonies n'ont ni commerce, ni marine; toutes les exportations qu'elles faisaient par elles-mêmes, jusqu'en 1770, en grains, en bois; & autres objets, ne valaient pas plus d'un million par an; mais le tabac, qui était exporté par les Anglais, s'élevait à plus de cent mille bariques, dont le Maryland fournissait à-peu-près un tiers; cette denrée produisait de grands profits à l'Angleterre par la revente qu'elle en faisait au reste de l'Europe, & de tous les établissemens de l'Amérique septentrionale, aucun ne lui était plus précieux.

Les deux Carolines.

CEPENDANT la Caroline lui offrait des produits considérables, & lui en faisait espérer de plus grands encore. Lors

du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre Loke en traça la législation. Il y établit la tolérance religieuse, & négligea d'y assurer la liberté civile; il mit toute la puissance législative dans les mains des huit concessionnaires à qui la cour de Londres avait donné cette grande étendue de pays; enfin, ce code, qui devait être l'ouvrage de la sagesse, fit voir qu'un philosophe, quand il ne connoit point asses la politique, les mœurs des peuples, les vices des hommes puissans, les climats, les subsistances qu'ils donnent, & les entreprises qu'on y peut faire, ne peut pas être un bon législateur. Il faut, pour mériter ce nom, avoir su se procurer toute l'expérience que peuvent donner en dix ans l'existence malheureuse d'un sujet faible, incertain, opprimé dans des pays sans loix, & la vie active d'un homme de génie, qui observe ceux qui gouvernent. La connaissance la plus approfondie de l'Histoire, la science des Loix ancien-

nes, celle des mœurs présentes des différens Peuples du monde, acquise par des voyages faits dans l'âge de l'observation & de la curiosité; le plus grand amour de la vertu & de la Patrie, les passions les plus vives, & les plus grands triomphes sur soi-même, suffisent à peine pour former un Législateur : un méditateur oisif ne pouvait l'être. Il pouvait démontrer les opérations de nos sens, dévoiler les effets des objets extérieurs sur notre entendement, & désigner, pour ainsi dire, les bornes de la métaphisique; il ne pouvait régler la constitution d'un Peuple nouveau, à plus forte raison en créer une pour un Peuple qui n'était point encore formé, & dont il ne pouvait prévoir ni les besoins ni les mœurs.

La condescendance de Loke, pour les Lords propriétaires de la Caroline, coûta cher à cette Colonie naissante. Au milieu des malheurs que la tyrannie de Greuville, son gouverneur, lui faisait éprouver, elle fut attaquée

par les Sauvages : ce ne fut qu'après des combats ſans nombre, des maſſacres affreux, qu'elle parvint à les repouſſer ; mais cette guerre rétabliſſant parmi les colons les reſſorts du courage, que l'oppreſſion avait preſque briſés, ils ſécouerent le joug de leurs Seigneurs, & la couronne d'Angleterre rentra, en 1728, dans ſa ſouveraineté ſur cette Colonie. Alors elle fut diviſée en deux parties, l'une méridionale, l'autre ſeptentrionale, qui formèrent deux gouvernemens différens ; il y eut dans chacune un conſeil, & une aſſemblée générale ; elles furent ſoumiſes à une adminiſtration modérée, à laquelle les repréſentans du peuple eurent la plus grande part.

Les deux Carolines ſont fertiles, & le deviennent d'avantage à meſure qu'on s'éloigne des bords de la mer, & qu'on s'enfonce dans l'intérieur des terres. On y trouve de vaſtes plaines, coupées par un aſſez grand nombre de rivières, mais dont aucune ne peut être remontée

à plus de quinze lieues ; des marécages rendent le climat mal ſain en quelques endroits ſur les bords de la mer, mais l'air eſt ſalubre dans la plaine. Le froment n'a point réuſſi dans la Caroline méridionale, qui en eſt dédommagée par ſon indigo & ſes autres productions ; il croit & mûrit en grande abondance dans la province du nord *.

Les défrichemens, entrepris dans ces deux Colonies, ne s'étendent pas à plus du vingtième des terres. On y a eſſayé, dans ces derniers temps, avec quelque ſuccès, la culture de la

* La Caroline méridionale a produit, en 1771, huit cents milliers d'indigo, deux cents ſoixante mille barils de riz, trente-cinq mille boiſſeaux de mahis, vingt-quatre mille barils de pois, & autres graines ; le chargement de cinq cents trois navires en planches & en bois de charpente, vingt-ſept mille quintaux de réſine, poix, goudron & térébenthine, dix mille cuirs tannés, trois mille cinq cents cuirs verds, quatre mille quintaux de peaux de daims, & autres bêtes fauves, & une grande quantité de viandes ſalées.

vigne & de l'olivier. Ces cultures réussiront au-delà de l'espérance que l'on en a conçue, sur les côteaux, au pied des montagnes, dans les terreins sablonneux, lorsque le pays sera plus découvert & plus anciennement défriché.

Les mûriers & les vers à soie, qui d'abord ont réussi dans ces deux Colonies, sur-tout dans la Caroline méridionale, ont ensuite été négligés. D'autres branches, plus productives, ont fait abandonner cet objet, qui exige des soins trop minutieux; mais depuis les troubles, le besoin a fait reprendre, en quelques endroits, la culture des mûriers. On commence à fabriquer une assez grande quantité d'étoffes mêlées de laine & de

Les produits de la Caroline septentrionale, montaient à cent trente-sept mille boisseaux de froment, deux cents dix milliers d'indigo, cent quinze mille barils de goudron, poix & térébenthine, cent quatre-vingt cargaisons de bois, à quoi ils faut ajouter une grande quantité de salaisons, cuirs & peaux de toute espece.

ſoie, vêtement convenable au climat; on en vend même aux Colonies voiſines.

Il ſe fait peu d'exportations de la Caroline ſeptentrionale, où il n'y a point d'entrepôt conſidérable. Preſque toutes les denrées de cette province, vont enrichir le commerce de Charles-town, dans la Caroline du ſud. Cette ville, ſituée au confluent des rivières Aſley & Cooper, était bien peuplée en 1770: le luxe y régnait, & ſes négocians, qui étendaient leur commerce dans tous les ports de l'Europe & de l'Amérique, avaient de grandes fortunes; cependant les gros vaiſſeaux ne peuvent aborder qu'à Port-Royal, qui doit devenir un jour le ſiège du commerce, & l'entrepôt principal des deux Carolines, & même de la Georgie, qui n'en eſt ſéparée que par la rivière Savanah.

La Géorgie.

LA Georgie eſt une Colonie trop nouvelle encore pour être d'une grande

considération; cependant, depuis 1741 qu'elle a été affranchie de la tyrannie qui l'opprimait, jusqu'en 1770, sa population a été triplée; sa culture est devenue productive : celle du grain y a réussi. Étant située avantageusement pour le commerce des Antilles, où elle porte du riz, des planches & des bestiaux, elle a armé quelques navires, & fait un commerce proportionné à ses facultés. Le sol est fertile, & a été comparé à celui de la Louisiane; les Allemands du pays de Salsbourg, y ont essayé, avec succès, plusieurs sortes de plantations, & même celle de la vigne.

Sa prospérité s'accroissait chaque jour, lorsque les querelles élevées à Boston, & les actes de despotisme qui les ont suivies, ont fixé l'attention de toute l'Amérique septentrionale, ont réduit ses habitans à prendre les armes, & à suspendre une partie de leurs cultures & de leur commerce, pour se défendre contre leurs ennemis.

Nous venons de faire connaître les Colonies qui ont pris part à cette guerre; elles devaient au commerce de la Métropole, environ une année de leur produit. Leur consommation égalait, à peu près, leurs revenus, & le fonds de leur dette. Le Parlement de Londres évaluait cette dette à cent huit millions de nos livres. En général, les habitans de ces Colonies vivaient heureux & dans l'innocence, occupés de l'agriculture, de la chasse & de la pêche, & des plaisirs tranquilles de la vie rustique. Il y a lieu de craindre que la guerre ne cause de grands changemens dans leurs mœurs, & que leurs efforts, pour conserver & assurer leur liberté, ne tournent au détriment de leur félicité. Ils ont envisagé tous les malheurs d'une guerre contre l'Angleterre, comme passagers, & capables de produire un bonheur durable; mais quel sera leur étonnement, si cette révolution développe, parmi eux, des caractères superbes & cruels, si elle donne du

pouvoir à des hommes méchans, ſi la contagion des mœurs étrangères s'empare de leurs habitations? Hélas! avant cette guerre funeſte, leurs femmes ignoraient encore l'art de ſéduire & de céder à la ſéduction; elles ignoraient la galanterie, la parure & l'oiſiveté; elles ſont douces, modeſtes, compatiſſantes & ſecourables : elles ont les vertus qui conviennent à leur ſexe, mais il faut bien peu de temps pour en développer les vices. Puiſſent-elles, dans ces jours de trouble & de ſouffrance, ne pas ajouter aux infortunes de leur pays!

VI. Colonies reſtées ſous la domination Britannique.

L'ANGLETERRE poſſède encore de vaſtes contrées dans le même continent, & malgré la perte des treize provinces confédérées, les deux Florides, au ſud, l'Acadie, le Canada & Terre-neuve, au nord, lui laiſſeraient de grandes reſſources, ſi ces Colonies ne devaient pas naturellement ſuivre le ſort des provinces plus puiſſantes.

L'Angleterre, en 1770, étendait ses possessions en Amérique, depuis la baie d'Hudson jusqu'au Mississipi; mais avant de raconter les évènemens qui lui ont enlevé le sceptre du plus grand Empire que le globe ait jamais vu sur sa surface, il faut jetter quelques regards sur les possessions qui lui restent encore : commençons par une Colonie faible & peu considérable, quoiqu'elle occupe un immense terrein, & qui, par sa situation & le caractère de ses habitans, a eu quelqu'influence sur ces évènemens : c'est la Nouvelle-Écosse, autrefois l'Acadie.

Nouve Ecosse.

ELLE s'étend sur trois cents lieues de côtes, depuis les limites de la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à la rive méridionale du fleuve S. Laurent. Cette vaste région, connue sous le nom d'*Acadie*, était peuplée de Français devenus cultivateurs, libres & heureux depuis qu'ils avaient reçu, de l'indulgence de leurs

conquérans, le nom de *Français-neutres:* mais un nouveau ſyſtême du Miniſtère Britannique, fit ſuccéder à leur bonheur la plus cruelle infortune que puiſſe cauſer la cruauté froide & réfléchie de la politique. La Cour de Londres y envoya, en 1769, de nouveaux Colons, des Officiers & des Soldats, à qui elle avait concédé des terres à proportion de leur grade. Ceux-ci, raſſemblant les anciens Cultivateurs paiſibles & bienfaiſans, ſous le pretexte de leur faire renouveller leur ſerment de fidélité au Roi George, les prirent tous, & les embarquèrent de force, ſur des vaiſſeaux qui les transportèrent dans d'autres Colonies, & les diſperſèrent en divers lieux. Ces champs ſi bien cultivés, ces humbles toits, témoins & protecteurs de leur piété patriarchale, ces tribunaux dont le ſilence atteſtait leur bonne-foi, les pleurs de leurs femmes & les cris des vieillards, qui demandaient qu'on leur accordât du moins un tom-

beau dans des lieux ſanctifiés par les manes de leurs frères & de leurs amis, ne purent obtenir aucune grace; l'Arrêt de leur déportation avait été prononcé dans le Cabinet de Londres, & ils allèrent périr de chagrin & de misère dans les établiſſemens où les Anglais commençaient dès-lors à s'armer d'une verge de fer.

A compter de ce moment, rien n'a proſpéré dans ce vaſte pays : il eſt devenu déſert. La Nouvelle-Écoſſe eſt inhabitée depuis le fleuve S. Laurent, juſqu'à la peninſule d'Acadie. On rencontre plus loin, trois établiſſemens de peu d'importance : ce ſont les ſeuls qui exiſtent maintenant. Annapolis eſt preſque détruite depuis l'émigration des Français qui y étaient fixés. Le nouvel établiſſement de Lunebourg a fait quelques progrès, mais le ſol eſt ingrat; & malgré le caractère laborieux des Allemands, ils parviendront avec lenteur & avecpeine, à en tirer de grandes récoltes. Hallifax

n'a jamais été que l'entrepôt des forces qu'on voulait employer d'abord à opprimer, & enſuite à ſubjuguer l'Amérique. Les cultures des environs ne ſont d'aucune importance ; ſa pêche eſt d'un faible rapport : cette ville n'eſt pas même reſpectable comme place de guerre. Tous les abus, tous les déſordres & toutes les malverſations y ont eu accès dès qu'elle a été bâtie. Sans foſſés, ſans fortereſſes, elle eſt ouverte à l'invaſion du premier agreſſeur. Elle n'eſt remarquable que par l'Amirauté que la Cour de Londres y a établie en 1760, dans le deſſein d'y ſoumettre toute la navigation de l'Amérique ſeptentrionale; & par la prédilection qui a engagé le Miniſtère Britannique a y verſer toutes les années des ſommes conſidérables, depuis ſa fondation, pour l'entretien de ſes Officiers & de ſa Garniſon. C'eſt de là que ſont parties ſucceſſivement les flottes & les armées venues de Londres pour conquérir l'Amérique

c'eſt là qu'elles ſe ſont réfugiées après avoir été vaincues.

Le Canada.

Le Canada a été encore le théatre d'une partie de cette guerre. Depuis l'établiſſement de cette grande Colonie, elle n'a preſque jamais ceſſé d'être parcourue, dans tous les ſens, par pluſieurs milliers d'hommes armés. Le génie militaire, ce génie deſtructeur, qui, lui-même, provoque ſa ruine, formait le principal caractère de ſes premiers habitans : ils étaient tous guerriers, & n'aſpiraient qu'aux diſtinctions qui ſont le prix des combats ; ils faiſaient tout pour cette vaine gloire, & rien pour eux, rien pour la vertu, rien pour l'humanité. Pluſieurs des places & des forts qu'ils ont bâtis, durent encore : leurs vainqueurs, non moins imprudens qu'eux, ont conſervé tout ce qui attire la guerre, tout ce qui excite la révolte quand le courage des ſujets n'eſt pas anéanti ſans retour ; le pouvoir

abſolu, le Gouvernement militaire. Ce pays a vu éclore de grands projets guerriers, ſuivis de grands revers; & de tous côtés, les hommes, qui ne ſont que laborieux & paiſibles, y ont été les victimes des triomphateurs & des vaincus.

La Floride.

A l'égard de la Floride, ce beau pays, conquis ſur les Eſpagnols, & accrû par la ceſſion d'une partie de la Louiſiane, n'a de remarquable que le bourg de S. Auguſtin & l'établiſſement de Penſacola. Les négocians Anglois, & ceux de l'Amérique ſeptentrionale, avaient fait de ce dernier port, un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Eſpagnoles; mais le cours du commerce ayant été détourné par la guerre, cette Colonie, qui attendait que le ſort des armes décidât de ſon Gouvernement, a paru reſter fidèle à la domination Britannique. Elle a changé ſes bâtimens

marchands en corſaires croiſeurs, qui s'emparent quelquefois des navires des deux Carolines & de la Georgie, mais qui ſont plus ſouvent la proie des Armateurs Anglo-Américains.

Tels étaient au commencement des troubles de Boſton, les treize États unis de l'Amérique; telles étaient les autres Colonies qui n'avaient point part à l'union. Il était eſſentiel de remonter à la formation de ces Colonies, & de faire connaître leurs progrès dans l'agriculture, les arts & l'induſtrie. Le premier pas, dans cette Hiſtoire, était de bien ſavoir quels étaient les peuples que l'Angleterre voulait rendre tributaires de ſon Gouvernement, eſclaves de ſon commerce, & retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cette connaiſſance, en la rapprochant des évènemens qui vont ſuivre, ſert à confirmer de grandes vérités, qu'il faudrait ſans ceſſe répéter à ceux qui gouvernent.

La richesse réelle des nations, consiste dans les productions des terres, & dans les travaux de l'industrie, qui prépare & échange ces productions. Le système que le Gouvernement de l'Angleterre avait suivi depuis long-temps envers les Américains, les avait éloignés de toute idée de luxe, & les avait délivrés de tous les besoins superflus qui auraient pu les attacher encore à la Métropole. Les Anglais leur avaient appris l'industrie & le commerce, à force de prohibitions & de rigueurs; ils les formaient, sans y penser, aux arts utiles, dont on avait d'abord voulu leur dérober la connaissance, & leur enseignaient quel est le prix du travail & de l'économie, la nécessité, cette mère puissante de l'invention, leur dictoit ses loix; elle leur avait appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de l'étoffe grossière dont leurs femmes & leurs filles avaient filé la laine, &

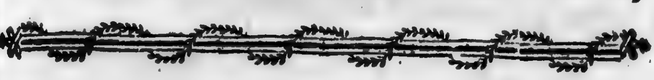
qu'eux-mêmes ils avaient tiſſue, que des habits ſuperbes dont ſe paraient les courtiſans de Londres; ils avaient la véritable richeſſe, ils ne devaient pas tarder à devenir puiſſans.

On trouvera peut-être que j'ai trop reſſerré le tableau que je viens de faire des établiſſemens des Anglais dans l'Amérique : ce tableau ſi intéreſſant, & dont le ſujet eſt ſi vaſte; mais d'autres Écrivains en ont fait de riches deſcriptions. Il entrait dans le plan de leurs Ouvrages de fixer l'attention publique ſur les commencemens de ces Colonies; & moi, j'entreprends d'en écrire les révolutions. Les détails que j'épargne aux Lecteurs, ſeraient inutiles à ceux qui ont déjà tourné leurs regards vers cette partie du globe, & l'expoſition préliminaire que je viens d'achever, ſuffit à ceux qui ne la connaiſſaient point encore. L'immenſité de mon ſujet, m'entraîne à d'autres récits. Les contemporains eux-mêmes pourront à peine croire ces

récits véridiques, trompés, comme ils le ſont, par les préjugés, par les vagues diſcours répandus parmi des hommes frivoles, & confirmés ſouvent par des hommes ſérieux, qui négligent de s'inſtruire.



LIVRE



LIVRE SECOND.

ORIGINE des troubles de la Nouvelle-Angleterre ; acte du timbre ; projet d'établir des garnisons, en temps de paix dans l'Amérique, pour la tenir sous le joug ; douanes, & loix prohibitives ; impôt sur le thé de l'Inde ; premieres voies de fait ; interdit de Boston.

ANNÉE 1764.

Origine des troubles.

LORSQUE toutes les Colonies furent assez agrandies pour que la Métropole pût en retirer des subsides, elle en demanda : elle ne les exigea pas d'abord avec autorité, elle employa la persuasion, & réussit au-delà de ses espérances. Telle fut alors la forme de ces impôts : le Gouverneur de chaque Colonie communiquait à l'Assemblée, le Mémoire qui lui était adressé par le Ministère, dans lequel les besoins publics étaient exposés ; la réalité de ces besoins était discutée dans l'Assemblée, & l'on

ANNÉE 1764.

délibérait enſuite ſur les moyens les moins onéreux d'accorder au Souverain un ſecours d'hommes & d'argent. La modération du Cabinet de Londres allait juſqu'à ne point fixer le montant de l'impôt; on demandait ſeulement qu'il fût proportionné à la population & à la richeſſe de la Colonie : ces moyens de douceur réuſſirent au-delà même de ce que l'on pouvait en attendre; & ſi, dans la dernière guerre, l'Angleterre a pu ſe glorifier de ſes ſuccès en Amérique, contre la France & l'Eſpagne, elle les a dûs, preſque tous, au zèle & à la force de ſes Colonies. Elles combattirent ſans ceſſe pour la Métropole, & dans cette guerre, leurs efforts ſurpaſsèrent tellement ce que l'on avait eſpéré de leurs facultés, que le tréſor de Londres crut qu'il était néceſſaire de leur accorder une indemnité annuelle. Le Roi exhortait le Parlement de la manière la plus honorable pour elles, & envoyait tous les ans un meſſage à ce ſujet, à la Chambre des Communes:

ce meſſage portait que, Sa Majeſté, touchée du zèle avec lequel ſes peuples de l'Amérique ſeptentrionale, avaient défendu les droits & les poſſeſſions du Royaume, priait la Chambre d'y avoir égard, & de lui fournir les moyens d'indemniſer des ſujets qui montraient tant de zèle. *Ces meſſages* étaient enregiſtrés par le Secrétaire de la Chambre, & elle accordait deux cents mille livres ſterling, pour être diſtribuées annuellement aux Colonies, à titre d'indemnité.

Année 1764.

Ces ſommes n'étaient point proportionnées aux dépenſes que les Colonies avaient faites, au-delà du contingent qu'elles devaient fournir dans les frais de la guerre; mais elles ne s'en plaignirent jamais: l'indemnité la plus précieuſe pour elles, ſe trouvait dans les louanges que le Souverain & le peuple de la Grande-Bretagne ne pouvaient leur refuſer. Elles entretinrent vingt-cinq mille hommes en campagne, pendant toute la guerre; elles avaient huit cents corſaires à la mer, & les efforts qu'elles firent pour

ANNÉE 1764.

ajouter aux triomphes de leur Métropole, causerent une dette publique, pour laquelle elles furent obligées de s'imposer une taxe qui ne s'est éteinte qu'en mil sept cent soixante-douze.

Cette bonne intelligence entre l'Angleterre & ses Colonies, durait depuis près de cent ans. La révocation de la première chartre de Boston, en mil six cent quatre-vingt-quatre, était le seul acte qui eût troublé la paix mutuelle, depuis leur établissement. La politique Anglaise se bornait à essayer son pouvoir par des prohibitions locales, toujours couvertes du voile spécieux de la raison d'État. Il arrivait rarement que quelque Colonie se refusât au retranchement de ses droits de commerce; plus rarement elle murmurait contre la Cour : les Gouverneurs seuls étaient les objets de la haine publique, lorsqu'ils abusaient de leurs pouvoirs; les Assemblées s'attachaient à diminuer leur puissance, & le peuple leur attribuait tout ce qui lui était défavorable.

Les subsides que les Colonies payaient en hommes, étaient employés dans l'Amérique; c'est au moyen de ces subsides en milices, que l'Angleterre s'est emparée de l'Isle-Royale, de Terre-neuve & du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade, des Isles Caraïbes & de la Havane. Toutes ces conquêtes, si l'on excepte celle de la Havane, tournaient principalement au profit du commerce & de la navigation des Anglo-Américains, à l'égard des subsides en argent, on les consommait dans les lieux-mêmes où ils étaient levés; les Gouverneurs les employaient à des fortifications, à soudoyer des garnisons, à acheter des suffrages dans les Assemblées, à élever, enfin, autant de remparts contre la liberté des Colons : il était rare qu'il en retournât quelque chose à la Métropole.

ANNÉE 1764.

Mais à la paix de 1763, l'Angleterre, accablée du poids de ses lauriers, & d'une dette nationale de cent cinquante millions sterling, crut pouvoir réparer

ANNÉE 1764.

les maux intérieurs, qui résultaient du traité désavantageux qu'elle venait de conclure, en contraignant ses Colonies, riches & puissantes, à supporter, une seconde fois, leur portion des frais de cette longue guerre, dont le chagrin public leur reprochait d'avoir retiré tout le fruit. Le même Gouvernement, qui, quelques années auparavant, avait cru devoir compenser, par des indemnités, les augmentations de dépenses, dans lesquelles ces Colonies avaient été entraînées par le systême politique de leur Métropole, voulut les forcer à rendre, avec usure, & par des taxes éternelles, ces dédommagemens passagers. Ce fut le Lord Grenville, Chancelier de l'Échiquier, qui annonça le premier ce systême, & le Parlement, jaloux d'étendre son autorité, l'accueillit avidemment. Il parut le 4 Avril 1764 un premier bill, à l'effet de taxer les Colonies.

Dispositions respectives de la métropole & des colonies.

LES Propriétaires des terres situées dans les trois Royaumes, y trouvaient

leur avantage ; ils eſpéraient que leur taxe ſerait diminuée, & que les poſſeſſeurs des champs cultivés dans l'immenſe continent de l'Amérique, en ſupporteraient la moitié. Les Négocians croyaient y trouver les moyens de regagner la préférence du commerce, que la hardieſſe, l'économie & l'activité des Anglo-Américains leur diſputaient dans la plupart des marchés de l'Europe, ſur les articles qu'ils pouvaient fournir en concurrence : preſque tous les membres de la Chambre des Lords avaient été Miniſtres, Gouverneurs, Commandans de troupes dans l'Amérique, les autres étaient vendus au parti de la Cour, & tous y trouvaient une augmentation de pouvoir & de richeſſes pour eux.

ANNÉE 1764.

Pendant que l'on était à Londres dans ces diſpoſitions, celles de l'Amérique ſeptentrionale étaient bien différentes ; on n'y ſongeait point à exempter ſa terre d'un impôt qu'elle n'avait jamais ſupporté ; on ne deſirait dans le commerce, que la concurrence & la

ANNÉE 1764.

franchise; on ne voulait point échanger son honneur contre l'or du Brésil & l'argent de l'Espagne, ni vendre au Souverain des Sujets enchaînés. L'Amérique avait senti ses forces. Aguerris dans les glaces du nord, le Cultivateur & l'Artisan robuste, qui avaient déposé depuis peu la cuirasse & les armes, méprisaient le Stipendiaire recruté dans la fange de Londres, que l'on osait envoyer pour leur forger des fers; ils étaient secrètement indignés de ce que l'on croyait en Europe, que des mains si faibles pourraient les asservir. Les Commerçans, enrichis par les avantages qu'ils avaient retiré de la prise du Canada, & des échanges que leur droiture & leur utilité leur avaient facilitées dans toutes les Antilles, murmuraient de la dépendance & des prohibitions qui enchaînaient leur activité. Les Navigateurs dont le nombre s'élevait à plus de trente mille hommes répandus dans les Ports, des différentes Colonies, supportaient avec impatience le joug de la Cour

d'Amirauté, érigée à Hallifax, où des Juges placés par la corruption, déci- daient ſeuls, d'après les préjugés de Londres & l'intérêt Britannique, de toutes les diſcuſſions qui s'élevaient dans l'Amérique ſeptentrionale, ſur le fait de la navigation. Les grands Proprié- taires ne pouvaient endurer le gouver- nement de gens qui ne poſſédaient au- cun terrein dans l'Amérique, qui ne connaiſſaient ni les cultures, ni les moyens de défenſe, ni les loix conve- nables à leurs propriétés. Tous, enfin, s'elevaient contre la néceſſité qui leur était impoſée, d'aller à quinze cents lieues demander la ſûreté, la tranquillité, la juſtice, & d'attendre leur malheur ou leur proſpérité, de ceux qui n'avaient jamais vu l'Amérique, & qui n'avaient jamais planté ni combattu pour elle.

ANNÉE 1764.

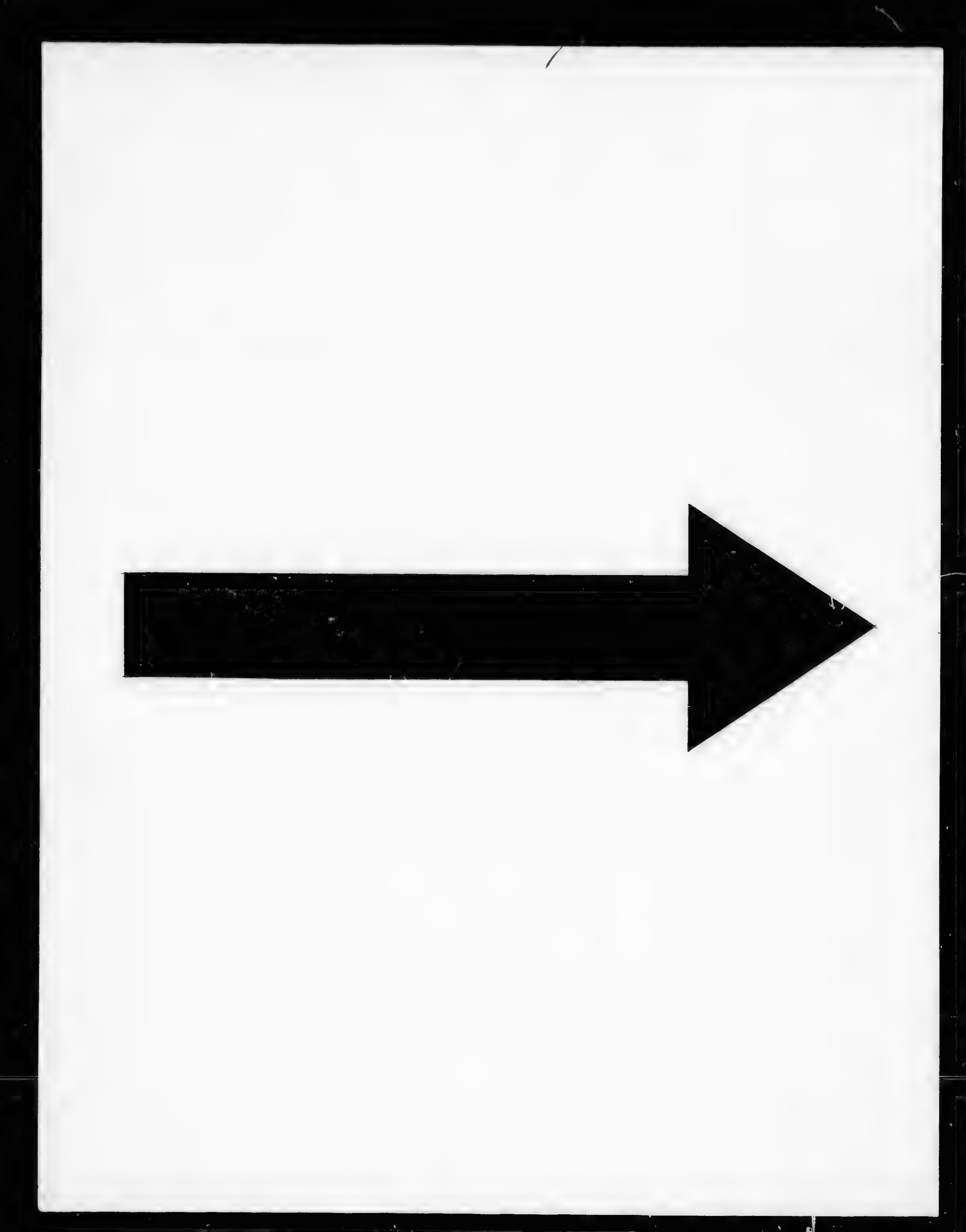
A peine les enfans commençaient à ſe faire entendre, qu'ils répétaient à haute voix le catéchiſme de la liberté. L'idée de ce bien précieux, était celle dont on occupait leurs premieres pen-

ANNÉE 1764.

ſées, & la premiere ſcience que leurs peres s'attachaient à leur montrer, c'était celle de conſerver & de défendre cette liberté. Il les exerçaient à la chaſſe, leur apprenaient à vivre ſobrement, à ſupporter la faim, la fatigue des longues marches dans les bois & les déſerts, à poſſéder tout ce que la terre prodigue dans ces fertiles contrées, ſans en être les eſclaves comme les Européens. Autour d'eux, tout enſeignait le bonheur. Chaque Propriétaire, régnant ſur une vaſte plantation, vivait ſans querelles avec ſes voiſins, ſans inquiétude ſur ſes domeſtiques, tranquille ſur l'attachement de ſa femme & la ſageſſe de ſes filles, comme ſa femme l'était elle-même ſur les égards de ſon mari ; il était le ſouverain de ſa famille, & il y régnait par le reſpect & l'amour. C'était-là, qu'au milieu des tréſors d'une nature encore jeune & libérale, on retrouvait les mœurs ſi juſtement admirées dans l'Hiſtoire de l'antiquité. Ainſi furent autrefois l'Egypte, la Grèce & l'Italie,

Puiſſent la Nouvelle-Angleterre, la Caroline & la Penſilvanie, ne reſſembler jamais à ces contrées, par leur décadence & l'excès de leur dégradation !

Tel était l'état reſp.ctif des Colonies Anglaiſes & de leur Métropole. La conquête du Canada rompant la barrière qui reſſerrait ces colonies, avait préparé de loin leur indépendance. Tant que les Anglo-Américains auraient eu pour voiſins des peuples inquiets & capables de les occuper ſans ceſſe, ils n'auraient point ſongé à ſe ſéparer de la mere patrie, & le beſoin qu'ils auraient eu de ſes ſecours, aurait fait oublier ſes torts. Mais les proportions que l'Europe travaillait à établir depuis cent ans, pour retenir l'Amérique dans ſa dépendance, ſe trouvaient dérangées par l'orgueil & l'ambition de la cour de Londres; c'était une grande faute de la part de cette cour, que de n'avoir pas obligé les Français & les Eſpagnols, à acheter la paix, & à payer une partie des dettes que l'An-



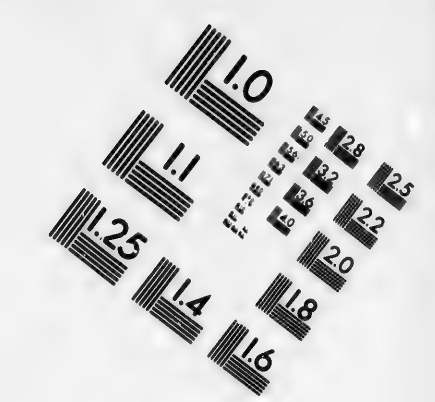
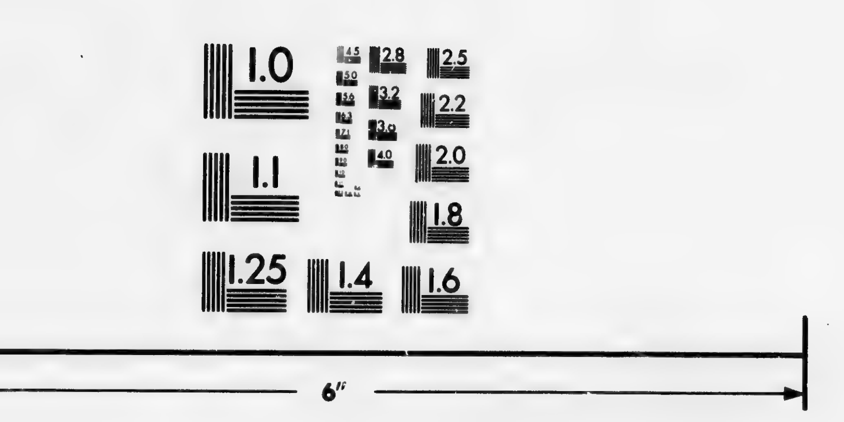
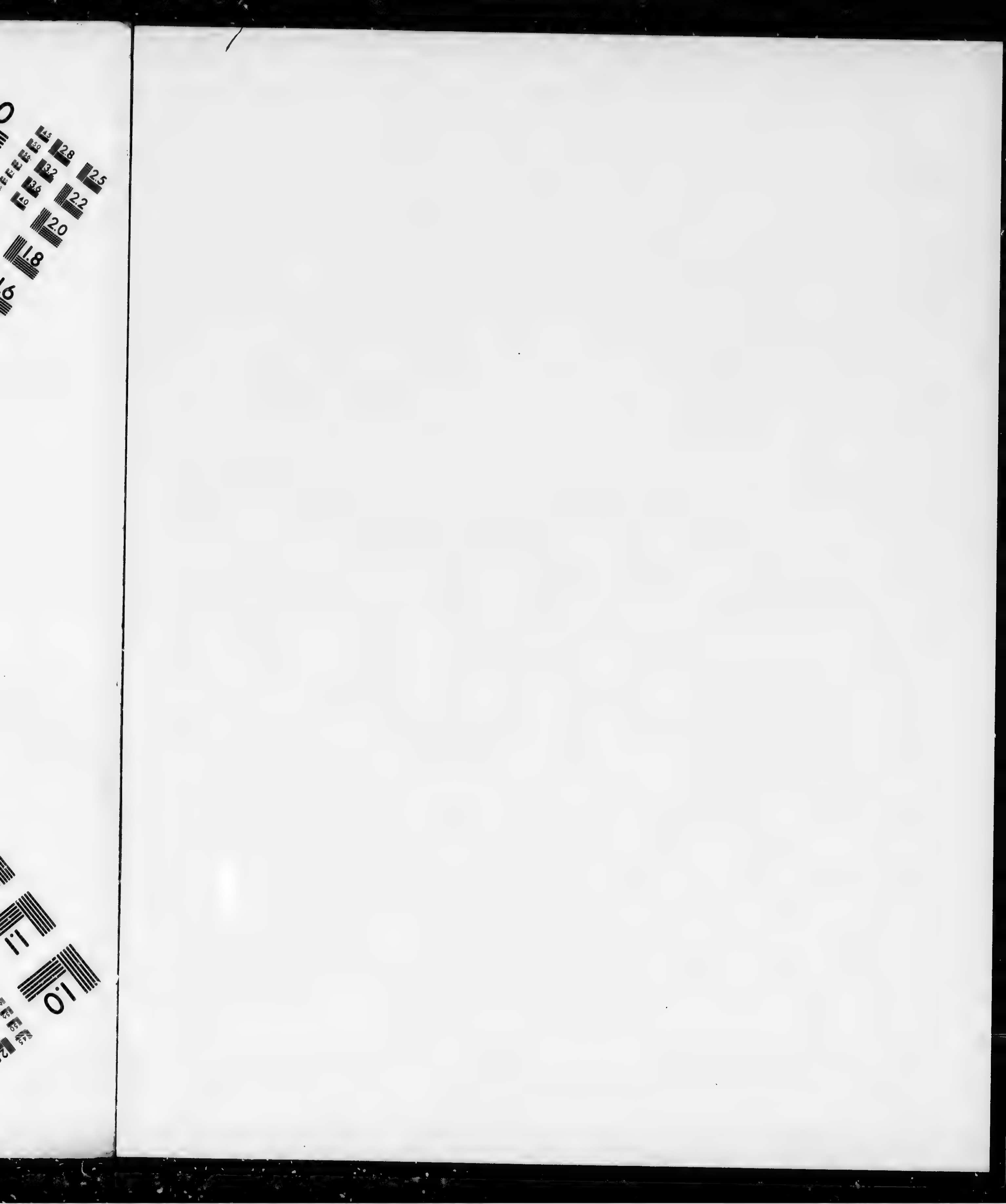


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





ANNÉE 1764.

gleterre avait contractées pour leur faire la guerre, mais c'en était une plus grande encore de n'avoir pas rendu le Canada à la France, & la Floride à l'Eſpagne. Cette reſtitution qui aurait été conſidérée par l'univers entier, comme l'acte le plus glorieux de la modération politique, aurait aſſuré pour toujours à la Grande-Bretagne, la conſervation de ſes colonies, & du plus grand commerce du monde. Comment ne s'appercevait-on pas que la France & l'Eſpagne, en établiſſant au Canada & dans la Floride, un gouvernement militaire & des colonies de ſoldats, entretenaient à grands frais, & ſans en retirer aucun fruit, les garniſons qui contenaient au ſud & au nord, les provinces Anglaiſes dans la dépendance de leur Métropole,& que cette ſituation des choſes ne pouvait changer, parce qu'il était auſſi impoſſible que la population fut conſidérable dans des colonies militaires, & que leurs habitans devinſſent agriculteurs & commerçans, qu'il était impoſſible que les Anglo-

ANNÉE 1764.

Américains ceſſaſſent de réclamer la protection de l'empire puiſſant qui les aidait à réprimer l'audace de ces voiſins dangereux. Le ſort des Canadiens était d'attaquer ſans ceſſe les Colons de la Nouvelle-Angleterre, dans l'eſpoir de s'attribuer, par le droit du plus fort, une partie des fruits de leurs travaux ; & celui des colonies Anglaiſes, d'implorer l'aſſiſtance des flottes & des armées de la mere patrie. Le courage des Anglo-Américains ſe ſerait exercé, mais toujours au profit de l'Angleterre ; leur induſtrie ſe ſerait entretenue, mais toujours au profit du commerce métropolitain & ſelon ſes vues. Leur agriculture aurait élevé l'Angleterre au niveau des puiſſances territoriales de l'Europe ; mais l'acquiſition du Canada ne laiſſait plus rien ſubſiſter de cet ordre politique. Les colonies débarraſſées de leurs ennemis naturels, & livrées à elles-mêmes, venaient de ſentir tout-à-coup leur force & leur puiſſance, & la France qui avait intérêt de voir le commerce de l'Angle-

ANNÉE 1764.

terre diminué, devait faire des vœux pour leur indépendance. On prétend que par une prévoyance habile, elle entretenait déjà dans l'Amérique, des émiſſaires qui fomentaient les mécontentemens particuliers. Etait-ce dans de telles circonſtances qu'il fallait propoſer des taxes, étendre les prohibitions, & ſoulever les eſprits ?

La cour de Londres, reconnaiſſant trop tard les inconvéniens du trop grand pouvoir des colonies, avait réſolu d'y remédier par un projet d'aſſerviſſement général, elle voulait rendre toutes les Provinces dépendantes du Parlement, & leur ôter peu-à-peu leurs chartres particulieres & leur droit de légiſlature ; elle n'attendait que des occaſions de commencer l'exécution de ce projet ; mais le ſuccès était impoſſible. Employer la violence & la célérité, c'était allumer de toutes parts, les flambeaux de la révolte ; employer la lenteur & la perſévérance, c'était riſquer de voir les peuples profiter de chaque délai

pour se fortifier contre l'oppression dont ils étaient menacés. Ce dernier parti fut préféré, & en demandant des impôts, les ministres qui n'attendaient que le prétexte d'introduire des soldats dans les colonies, desiraient secrettement qu'elles se refusassent à ce que l'on exigeait. D'après cette exposition générale, qui est, en quelque sorte, la clef des évenemens, je vais raconter les faits particuliers qui ont marqué la gradation des troubles & des haines; ils sont en grand nombre, & s'ils ne sont pas tous également intéressans, du moins, il est nécessaire d'en être instruit pour juger de leurs effets.

ANNÉE 1764.

La province de Massachuset avait, suivant sa Chartre, le droit exclusif de porter dans son Assemblée, les Loix de taxation; cette Assemblée engagea les autres Colonies à se joindre à elle, pour empêcher le Roi & le Parlement d'attenter à ce droit; elle déclara que l'*imposition de taxes sur le commerce ou sur les terres, sur les maisons ou sur les vaiss-*

ANNÉE 1764.

ſeaux, ſur les biens réels & perſonnels, fixes ou flottans dans les Colonies, était abſolument incompatible avec les droits des Américains, comme ſujets Britanniques & comme hommes.

ANNÉE 1765.

Acte du timbre.

AU lieu d'avoir égard à ces réclamations, le Roi donna Sanction le 22 Février 1765, à un Bill, pour ordonner que les tranſactions paſſées dans les Colonies, ne pourraient être faites à l'avenir que ſur du papier timbré, & modifier différens actes du Parlement, qui fondaient une partie de leurs Priviléges.

Auſſi-tôt que l'Aſſemblée de Maſſachuſet en eut connaiſſance, elle engagea les Repréſentans des Comtés des différentes Colonies, à ſe réunir pour délibérer ſur cet acte, & rédiger des Remontrances au Roi & au Parlement.

Il y eut un ſoulèvement à Boſton au commencement du mois d'Août 1765, le Peuple de la ville inveſtit les maiſons de Pierre Oliver, Diſtributeur du Papier timbré,

timbré, les démolit & menaça de le tuer. A la fin du même mois, il fit une incursion chez le lieutenant-de-roi au gouvernement, & démolit sa maison ; il détruisit aussi celle du greffier de la cour d'amirauté, brûla ses registres, & fut piller chez le contrôleur de la douane. Le chevalier François-Bernard, gouverneur de la province, voulait appeller, pour réprimer ces désordres, des troupes que le roi avait envoyées, sous le prétexte de défendre les possessions nouvellement acquises, & de contenir les Sauvages ; ces troupes étaient commandées par le général Thomas Gage ; mais le conseil ne fut point d'avis que l'on irritât un peuple qui n'était pas mécontent sans sujet. Le procureur-général n'osa pas rendre plainte contre les auteurs du tumulte ; on ne pouvait trouver de témoins contr'eux, & les juges ne s'assemblèrent point pour les juger. La milice refusa d'obéir au gouverneur, qui voulait la passer en revue, & l'assemblée générale de la province arrêta, qu'il

ANNÉE 1765.

ANNÉE 1765.

ſerait légal de tranſiger ſans papier timbré, nonobſtant l'acte du parlement. Lors de l'élection des membres du conſeil, elle excepta tous les officiers du gouvernement, ce qui a toujours eu lieu depuis, juſqu'au moment où l'Amérique a ſecoué, pour toujours, le joug de l'Angleterre. Les autres colonies, quoiqu'elles ne ſe fuſſent point livrées à une reſiſtance ouverte, n'étaient pas, en effet, plus tranquilles.

Au premier avis de ces troubles, le roi ordonna aux gouverneurs & aux commandans des troupes, d'employer toutes les forces qui étaient entre leurs mains, à réprimer les ſéditieux, & à ſoutenir l'autorité. Le parlement décida que le roi, aſſiſté des deux chambres, avait tout pouvoir de faire des loix pour aſſujettir les colonies dans tous les cas quelconques.

Premier arrêté de non-importation.

DES remontrances adreſſées au roi & au corps-de-la-ville de Londres, n'ayant pas obtenu les réponſes que l'on deſi-

rait, les principaux habitans formèrent entr'eux un projet de résistance passive ; ils étaient libres, ils espéraient que la nation ne les regarderait jamais comme tributaires. Ils résolurent de n'acheter aucune des marchandises des fabriques d'Angleterre, jusqu'à la révocation du bill, tous les hommes de Boston, les femmes même, se soumirent à cette nécessité.

Année 1765.

Ces mesures généralement adoptées & suivies avec constance, n'effrayèrent point le gouvernement; il ne fut point arrêté par les cris des ouvriers, qui redemandaient l'occupation qu'on leur avait enlevée ; & si l'acte du timbre fut révoqué par un nouveau bill, du 15 Mars 1766, si l'on accorda une nouvelle amnistie à ceux qui s'étaient opposés à la distribution du papier timbré, c'est aux intrigues d'une cour où la corruption était publique, & à la basse jalousie qui causa la chûte du lord Grenville, qu'il faut l'attribuer.

Année 1766.

Suppression de l'acte du timbre.

ANNÉE 1766.

Dans la session de 1765 à 1766, le comité de la chambre des communes prenant en considération le bill, pour révoquer celui du timbre, interrogea le docteur Benjamin Franklin, sur les affaires de l'Amérique; il assura dans ses réponses, que les colonies ne pouvaient supporter aucune espece de taxe intérieure, au-delà de celles qu'elles supportaient déjà, & qu'elles n'étaient nullement disposées à souffrir que le parlement s'attribuât le droit d'en imposer; mais il paraît qu'alors l'opinion la plus générale, en Amérique, accordait au parlement le pouvoir de restreindre le commerce, & de mettre des taxes sur les marchandises importées, c'est, du moins, ce que Franklin déclara.

Acte pour les gens de guerre.

EN révoquant l'Acte du timbre, le parlement donna un autre Acte, intitulé: *Pour mieux assurer au Roi & au Parlement, la dépendance des Domaines de Sa Majesté en Amérique.*

Quel fut l'étonnement des Colonies,

lorſqu'elles virent dans cet Acte, les fondemens du pouvoir arbitraire! lorſqu'elles virent qu'au milieu de la paix, on ſurchargeait les villes de ſoldats, & que l'on avait voulu autoriſer les officiers à marquer des logemens dans les maiſons des particuliers. Cet acte de tyrannie avait trouvé tant d'oppoſition dans le parlement même, que l'on avait été obligé d'y apporter des modifications; on enjoignit ſeulement aux aſſemblées, de fournir aux troupes Britanniques, des logemens, du bois, de la bière, & pluſieurs autres commodités, leur laiſſant la liberté d'y pourvoir par les moyens qui leur ſeraient le plus convenables. Ce bill excita par-tout des allarmes; à peine fut-il connu dans la Nouvelle-Angleterre, que tous les colons ſentirent qu'il était impoſſible de tolérer ce premier attentat, ſans donner un libre accès au deſpotiſme. Il leur était facile de prévoir qu'il précèderait d'autres entrepriſes, que l'on eſpérait ſoutenir par la force, &

ANNÉE 1766.

ANNÉE 1767.

qu'il n'y avait désormais à choisir qu'entre la résistance & l'esclavage.

En vain le gouverneur Bernard voulut faire enregistrer, au mois de Décembre 1767, un nouvel acte du parlement, pour la discipline des troupes; la chambre des représentans en ayant eu connaissance, envoya, sur le champ, cinq députés au conseil, pour lui demander de quelle autorité des *ordonnances* * du parlement pouvaient être enregistrées parmi les loix de la province. Elle apprit que le gouverneur disposait de l'argent de la trésorerie, sans l'avis du conseil, s'autorisant seulement de l'acte concernant les troupes, acte dont elle refusait l'enregistrement. Enfin il avait introduit des compagnies d'artillerie, sous le prétexte d'un naufrage, & fournissait à leur entretien. L'assemblée lui ayant envoyé un message à ce sujet, il s'excusa, en disant qu'il

* *Ordonnances :* Nom que les Américains donnaient aux loix qui n'avaient pas chez eux la sanction populaire.

n'avait point pris l'acte du parlement pour la règle de sa conduite en cette occasion, & qu'il n'avait consulté que le besoin des soldats.

Dans quelques autres colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favorisa la réception de l'acte pour le logement des soldats. Les hommes en qui les peuples avaient le plus de confiance, jugeaient que le moment de faire une plus grande résistance n'était pas encore arrivé, & le vaste continent de l'Amérique septentrionale, parut dépendre encore du royaume d'Angleterre : mais bientôt une contestation s'éleva dans la Nouvelle-York, sur quelques objets que les troupes exigeaient qu'on leur fournît ; le parlement la décida contre les habitans, porta un nouveau bill, pour enjoindre d'exécuter le premier, & signala sa volonté opressive, en ôtant tout pouvoir législatif à cette province, jusqu'à son entière soumission.

Jamais la rigueur ne fut plus mal employée : si le parlement avait mieux

ANNÉE 1767.

connu les colonies, il se serait appliqué à les ménager par la douceur; mais le sort de ceux qui gouvernaient à Londres, était de connaître mal leurs possessions au-delà des mers, & de ne s'en rapporter, sur la situation des colonies, qu'à ceux qui les avaient gouvernées : cependant ceux-ci ne peuvent être crus que par des ministres qui ne veulent rien savoir; tout ce que l'on en peut tirer, ne se rapporte qu'à leur ambition, ou à l'idée qu'il veulent donner de leurs talens. Le gouvernement actuel des colonies, disent-ils, est sage, car il m'a été confié : les colons sont satisfaits, car j'ai commandé qu'ils eussent à le paraître. Ils ne se révolteront point, car vos soldats sont dociles & prêts à marcher de sang froid au premier ordre; il ne faut pas croire que ces hommes puissent être traités comme des Européens, il faut les asservir pour en tirer parti. La modération n'en fera rien, il faut les gouverner par des excès : donnez-moi du pouvoir, de

l'argent, des honneurs, je vous réponds de leur tranquillité. Ces conſeils réuſſirent à Londres, ils ont réuſſi ſouvent dans les cours, ils y réuſſiront encore.

Année 1767.

III. Actes des douanès, & pour empêcher la contrebande.

LE gouvernement Britannique perſiſta dans ſon projet de ſoumettre les colonies aux loix qu'il voulait leur donner, & d'y lever des impôts. Le roi avait ſigné deux actes, le 29 juin 1767, l'un pour établir des douanes dans les colonies, & y faire exécuter les prohibitions ſur le fait du commerce, ſous l'inſpection des commiſſaires qu'il choiſirait; & l'autre, pour faire ceſſer toutes remiſes de droits ſur la porcelaine de la Chine, & toute eſpèce de contrebande; on fit encore un nouvel acte pour aſſurer le paiement des amendes & confiſcations, prononcées contre ceux qui contrevenaient aux prohibitions. La chambre des repréſentans de la province de Maſſachuſet, écrivit alors une lettre circulaire à toute les aſſemblées des autres colonies, afin d'obtenir

Année 1768.

ANNÉE 1768. leur approbation ſur les moyens qu'elle prenait pour démontrer que les actes du parlement, tendans à impoſer des loix ou des taxes, étaient des infractions des droits naturels & conſtitutionnels des Américains, & ſe concilier avec elles ſur les meſures qu'il reſtait à prendre pour l'avenir. Elle délibéra une ſeconde fois, que la province ne recevrait plus de marchandiſes importées de la Grande-Bretagne, & les principaux colons établirent, dès ce moment, des manufactures pour tous les objets que l'on avait négligé de fabriquer juſqu'alors.

Premiere ſédition.

DEUX régimens arrivèrent d'Halifax, pour contenir la multitude; il en réſulta les plus grands déſordres. Le 5 mars 1768, on ſonna le tocſin, comme ſi le feu avait pris à la ville; on criait de tous les côtés que l'incendie était dans la rue du roi, le peuple s'attroupa dans cette rue : la ſentinelle poſtée à la douane, croyant que l'on voulait enlever les deniers royaux, appella du ſecours.

Le capitaine de garde, nommé Thomas Preston, accourant avec un détachement, voulut faire retirer la populace; mais le tumulte s'étant accrû par son arrivée, il ordonna de faire feu, & plusieurs personnes furent tuées : alors la révolte devint générale, & le gouverneur Bernard, fut obligé d'envoyer les soldats au fort Guillaume, pour les dérober à la fureur du peuple, qui allait toujours en augmentant. Le conseil exigea davantage; il voulut que les régimens sortissent de la colonie, pour éviter une plus grande sédition.

Année 1768.

John Hancock, riche négociant de Boston, qui jouissait d'un grand crédit parmi le peuple de cette ville, avait armé un sloop qu'il avait nommé *la Liberté*; le contrôleur & le collecteur ayant saisi ce bâtiment le 9 mai 1768, sous prétexte d'infraction aux loix prohibitives, il s'éleva un nouveau tumulte : les officiers de la douane furent exposés à tous les outrages de la populace. Leurs maisons furent investies pendant la nuit, & les

Année 1768.

fenêtres brisées : ils furent trop heureux de s'enfuir ; ils s'embarquèrent le lendemain à bord d'un vaisseau de guerre qui était dans le port, & apprenant qu'on voulait y mettre le feu, ils se retirèrent dans l'île du Château.

Le gouverneur ayant alors proposé au conseil de prendre quelques mesures pour rétablir l'autorité du gouvernement, le conseil lui répondit que les mouvemens dont il se plaignait étaient justifiés par la manière violente & opressive dont les officiers de la douane s'étaient emparés du sloop *la Liberté* ; il prit le parti de dissoudre l'assemblée.

Tous les esprits étaient aigris : le mécontentement était non-seulement parmi le peuple, mais il s'était emparé des principaux habitans, dans la ville & dans les campagnes. Le corps de ville de Boston, après avoir nié l'autorité législative de l'Angleterre sur l'Amérique, n'hésita point à dire, dans un de ses arrêtés : qu'il valait mieux lutter contre la Métropole, que de lui

laiſſer lâchement uſurper les droits de l'Amérique.

ANNÉE 1768.

Les francs-tenanciers s'aſſemblèrent d'eux-mêmes, & déclarèrent que les levées d'argent faites dans la province, pour l'uſage & le ſervice de la couronne, d'une autre manière qu'elles n'étaient accordées par la grande aſſemblée de la province, étaient une infraction à la chartre & aux droits naturels des ſujets, leſquels étaient énoncés *dans l'acte de ſucceſſion à la couronne d'Angleterre*, & qui conſiſtent *à donner & octroyer librement leur argent pour le ſervice de la couronne de leur propre conſentement, donné par eux-mêmes, ou par des repréſentans qu'ils auraient choiſis librement.*

Confédération.

LA même aſſemblée arrêta, que le gouverneur ne jugeant pas à propos de convoquer une cour générale pour le redreſſement de leurs griefs, la ville de Boſton ferait choix d'un nombre de perſonnes pour traiter les affaires, ſous

ANNÉE 1768.

le titre de *comité*, en consultant les députés qui pourraient être envoyés des différentes villes de la province.

Le nouveau comité adressa, par ordre de l'assemblée, une lettre circulaire à toutes les colonies, par laquelle il leur exposait, que les taxes que la Grande-Bretagne voulait imposer, avaient pour premier objet, l'entretien du gouvernement civil dans les colonies; ce qui était évidemment opposé à la constitution, & changeait la manière dont le gouvernement avait été entretenu de tous temps, par le don gratuit du peuple dans les assemblées; qu'elles avaient un second objet, plus dangereux encore, l'entretien d'une armée nombreuse en temps de paix, destinée, non à défendre les territoires nouvellement acquis, mais à garnir & subjuguer les anciennes colonies; que le gouverneur, avant de dissoudre l'assemblée provinciale, lui avait communiqué une lettre du secrétaire d'état ayant le département des colonies, dans laquelle il était dit,

qu'on aurait soin de soutenir la dignité du gouvernement : phrase dont le sens était trop clair pour que l'on pût s'y méprendre ; & que ce gouverneur, en refusant de convoquer une nouvelle assemblée, avait annoncé qu'il attendait l'arrivée de plusieurs régimens : ce qui prouvait l'intention d'assurer par la force des armes, l'exécution des actes oppressifs du parlement. Année 1768.

« Privés de conseils, dans une con- » joncture aussi critique, ajoutait la lettre » circulaire, nous sommes persuadés que » les peuples de l'Amérique approuveront » l'utilité d'un comité de convention, & » l'on ne peut attendre que des avis » très-salutaires des députés choisis par » les peuples eux-mêmes. On espère que » les villes les plus éloignées, enverront » des députés, avec les rapports de leurs » comités respectifs, avant le 22 sep- » tembre. Habitans de l'Amérique, nous » ne doutons point que vous ne preniez » part à la conservation des droits inesti- » timables de la liberté, & que vous ne

ANNÉE 1768.

» vous portiez avec ardeur, à toutes les » mesures qui seront prises pour parvenir » à un but si glorieux ».

C'est ainsi que furent jettés les premiers fondemens de la confédération des colonies; aucun magistrat civil ne tenta de s'opposer à ces résolutions populaires, & les gouverneurs ne purent les prévenir par la force, qu'ils commençaient cependant à employer ouvertement.

Démarches du parlem.t & adresses au Roi.

A la rentrée du parlement, le roi déclara qu'il avait pris les précautions nécessaires pour maintenir ses sujets de l'Amérique dans l'obéissance, & qu'il persévèrerait dans ce plan de conduite; le parlement répondit, qu'il concourrait avec zèle aux mesures qui tendraient à réprimer, parmi les Américains, un esprit audacieux & de désobéissance. Telles furent les expressions de l'adresse qu'on fit adopter à la chambre des communes : elles flattaient les projets du monarque, & méritèrent les marques authentiques de sa satisfaction.

Le

Le parlement alla plus loin, il déclara que les votes des assemblées de Massachuset, portant refus de reconnaître la puissance & l'autorité de sa majesté, pour faire, de l'avis & du consentement des lords spirituels & temporels, & des communes assemblées en parlement, des loix & statuts suffisans, pour obliger les peuples de l'Amérique à s'y soumettre *dans tous les cas possibles*, étaient illégales & dérogatoires aux droits de la couronne & du parlement; que les lettres écrites par cette province aux assemblées des autres colonies, qui révoquaient en doute le droit du parlement de mettre des impôts sur les sujets de la couronne en Amérique, répugnaient aux loix de la Grande-Bretagne, & devaient être regardés comme des actes dangereux de sédition; qu'enfin, l'exécution des loix *était devenue impraticable sans le secours de la force militaire*. Il ajoutait que les violences commises à Boston, contre les officiers de la couronne & des douanes, la négligence du conseil & des

ANNÉE 1768.

ANNÉE 1768.

magiſtrats à les punir, l'inſtitution d'un comité de convention, & les inſtructions fournies par les notables, ſur le choix des députés qui devaient y concourir, manifeſtaient le deſſein d'établir dans cette province une autorité nouvelle, inconſtitutionnelle & indépendante de la couronne; qu'enfin, l'aſſemblée de ces députés était une uſurpation téméraire ſur l'autorité du gouvernement.

Cet arrêt était terminé par une adreſſe au roi, pour qu'il ordonnât au gouverneur de Maſſachuſet, de ptendre les inſtructions les plus exactes & les plus étendues, ſur les crimes de haute trahiſon, ou de complicité de trahiſon, commis dans ſon gouvernement, & d'envoyer ces inſtructions, & les noms des coupables, au ſecrétaire d'état ayant le département des colonies, pour faire examiner & juger les délits dans le royaume.

Cette adreſſe fut reçue du roi avec une grande joie, & il envoya le lord chancelier remercier le parlement. Ces

résolutions rigoureuses, & l'envoi des troupes, ne produisirent pas d'autre effet que d'augmenter la fermentation, déjà trop générale; on résista toujours aux loix nouvelles : les gazettes publièrent dans toute l'Amérique, des actes séditieux. Les marchands qui avaient souscrit à la non-importation des marchandises d'Angleterre, furent fidèles à leur promesse, & les assemblées du comité de convention, se tinrent régulièrement. Ce comité établit des officiers pour examiner les vaisseaux arrivans, & prononça des censures juridiques contre ceux qui refuseraient d'obéir à ses arrêtés; leurs noms furent imprimés dans les gazettes, comme ennemis de leur pays : enfin, les ordres de ce comité ne tardèrent pas à être reçus avec l'obéissance & le respect que l'on refusait à toute autre loi. Les marchandises importées d'Angleterre, furent enfermées dans des magasins pour en empêcher la vente; &, lorsque les magasins se trouvèrent trop remplis, on les fit

ANNÉE 1768.

rembarquer pour Londres à meſure qu'elles arrivaient.

ANNÉE 1769.

IV. Nouvelle aſſemblée ; les Actes qu'elle fit.

UNE nouvelle aſſemblée générale ayant été ouverte à Boſton le 30 Mai 1769, en vertu des ordres du roi, elle envoya, avant de procéder à aucune autre affaire, un meſſage au gouverneur pour lui déclarer que l'appareil de la puiſſance Britannique portait ombrage à l'aſſemblée, qui jugeait ſa dignité & ſa liberté léſées par la préſence des troupes & des vaiſſeaux de guerre ; qu'ainſi, elle le priait d'éloigner de la ville, les forces de terre & de mer, pendant le temps des ſéances.

Le gouverneur ayant répondu qu'il n'avait aucune autorité ſur les vaiſſeaux du roi, & ſur les troupes qui étaient dans la ville, l'aſſemblée lui déclara que ſuivant les principes de la conſtitution, celui qui faiſait les fonctions de gouverneur commandait tout le militaire ; qu'il était incompatible avec la nature du gouvernement Anglais, d'envoyer

des forces militaires pour donner de la vigueur à l'exécution des loix, & que lorſque tout un peuple ne veut pas qu'une loi ſoit exécutée, il eſt évident qu'elle eſt injuſte, & ceſſe d'être une loi pour lui, attendu qu'il doit donner ſon approbation aux loix, avant d'être obligé de leur obéir. En procédant à l'élection des membres du conſeil, la chambre eut ſoin d'exclure le lieutenant gouverneur, tous les autres officiers & encore les membres du conſeil précédent, qui pouvaient avoir quelque penchant à ſuivre d'autres volontés que celles du peuple.

Année 1769.

Elle déclara, le 8 juillet, que tout procès pour trahiſon, complicité de trahiſon, ou autre crime quelconque, devait être inſtruit & pourſuivi dans les lieux où le crime avait été commis, & que tranſporter des accuſés au-delà des mers, c'était anéantir les privilèges de tous ſujets Anglais, en leur enlevant le droit ineſtimable d'être jugés par un juré du voiſinage, & de produire leurs

Année 1779.

témoins. John H[illegible] fut nommé orateur de la chambre; mais le lieutenant gouverneur Hutchinson usa du pouvoir négatif qui lui était conféré par la chartre, & lui donna l'exclusion: il en informa le cabinet de Londres par des dépêches reçues le 8 avril 1770. Hancock avait mérité sa disgrace en offrant de renvoyer ses vaisseaux venant d'Angleterre, & d'en perdre le fret. Hutchinson mandait au lord Hillsborough, secrétaire d'état, qu'il n'avait pu obtenir le consentement du conseil, sur aucune proposition, pour empêcher que la ville de Boston n'usurpât les pouvoirs du gouvernement, & demandait une loi pour punir les confédérations.

Trois années s'étaient écoulées sans qu'aucune des taxes dont les Américains s'étaient si vivement offensés, eût été perçue. Mais ils voulaient une renonciation générale & formelle; on leur accorda cette satisfaction en 1770. La taxe sur le thé fut seule conservée, mais on en négligea la perception.

Annee 1770. Lettre du lord Hillsborough, alors ministre, au sujet des taxes.

Le lord Hillſborough écrivit aux colonies une lettre circulaire pour déclarer en termes précis, qu'il ne ſerait levé déſormais aucune taxe ſur les Américains ſans leur conſentement ; mais la ſuite leur fit voir qu'il n'était plus poſſible de mettre aucune confiance dans l'adminiſtration de Londres, puiſque les engagemens qu'elle avait contractés n'étaient d'aucune autorité. Ils ne pouvaient ajouter foi aux promeſſes du gouvernement, puiſque pour les violer, il ſuffiſait de les faire révoquer par un parlement vénal, après avoir renvoyé le miniſtre qui avait été l'agent immédiat de la convention nationale.

Traitemens faits aux officiers des douanes.

Les receveurs des taxes & des douanes étaient chaſſés & maltraités dans toute la Nouvelle-Angleterre. Le 18 mai 1770, la populace, qui par-tout ſe reſſemble, ayant appris qu'un commis de la douane avait ſaiſi, ſous prétexte de contrebande, un petit bâtiment côtier venant de Conecticut, l'arrêta

ANNÉES 1770, 1771, & 1772.

le dépouilla, & le traîna dans toute la ville, à la queue d'une charrette, barbouillé de gaudron & couvert de plumes.

Les choſes reſtèrent dans le même état en 1771 ; il n'y eut point d'autres mouvemens qu'une oppoſition formelle aux officiers des douanes. Le gouverneur ayant envoyé, à ce ſujet, un meſſage à la chambre, elle répondit qu'elle ne connaiſſait point de commiſſaires des douanes du roi, ni de revenu qu'il eût le droit de lever en Amérique. Les mêmes diſpoſitions continuèrent en 1772.

V. Projet de rendre les juges dépendans de la Cour.

ALORS le cabinet de Londres voulant s'aſſurer du dévouement des juges de la cour ſupérieure de juſtice, & les obliger de condamner à l'avenir ceux qui feraient violence aux officiers des douanes, leur fixa des appointemens, afin de les rendre indépendans des octrois du peuple. L'aſſemblée vota une adreſſe au gouverneur, pour lui repréſenter que tous les gens éclairés étaient allarmés

de cette innovation, comme tendante à effectuer le ſyſtême de ſervitude adopté par la cour de Londres, & étant une ſource de maux ſi funeſtes qu'on n'en pouvait faire l'énumération. Elle écrivit en même temps à tous les comtés de nouvelles lettres circulaires, où elle s'étendait ſur les conſéquences de cette infraction des privilèges de la chartre.

ANNÉE 1772.

TROMPÉ par ſes délégués, le miniſtère crut, ſans doute, que les diſpoſitions des peuples étaient changées, lorſqu'en 1773 il fut permis à la compagnie des Indes orientales d'exporter ſon thé dans les colonies, chargé d'un droit exceſſif que le parlement impoſa ; il mit auſſi des impôts ſur le carton & le papier, ſur le plomb, les ouvrages de verre & les couleurs à peindre. La vigueur avec laquelle toutes les provinces s'oppoſèrent à ces taxes indirectes, devait ouvrir les yeux des miniſtres.

Acte d'impoſition ſur le thé, le papier, les cartes, &c. 1773.

LES plus puiſſans & les plus éclairés

ANNÉE 1773.
Sentimens des Américains à l'egard de la Métropol.

d'entre les Américains, assuraient dans des écrits publics, que si la Métropole renonçait à l'injuste prétention de leur imposer des taxes à son gré, & s'ils étaient requis comme hommes libres, on les trouverait disposés à faire de nouveaux sacrifices; mais dès l'an 1759 le docteur Franklin avait adressé des représentations vigoureuses sur le danger de lever des impôts dans l'Amérique septentrionale : ces mémoires attestent que s'ils n'y avait encore aucun projet formé de secouer le joug de la Métropole, il existait du moins une tendance générale vers l'affranchissement & l'indépendance.

Ils offraient de venir au secours des finances Britanniques par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions fussent appliquées à l'avenir, à remédier à la détresse publique; que les sommes qu'ils consentiraient à donner, & les propres fonds d'amortissemens levés en Europe, ne fussent plus dissipés en des

dépenſes oppreſſives, & en eſſais de corruption; que ces ſommes enfin, fuſſent appliquées à racheter la dette de la nation. Mais il ne faut point ſe laiſſer tromper par ces écrits; l'Amérique ſeptentrionale connaiſſait ſon pouvoir & le déſavantage d'une reconciliation; chacun ſentait que quand même on accorderait aux colonies le droit de ſe faire repréſenter dans le parlement, qu'elles demandaient avec inſtance, la voix de leurs députés ſerait étouffée ſans ceſſe par la majorité vendue au parti des miniſtres; on était convaincu que les liaiſons avec la Grande-Bretagne, qui avaient ſervi à l'établiſſement de tant de grandes colonies, n'étaient plus néceſſaires à leur proſpérité, qu'il ſuffiſait qu'elles fuſſent unies entr'elles. Pluſieurs même de ceux qui entraînaient le ſuffrage de la multitude, ſoutenaient que ces anciennes liaiſons n'avaient été d'aucune utilité aux colonies. Le commerce qui nous enrichit, diſaient-ils, conſiſte dans les choſes de premier beſoin,

ANNÉE 1773.

ANNÉE 1773.

& nous aurions trouvé la vente de ces objets dans toute l'Europe dès le moment que nous avons commencé de les posséder en abondance. Il est convenable sans doute que de petites îles soient gouvernées par un royaume; mais il est absurde de vouloir qu'un continent soit gouverné par une île; de même qu'elle ne peut pas nous conquérir, il lui est impossible de nous gouverner. L'Angleterre appartient à l'Europe, & l'Amérique à elle-même : tôt ou tard l'Amérique doit être indépendante de l'Angleterre, & le moment est arrivé : la postérité ne pourra pas comprendre comment on nous a retenu tant d'années dans cet état de soumission & de perplexité, qui nous réduit à traverser quinze ou dix-huit cents lieues pour aller solliciter une puissance si disproportionnée, si éloignée de nous, qui nous connaît si mal, à lui présenter des suppliques auxquelles elle ne daigne pas répondre. Ne souffrons plus un si sanglant affront; s'il durait plus long-

temps, l'hiſtoire des nations daignerait à peine nous compter au rang des hommes.

ANNÉE 1773.

De tels diſcours adreſſés à des republicains naturellement vifs & impatiens du joug, devaient faire une grande impreſſion; ils la firent, & les repréſentations n'ayant point eu d'effet à Londres, les colonies ſe déterminèrent à employer la force.

Attroupemens & délibération du peuple.

PLUSIEURS navires chargés de thé des Indes orientales étant arrivés, le peuple s'attroupa & ſe rendit chez les conſignataires chargés d'en faire la vente, caſſa les vitres & commit d'autres excès. Un coup de mouſquet, tiré de la maiſon du ſieur Clarke ſur pluſieurs perſonnes attroupées, excita leur vengeance; la maiſon fut enfoncée & pillée, & le peuple en fit autant chez les autres prépoſés à la diſtribution du thé. Le gouverneur ayant demandé au conſeil ſon aſſiſtance pour en favoriſer le débarquement, le conſeil ne

ANNÉE 1773.

voulut prendre aucune meſure. Le 29 novembre, après l'arrivée de pluſieurs vaiſſeaux chargés de thé, le peuple de Boſton & des villes voiſines, tint une aſſemblée, & la continua par ajournement au lendemain; & ce qui eſt étonnant, c'eſt que dans cette multitude il n'y eut aucun déſordre, aucune confuſion; elle ſemblait éclairée par la raiſon; elle prit des réſolutions ſages: les conſeils les plus fermes & les plus prudens y furent écoutés & ſuivis. Il y fut arrêté d'une commune voix que le thé ne ſerait pas débarqué, que les propriétaires & les capitaines des vaiſſeaux en répondraient, & ſeraient obligés de rapporter leurs cargaiſons en Angleterre, que toutes les villes de la province, & même celles des autres colonies, ſeraient invitées à tenir la même conduite. Les habitans de Philadelphie, de Charles-town & de New-York, adoptèrent ces réſolutions; elles furent imprimées & envoyées, tant en Angleterre que dans tous les ports de l'Amérique.

Annee 1773. Progrès de l'uſtion, ou réſiſtance.

Le vaiſſeau le Darmouth, chargé de thé, était alors dans le port de Boſton; les habitans ſommèrent le gouverneur de le renvoyer à Londres. Sur ſon refus ils ſe rendirent à bord, & jetèrent tout le thé à la mer, ſans faire aucun autre dégât. Le navire *la Polly*, fretté par la compagnie des Indes, fut renvoyé de Philadelphie avec ſa cargaiſon ; le peuple de Charles-town obligea de partir un autre vaiſſeau chargé de deux cents cinquante-ſept caiſſes de thé. Le comité de correſpondance qui s'était formé, entretint, dès ce moment, une garde militaire & un guet chaque nuit, pour empêcher que l'on ne débarquât une ſeule caiſſe de thé. Ce comité était chargé de l'exécution des réſolutions que le peuple avait priſes avant de ſe ſéparer.

Les conſignataires furent obligés de ſe retirer au château Guillaume *; alors

* Willam's Caſtle.

ANNÉE 1773.

le comité s'adressa directement aux propriétaires ou aux capitaines des vaisseaux, & leur ordonna de faire repartir leurs vaisseaux; mais ceux-ci n'ayant pu obtenir leur acquit de la douane, ni un passeport pour sortir de Boston, la chambre qui se trouvait assemblée, se leva, criant au peuple, au peuple! & sortit de la maison-de-ville. A l'instant la populace monta à bord de trois vaisseaux qui étaient ancrés près des quais, & jetta leurs cargaisons à la mer.

Le gouvernement aigrit le mal par les précautions qu'il prit. Il fit venir des troupes, & leur distribua des cartouches; le général Haldiman plaça devant sa porte deux pièces de canon, & le gouverneur Hutchinson pourvut avec encore plus d'appareil à la garde de sa personne. L'amiral Montague arma ses vaisseaux, & en fit une ligne sur les côtes. On annonçait publiquement l'arrivée d'un renfort de troupes & de vaisseaux destinés à faire rentrer les colons dans le devoir; mais offensés de

de ces menaces, & de ces préparatifs de guerre en temps de paix, les habitans ajoutèrent à leurs compagnies franches une compagnie d'artillerie.

ANNÉE 1773.

VI. Châtiment de John Malcom

EN ce temps-là John Malcom, officier des douanes, s'attira une rude punition : malgré les exemples que le peuple lui avait donnés, il eut la hardiesse de saisir un vaisseau dans le port de Falmouth. Ce mépris des jugemens du peuple, lui mérita le châtiment ordonné depuis quatre ans pour cette espèce de crime ; il fut arrêté par la multitude irritée ; on le couvrit de goudron & de plumes, mais on eut le ménagement de ne pas le dépouiller : il fut exposé en cet état, pendant trois jours, aux huées de la populace. Ce châtiment exemplaire ne calma point le caractère véhément de ce maltotier anglais ; il eut l'imprudence de s'expliquer avec mépris, sur le traitement qu'il avait reçu, disant que le Roi & le Parlement, lui feraient bientôt raison de cette canaille. Ces propos

ANNÉE 1774.

indignèrent contre lui tout le peuple; & l'on n'attendait qu'une occasion de le punir, avec plus d'éclat & de sévérité, qu'il ne l'avait été la première fois. Malcom ne tarda pas à faire naître cette occasion. Il avait offensé quelques temps auparavant un marchand de la ville, & l'ayant rencontré le 25 Janvier 1774, la querelle recommença; il traita le marchand avec beaucoup d'insolence, & y mit le comble, en le frappant de sa canne. Cette violence excita l'attention des juges de paix, ainsi que la colère du peuple; un ordre fut donné contre lui, mais le constable * ne pouvant pas le trouver, la populace environna sa maison dans l'après-dînée; les fenêtres ayant été brisées, il vint, l'épée à la main, pour repousser les assaillans, qui n'avaient d'autres armes que leurs bras, & il en blessa plusieurs. Les bostoniens modérés jusques

---

* Sergent ou exempt, chargé de l'exécution des *Warrants*, ou décrets.

dans leur vengeance, entrèrent en foule dans sa maison, l'attachèrent à une corde & le descendirent par la fenêtre, dans une charrette, où après avoir mis ses habits en pièces, ils lui goudronnèrent la tête & le corps tout entier, l'emplumèrent & le traînèrent par la grande rue & dans les principaux quartiers, d'où ils le ramenèrent aux pieds du gibet, l'attachèrent à la potence, le fouettèrent de verges & l'obligèrent de remercier de n'être point pendu. Après cette exécution, le peuple le ramena chez lui, sans lui faire d'autre mal.

ANNÉE 1774.

LE mécontentement de la populace n'agissait encore que dans les villes; il agissait seul & sans guides connus; il parut s'appaiser après le départ des navires chargés de thé, & peut-être la résolution prise par les plus sages d'entre les Anglo-Américains, de se séparer de la Métropole, n'aurait point encore éclaté; mais Hutchinson, qui gouvernait

Jugement populaire contre le gouverneur Hutkinson, & Wederburne, son ami.

ANNÉE 1774.

Boſton, cachant ſa dureté & ſes vengeances, ſous prétexte de ſauver la dignité de l'Angleterre & du Parlement, chargea de délations tout ce qu'il avait d'ennemis. Il n'avait pas ſçu ſe faire aimer dans la colonie ; la liſte des proſcrits était nombreuſe. Le peuple en ayant eu connaiſſance, il fut ordonné à Philadelphie, par le comité qui s'y était formé, que l'effigie de ce gouverneur & celle de Wederburne, ſon conſeil & ſon confident, ayant devant & derrière des écriteaux chargés d'inſcriptions, où ſeraient rappellés leurs crimes envers le peuple, ſeraient promenées ſur un tombereau, & enſuite attachées à un gibet ſur la place publique, où elles reſteraient expoſées pendant deux heures. L'exécution fut faite le 3 Mai 1774 ; & la fureur du peuple y ajouta tout ce que peut inſpirer la vengeance ; on dreſſa un bûcher au pied de la potence, & lorſque les effigies y furent jettées, les acclamations retentirent dans toute la ville.

ANNÉE 1774.

Malgré cet éclat, malgré les précautions prises dans toutes les provinces, pour former une confédération générale, la cour de Londres persévera dans sa résolution, de réduire les colonies par la rigueur.

Accusations de l'assemblée contre Pierre Oliver, chef de justice.

Le premier Février, à la rentrée des sessions, l'assemblée de Boston fit venir le chef de justice, Pierre Oliver, & les quatre membres de justice de la cour supérieure, & leur demanda s'ils entendaient recevoir les octrois de l'assemblée générale pour leurs émolumens, ou les accepter de la couronne. Les quatre juges répondirent, qu'ils désiraient recevoir leurs salaires de la province; mais Oliver, dévoué au gouverneur, Oliver qui avait été distributeur du papier timbré, répondit qu'il continuerait de recevoir ses apointemens de la couronne.

Sur cette réponse, la chambre représenta au gouverneur, que Pierre Oliver ayant reçu son salaire sur un

ANNÉE 1774.

revenu levé injuſtement, & étant déterminé à continuer de le recevoir de la même manière, ſe montrait ennemis de la conſtitution, & était dès-lors incapable de ſa place. Le gouverneur perſiſtant à la lui conſerver, on dreſſa un plan d'accuſation contre lui ſur pluſieurs chefs. Le premier était d'avoir trahi la confiance attachée à ſon office, & les droits conſtitutionnels de la province, en acceptant un ſalaire de la couronne, pour des ſervices miniſtériels qui roulaient également ſur lui. L'arrêté pour former cette accuſation, paſſa à la pluralité de quatre-vingt-douze voix contre huit.

La chambre ajourna ce juge royal à comparaître le 22 Février, & ſomma le gouverneur d'aſſiſter au jugement: ce dernier s'y refuſa, diſant qu'il ne reconnaiſſait ni en lui, ni dans le conſeil, l'autorité néceſſaire pour juger le chef de juſtice; mais voyant que malgré toute la réſiſtance qu'il pouvait apporter, la chambre en viendrait à

ſes fins, il prit le parti de diſſoudre l'aſſemblée dans les derniers jours du mois de Mars 1774.

ANNÉE 1774.

Il ſavait que dans ces momens, le parlement prenait connaiſſance des troubles de l'Amérique, & ne cherchait qu'à gagner du temps. La grande queſtion du droit de taxation avait été renouvellée au mois de Février. Le lord Barrington demandait dans la chambre des pairs, que l'on jugeât ſur le vu des pièces; on s'élevait dans la chambre des communes contre les voies de rigueur; mais le lord North, porteur des meſſages du Roi, voulait que l'on réprimât les déſordres; & après de longues diſcuſſions, ſon parti l'emporta. Le parlement ordonna, conformément à la propoſition de ce lord, qu'il ſerait dreſſé un bill, pour rappeller les officiers des droits royaux, & fermer le port de Boſton.

Interdit du port de Boſton.

Ce bill, prêt à paſſer en loi, allarmait toute l'Angleterre; la mère patrie

ANNÉE 1774.

en souffrait plus de préjudice, que la colonie que l'on voulait punir; on calculait la perte des manufactures Britanniques, dont le commerce ouvert avec les colonies, faisait subsister en Angleterre plus de cent mille chefs de famille; mais en vain les négocians présentèrent des mémoires, le lord North fit faire la seconde lecture du bill contre Boston.

Les Américains qui se trouvaient alors à Londres, firent à la chambre des pairs des remontrances, pour faire révoquer un ordre si funeste. Benjamin Franklin, & Arthur Lée, furent chargés de les présenter. Ils réclamaient les droits de sujets Anglais, violés à l'égard de la ville de Boston, punie par l'autorité du parlement, pour de prétendues offenses publiques commises hors de sa jurisdiction; punie dans une forme illégale & sans avoir été entendue.

« Il serait à craindre, disaient-ils, » qu'une rigueur excessive & déplacée,

Année 1774.

» n'affectât vivement nos concitoyens, » & n'éteignît leur affection pour la » Grande-Bretagne. L'attachement de » l'Amérique doit finir, où commencera » l'injustice de la Métropole ». Ces remontrances n'eurent point de succès; le bill passa à la pluralité des voix, lors de la troisieme lecture, & le Roi y ayant donné sanction de loi, nomma gouverneur de Boston, le chevalier Thomas Gage, déjà commandant en chef de ses troupes en Amérique.

Cette Ville n'eut connaissance du bill pour fermer son port, que par l'arrivée du nouveau gouverneur, & les peuples de Massachuset n'en connurent les dispositions; que quinze jours avant son exécution.

Il fallait donc que, pour faire cesser toute division entre la colonie & la Métropole, les colonies consentissent à voir détruire leurs anciennes chartres, à se voir enlever leur argent sans réclamation, à être privées de la sûreté personnelle qui résulte des jugemens

Année 1774.

par jurés, & des tribunaux dont les juges ſont indépendans de toute autre pouvoir que celui de la loi. De tels ſacrifices ne pouvaient être faits ſans ſe plaindre, ſans murmurer & ſans faire réſiſtance. [illegible] reſtait aux colonies aucune voie de conciliation ; car en abandonnant leurs droits les plus ſacrés, il eſt incertain qu'elles euſſent obtenu la paix, même à ce prix, ſi elles n'avaient encore conſenti à ſubir le joug de l'autorité militaire.

Les Américains déſiraient, au contraire, ſe dégager de leurs anciennes chaînes, & ſe rendre indépendans ; mais la politique, ni l'équité n'avaient point de reproches à leur faire ; ils n'avaient fait de pas vers la rebellion, qu'autant que le gouvernement en avait fait vers le pouvoir arbitraire.

On ſe flattait à Londres, que l'interdit de Boſton, diviſant le commerce de cette grande ville entre les villes voiſines, ferait une ſource de jalouſies & de rivalités dans la Nouvelle-Angleterre, &

que le pouvoir abſolu profiterait de ces diſſenſions pour s'affermir. Le gouvernement mettait en uſage la grande maxime : *Diviſe pour régner.* Il eſpérait que l'envie que d'autres colonies portaient autrefois à la province de Maſſachuſet, ſe réveillerait, & qu'elles ne tarderaient pas à ſe réjouir du châtiment de cette province ſi fière; il ſe perſuadait que les peuples effrayés, ſe hâteraient de ſéparer leurs intérêts de ceux d'une colonie frappée d'anathême, & que cet interdit, deſtiné à détruire l'accord qui exiſtait entre les villes & les comtés de la Nouvelle-Angleterre, ſervirait encore à empêcher l'union qu'elle paraiſſait deſirer avec les autres colonies.

ANNÉE 1774.

Les méditations de l'iniquité ſont infinies; elles étonnent la prudence du ſage, & malheureuſement l'hiſtoire lui en offre rarement d'auſſi profondes ſur la juſtice & ſur la liberté. S'il ne jouit pas ſouvent de cette ſatisfaction, les mémoires que j'écris lui offrent du moins des conſolations : la vertu, le courage

ANNÉE 1774.

des peuples y déconcertent par-tout l'attente d'une politique cruelle. Les vexateurs y ſont trompés dans tous leurs projets ; ils comptaient ſur les diviſions que sèment les intérêts particuliers ; ils croyaient connaître parfaitement les hommes, parce qu'ils ſe les repréſentaient tous méchans & corrompus intérieurement comme eux. Ils croyaient ne jamais s'égarer en établiſſant leurs calculs ſur le principe devenu trop général de la perverſité humaine. Mais tout contrariait leurs ſyſtêmes, les ſacrifices de l'ambition, de la fortune, du repos, du plaiſir, ſont ceux que les Américains voulaient faire à la liberté. Ils ſavaient que leurs ſouffrances ſeraient paſſagères, & le bonheur durable. Leurs ames étaient pures, & n'étaient point agitées par d'autres ſentimens que ceux qui éclataient dans leurs diſcours ; leurs cœurs étaient pleins de courage & de perſévérance : ce n'était pas de la jalouſie qu'il y avait entre les villes de Boſton, New-York, Charles-town &

Philadelphie, c'était une émulation utile. Auſſi-tôt que les habitans de Boſton commencèrent à être malheureux & opprimés, tout le continent ne ſe trouva peuplé que de leurs amis. Ces évènemens fourniſſent de grands ſujets de réflexion aux vrais philoſophes : ce n'eſt point un petit nombre d'hommes, ce ne ſont ni des nobles, ni des ſavans, ce ſont des nations entières qui montrent de la vertu.

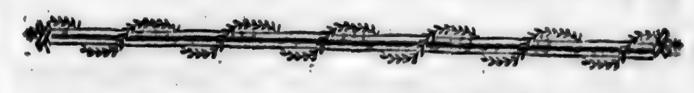
ANNÉE 1774.

Jamais, avant cette époque, les hommes n'avaient montré tant d'unanimité dans leurs réſolutions. Les arts & les plaiſirs de l'imagination & du luxe énervent les peuples que l'on appelle policés, & ne laiſſent entre les mains des particuliers, habitués à tout craindre, & juſqu'à la fatigue & la gène, aucun moyen de réſiſter & de ſe défendre, aucune prudence, aucune fermeté dans les délibérations ; chacun conſulte l'intérêt particulier de ſes jouiſſances & de ſon repos : la cauſe publique s'anéantit devant la crainte d'une ſouffrance

ANNÉE 1774.

passagère. Il n'en était pas ainsi parmi les Anglo-Américains, la Métropole les attaquait par tous les moyens violens que suggère l'idée de la puissance, & ils employaient à se défendre le courage que donnent les bonnes mœurs.





ANNÉE 1774.

LIVRE TROISIEME.

ARRIVÉE du général Gage; formation du Congrès général, ses délibérations; bill du Canada; débats du parlement; journée de Lexington.

I. Disposition générale des peuples, & des Bostoniens en particulier.

A LA nouvelle de l'interdit de Boston, les peuples firent éclater, par-tout, le même ressentiment, & parurent oublier toute modération. Dans chacune des assemblées qui se tinrent sur le continent, on adopta des moyens de toute espece pour marquer l'horreur que cet acte de rigueur inspirait, & la ferme résolution où l'on était d'en empêcher l'effet.

Quoique le temps manquât aux Bostoniens, ils se préparerent à la résistance avec une audace que l'on ne devait pas attendre de leur situation; ils retinrent les vaisseaux appartenans à l'Angleterre & aux Isles anglaises; ils se disposerent, dès-lors, à prendre les armes pour la

Année 1774.

défenſe de leurs droits & de leurs privi-léges ; ils réſolurent de ſuſpendre tout commerce d'exportation & d'importation avec les trois royaumes & les iſles, & d'ouvrir leurs ports à toutes les autres nations, juſqu'à la révocation des bills & la levée de l'interdit.

Arrivée du général Gage.

LE général Gage, qui s'était chargé de faire exécuter cet acte de punition, à l'accompliſſement duquel toute la puiſſance de l'Angleterre ne devait pas ſuffire, parut devant le fort Guillaume, le 15 Mai 1774, & débarqua le même jour à Boſton. Il voulut ſe faire annoncer comme l'ange de la terreur ; ceux qui l'accompagnaient, publièrent qu'il précédait ſix mille hommes & une eſcadre qui bloquerait la baie. Ces menaces, loin d'inſpirer de la crainte, augmentèrent la haine & le mépris, & ne contribuèrent pas à faire bien recevoir la proclamation, par laquelle le roi d'Angleterre & le parlement accordaient deux mois aux habitans de Boſton, pour ſe ſoumettre

ſoumettre aux bills, paſſé lequel temps, l'interdit ſerait mis à exécution. La riſée fut générale aux mots de *clémence du ſouverain*, qui commençaient la proclamation; on y répondit par les ironies les plus amères, & telles que cette grande querelle en a ſouvent fait éclater dans les libelles Américains. On annonçait, dans les papiers publics, qu'à défaut de vaiſſeaux de guerre ſuffiſans, le général Gage propoſait l'entrepriſe, au rabais, d'une chaîne de fer de dix-huit lieues de longueur, pour fermer la baie de Maſſachuſet; ailleurs, on avertiſſait que le Roi envoyait ſoixante vaiſſeaux mouiller ſur une ligne, depuis le cap Cod, juſqu'au cap Anne, qui ſont aux deux extrémités de la baie.

ANNÉE 1774.

Si le général Gage avait eu plus de talens, au lieu de chercher à inſpirer de la crainte, il ſe ſerait annoncé comme un pacificateur, comme un homme qui, revêtu d'une grande puiſſance, ne voulait employer d'autres armes que la douceur & la conciliation. Il avait épouſé

ANNÉE 1774.

une Américaine ; il avait commandé les troupes ſur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, il pouvait tirer avantage de ces circonſtances pour ſe ménager des ouvertures auprès de ceux qui avaient la confiance du peuple, & les attirer à lui par des careſſes & des préférences. « Nous ſommes tous, leur aurait-il dit, » ſujets Britanniques ; vous ne prétendez » pas abjurer cette qualité, que tant de » grands hommes ont rendue honorable. » Loin de nous toute idée de rebellion ; » je ne vois point ici de révoltés, je ne » vois que des amis qui ſe plaignent. Si » vous ne voulez que le juſte redreſſe» ment de vos griefs, le roi & le par» lement ſont prêts à vous entendre ; » mais il faut vous les rendre favorables » par quelques témoignages de reſpect » & de ſoumiſſion ; je ſerai moi-même » le plus zélé défenſeur de vos droits : » que tardons-nous à nous réunir ſous » l'étendart d'une heureuſe réconcilia» tion » ?

Ce langage & les meſures adroites

qu'il ſuppoſe, auraient pu retenir encore long-temps ceux qui faiſaient agir le peuple de Boſton. La cour & le Parlement auraient pu profiter de ces momens pour s'éclairer ſur leurs véritables intérêts, & ramener tous les eſprits par une conduite équitable & ſoutenue. Mais Gage était plus ambitieux qu'éclairé; c'était dans les combats qu'il voulait trouver ſa gloire; & pour le rendre heureux, il fallait la guerre civile.

ANNÉE 1774.

LES provinces qui avaient déclaré faire cauſe commune avec les Boſtoniens, ajoutèrent bientôt pluſieurs réſolutions à celle de ceſſer tout commerce avec l'Angleterre; elles arrêtèrent, que toute correſpondance ſerait ſuſpendue avec les colonies continentales qui refuſeraient d'embraſſer leur parti, & qu'aucune cour de juſtice n'admettrait les demandes des créanciers demeurans en Angleterre, juſqu'à la révocation de l'interdit de Boſton. Le Maryland donna l'exemple, la province de Virginie, les deux Carolines, la

Révocation des privilèg. de Boſton; tranſlation de l'aſſemblée, des tribunaux, & des offices publics à Salem.

ANNÉE 1774.

Nouvelle-Yorck & le Jerſey, s'y conformèrent avec zèle. Le premier Juin, jour où devait commencer l'interdit de Boſton, fut par-tout un jour de deuil & d'auſtérité. Le port fut bloqué par les vaiſſeaux de guerre, & le quatrième régiment arrivé ſur les vaiſſeaux de tranſport, campa dans la plaine. Le Chevalier Gage contemplait, ſans frémir, cette triſteſſe générale, qui ne pouvait précéder que des jours de vengeance : il tranſféra la douane à Plimouth, & le bureau des commiſſaires & les aſſemblées, à Salem. Salem, cette petite ville où l'on préférait la patrie aux richeſſes, où l'on refuſait l'abondance & les tréſors du commerce, qu'il fallait acheter par la ruine des Boſtoniens & le mépris de la liberté. A la nouvelle de l'interdit, la premiere démarche des habitans de Salem, fut de décider entr'eux qu'ils ne donneraient aucun logement aux Boſtoniens qui auraient la lâcheté d'abandonner leur ville dépouillée de ſes priviléges.

Offenſé de cette réſiſtance, le Cheva-

lier Gage ſe promettait d'en punir encore la ville de Boſton, d'où partaient, diſait-il, ces idées de mutinerie, comme ſi l'amour du bien public & le mépris de l'intérêt privé, pouvaient être le fruit des conſeils, & pouvaient ſe perſuader à ceux qui ne trouvent point ces ſentimens en eux-mêmes. Il voulait inveſtir Boſton du côté de la mer; il fit encore des efforts pour priver cette ville, quand il le voudrait, des ſecours qui pourraient lui venir des terres; il fit poſter, à toutes les avenues, des ſoldats, & plaça une garde particulière à l'iſthme de Boſton, tant pour empêcher la déſertion de ſes troupes, que pour s'aſſurer de ce paſſage étroit qui joint la péninſule de Boſton, au reſte du continent.

ANNÉE 1774.

Meſures du peuple & de l'aſſemblée

CES voies de fait révoltèrent tous les eſprits, & le comté de Worceſter envoya offrir aux Boſtoniens, dix mille hommes pour les délivrer de leurs tyrans; ajoutant que quelques réſolutions qu'ils priſſent dans ces malheureuſes conjonc-

ANNÉE 1774.

tures, l'aſſemblée de Worceſter proteſtait, dès-lors, contre toute délibération qui attenterait aux libertés dont les provinces de l'Amérique jouiſſaient depuis leur fondation. Les chartres de la Nouvelle-Angleterre étaient annullées, tout pacte avec la Métropole était détruit; les colons ſe regardaient comme rentrés dans le droit naturel de s'armer pour leur défenſe & de pourvoir à leur ſûreté. Ils ſe décidèrent à repouſſer la violence par la force; les membres du conſeil de Boſton élurent des députés & les envoyèrent au général Gage, pour lui déclarer que ſon adminiſtration ne ſerait heureuſe & durable, qu'autant qu'il rétablirait les priviléges de la colonie, & ferait contraſter ſa conduite avec celles de ſes prédéceſſeurs, auxquels la province attribuait tous les malheurs dont elle était déſolée. Ils ajoutaient, que les peuples ſe bornaient à réclamer les droits de citoyens Anglais, ſans reſtriction, & que le conſeil de la province étant dans l'obligation indiſpenſable de main-

tenir ces droits, il devait y appliquer ses plus grands efforts, sans que, pour cela, il crut manquer à la fidélité qu'il devait à la couronne, ni à ses prérogatives.

Année 1774.

Cette hardiesse, que le nouveau gouverneur n'avait point prévue, enflamma son courroux; il interrompit l'orateur & congédia les députés, en leur faisant des menaces. Le caractère irascible est celui que les envoyés de l'ancien monde, dans le nouveau, adoptent le plus volontiers; ils croient ressembler, dans leur colère, à des dieux irrités, & que la véhémence de leurs expressions donne une grande idée de leur puissance; ils ne veulent pas se ressouvenir que les armes qui servent au caprice des chefs, ont servi, quelquefois, la vengeance des sujets. Le gouvernement Anglais n'inspirait plus de frayeur en Amérique; en vain le chevalier Gage écrivit aux républicains dont il avait interrompu le message, qu'il regardait leur démarche comme une insulte faite au roi, & aux lords de son conseil, & comme un affront fait à lui-

ANNÉE 1774.

même ; on ne lui fit point de réponse, & l'on ne s'occupa plus que des moyens de résister.

Il n'y avait point de temps à perdre, l'ordre était donné pour convoquer à Salem, l'assemblée de la province, & l'exécution de cet ordre aurait empêché le succès de toute délibération favorable à la liberté. On se hâta de déclarer que si le gouverneur pouvait, sans contrevenir à la chartre, convoquer l'assemblée générale en tel lieu qu'il jugerait à propos, ce pouvoir était subordonné à la condition de consulter dans son choix, le plus grand bien du peuple ; on ajoutait que la ville de Boston avait toujours été regardée comme le lieu le plus convenable pour la convocation des représentans du peuple, & qu'aucune nécessité n'exigeait de changement ; qu'au contraire on devait regarder ce changement, comme une entreprise sur la liberté des membres de l'assemblée, un projet préjudiciable, une lésion publique.

ANNÉE 1774. II. Aſſemblée de Salem.

NÉANMOINS le gouverneur convoqua l'aſſemblée à Salem. A peine y fut-elle rendue, qu'elle prit un arrêté pour déclarer qu'il paraiſſait indiſpenſable de former une aſſemblée générable des comités des diverſes colonies; elle nomma un comité repréſentatif de la province, & vota une ſomme aſſez forte pour mettre ce comité en état de remplir les obligations qui lui étaient impoſées. Le gouverneur ayant refuſé de concourir à ces arrêtés, & ſur-tout au dernier, l'aſſemblée en fit un autre pour recommander aux différentes villes & diſtricts, de lever la ſomme qui avait été votée: cet arrêté eut force de loi, & ne trouva point de réfractaires.

Enfin, l'aſſemblée prévoyant ſa diſſolution prochaine, ſe hâta de donner aux peuples, des inſtructions ſur la réſiſtance qu'ils devaient apporter aux actes oppreſſifs du parlement; elle leur recommanda, ſur-tout, de donner beaucoup d'encouragement aux manufactures de l'Amérique.

ANNÉE 1774.

Sa dissolution.

MALGRÉ les précautions prises par les personnes chargées de rédiger ces instructions, le gouverneur en fut averti, & le jour même où l'affaire fut rapportée, il envoya son secrétaire à l'assemblée pour la dissoudre sur-le-champ. Les portes étaient fermées; on refusa de les ouvrir, & le secrétaire fut obligé de lire, sur l'escalier, (le 17 Juin), la proclamation qui annonçait la dissolution de l'assemblée générale. C'est ainsi que cessa la dernière assemblée tenue dans la province de Massachuset, suivant les constitutions portées dans sa chartre.

J'ai oui dire souvent que le chevalier Gage, au lieu de dissoudre l'assemblée, aurait dû la faire enlever par un corps de troupes, & envoyer tous les membres qui la composaient, à Londres; que, par ce moyen, il aurait attaqué la rebellion dans ses racines, & conservé l'Amérique à la couronne d'Angleterre. Ceux qui connaissent mieux les principes du gouvernement d'Angleterre, ne peuvent concevoir qu'avec effroi, l'idée

d'enlever & d'embarquer tout le corps législatif d'une province ; ils pensent que le chevalier Gage n'aurait pu venir à bout d'une entreprise si contraire aux principes de la nation, & qu'il aurait causé inutilement une grande sédition. Les esprits étaient dans une extrême fermentation ; l'indignation exaltant le courage des moindres Plébéiens ; ils auraient exterminé les soldats que le gouverneur réservait pour des occasions moins dangereuses. Dès le lendemain, dix-huit Juin, les négocians & francs tenanciers de la ville de Salem, lui présentèrent une adresse. Les sentimens généreux que cette pièce renferme, méritent d'être connus.

ANNEE 1774.

Déclaration des habitans de Salem.

« NOUS sommes pénétrés, disaient-ils, » de la compassion la plus tendre, à la » vue des maux qui vont s'accumuler » sur nos frères qui habitent la capitale, » & nous espérons que votre excellence » fera ses plus sérieux efforts pour em- » pêcher tout ce qui pourrait multiplier

ANNÉE 1774.

» les fléaux déjà si redoutables sous lesquels gémissent ces infortunés. En fermant le port de Boston, on a cru que le cours du commerce pouvait être amené vers nous & tourné à notre avantage ; mais par la formation même de notre port, la nature nous a défendu toute rivalité de commerce avec cette ville, qui en est le centre naturel ; & indépendamment de cette circonstance, il faudrait que nous n'eussions aucune idée de justice dans l'esprit, aucun sentiment d'humanité dans le cœur, pour penser à élever notre puissance & notre prospérité, sur la ruine de nos voisins opprimés ».

Comparez les sophismes de l'éloquence vénale, à la sagesse de cette remontrance, aux sentimens qu'elle exprimait avec une si noble simplicité. Si quelque chose pouvait éclairer un gouvernement oppressif, cette adresse devait le faire. Le jour où elle parvint à Londres, devait être le jour de la paix & de la liberté, de la constitution rétablie ; mais le plan

Année 1774.

était arrêté, on voulait l'asservissement de l'Amérique, la suprématie illimité de la Métropole, ou plutôt, le malheur de toutes deux.

Progrès de la confédération.

Il s'était déjà formé dans toutes les provinces, des congrès particuliers sous le titre de conventions provinciales; ils avaient établi un comité à Boston, pour diriger les colonies & former incessamment un congrès général, qui devait représenter & gouverner désormais toutes les provinces. D'abord, le chevalier Gage fit de vaines tentatives pour empêcher cette confédération; il publia ensuite des proclamations dans lesquelles il assurait que, « par tendresse pour les » Américains, il ne pouvait s'empêcher » de leur montrer l'énormité de leurs » crimes passés, & les châtimens qui » devaient punir le dessein prémédité de » haute trahison, dans lequel ils allaient » s'engager ». Il en vint, bientôt après, à faire employer par ses agens, les promesses & les flatteries, pour gagner

Année 1774.

quelqu'uns de ceux qui avaient de l'aſcendant ſur le peuple, mais il était trop tard. Il faiſait, en même-temps, les menaces les plus terribles à ceux qu'il ſoupçonnait de faibleſſe, & qu'il croyait pouvoir effrayer. Ces reſſources devenaient impuiſſantes ; de tous côtés on ſe préparait à la guerre. Ce fut à cet inſtant qu'on reçut dans les colonies, le précis du bill, pour l'établiſſement des troupes en Amérique, & d'un nouveau bill contre la province de Maſſachuſet ; ils y comblèrent la meſure du mécontentement & de l'indignation. Les hommes les plus modérés, ceux qui, juſques-là, avaient paru chanceler dans leurs réſolutions, adoptèrent, tout-à-coup, le parti de la réſiſtance. L'intérêt particulier ſe tut ; chacun paraiſſait convaincu que la néceſſité avait fait une loi de fermer les ports au commerce de l'Angleterre, & de les ouvrir à toutes les autres nations. Par-tout on tenait des aſſemblées, on prenait des réſolutions ; toutes ces aſſemblées recommandaient au peuple, d'en-

voyer du ſoulagement aux habitans de Boſton ; il arrivait dans cette ville, de toutes les parties de l'Amérique, des lettres, où l'on joignait aux plus vives expreſſions, d'une affection compatiſſante, de puiſſantes exhortations à perſévérer dans le parti de la réſiſtance.

Année 1774.

Cependant les dépêches apportées de Londres, par le vaiſſeau le Scarborough, donnaient au général Anglais, aſſez de pouvoirs pour hâter ſes diſpoſitions militaires ; le cinquante-neuvième régiment arrivé d'Halifax, & les Gallois qu'il s'empreſſa de tirer de New-York, vinrent augmenter ſon armée ; toutes les routes de Boſton étaient déjà fermées du côté des terres, & le port fut bloqué dans toutes ſes iſſues. Alors le comité de Boſton fit un acte qu'il intitula : *ligue & conventions ſolemnelles*, par lequel tous ceux qui ſe liguaient, s'engageaient à ſuſpendre tout commerce avec les états Britanniques, à compter du 30 Août 1775, & renonçaient à toute correſpondance, ſociété & liaiſon avec ceux qui refuſaient de

ANNÉE 1774.

souscrire les mêmes engagemens. Cet acte, signé de tous les notables de la province de Massachuset, circula dans les colonies avec une lettre du comité de Boston, & les peuples embrassèrent cette ligue avec empressement ; il s'en était formé de semblables dans plusieurs parties du continent, sans aucun concert entr'elles & le comité de Boston.

Formation d'un congrès général.

PAR-TOUT on s'occupait de la formation d'un congrès général ; & la ville de Philadelphie fut choisie pour le lieu d'assemblée ; elle est, pour ainsi dire, au centre du continent, & les avenues en étant gardées de tous côtés par d'autres colonies, c'était la ville qui offrait le plus de sécurité. Le rendez-vous fut, dès-lors, indiqué pour le mois de Septembre suivant. Dans les provinces où l'assemblée était déjà formée, on nomma, sur-le-champ, des députés, pour représenter la province au congrès ; dans les autres, le peuple fit choix du nombre ordinaire de représentans, lesquels élurent entr'eux les

les députés & leur nombre devait être proportionné à l'étendue de la province. Aucune ne pouvait en envoyer moins de deux ni plus de sept, mais quel que fut le nombre des députés, chaque colonie ne pouvait avoir qu'une voix dans le congrèse.

Je n'omets aucun de ces détails, parce que les commencemens de la plus grande confédération qui se soit jamais formée, sont des sources inépuisables d'intérêt & de réflexion. Les francs tenanciers de Pensilvanie, au nombre de plus de neuf cents, demandèrent au gouverneur de la province, la convocation d'une assemblée générale, pour faciliter l'élection de leurs députés ; mais le gouverneur Penn n'ayant pas cru devoir les satisfaire, le peuple procéda de lui-même au choix de ses députés, qui se rendirent aussi-tôt à Philadelphie, pour y attendre l'ouverture du congrès.

Les délégués des divers comtés de la Virginie, formèrent une assemblée, dans laquelle il fut délibéré que cette colonie,

ANNÉE 1774.

n'acheterait plus des commerçans Anglais, aucun nègre venant d'Afrique, des Indes occidentales, ou d'aucun autre lieu, & que son accord de non-importation de toutes marchandises de fabrique Anglaise, commencerait le premier novembre 1774. On recommanda fortement le soin des bestiaux, jusqu'alors négligés dans cette province, & la culture de tous les objets qui pouvaient servir de base aux diverses manufactures. Cette recommandation excita l'émulation de tous les particuliers, & la Virginie, où toute autre industrie que la culture du tabac avait été jusqu'alors inconnue, devint, en moins de trois ans, la rivale de la Nouvelle-Angleterre & de la Pensilvanie, dans les métiers & dans les arts.

III. En quoi consistait la force de la confédération.

ON pouvait d'autant mieux prévoir, dès-lors, le succès des résolutions prises dans les colonies, que l'impulsion & la résistance ne provenaient ni de l'ambition des grands, ni de l'orgueil de la noblesse;

ce n'était pas non plus une faction de soldats, ni un tumulte de marchands. Quelques exemples de sévérité, de vaines distinctions, des promesses, une augmentation de pouvoir sur le peuple, auraient aisément appaisé les premiers; incapables de former un plan de conduite, un gouvernement raisonnable, il y aurait eu cent moyens de diviser & d'asservir les seconds; des privilèges, des marchés avantageux, auraient séduit les autres, presque toujours insensibles à ce qui n'est pas leur intérêt personnel & présent. Mais la force de la confédération résidait dans les propriétaires des terres, dans cette multitude de cultivateurs, qui, répandus dans des pays immenses, ne s'écartent point des règles & des droits de la nature, dont les richesses & les ressources sont sans cesse présentes à leurs yeux. Elle leur donne à la fois & la vigueur de l'âme & la force du corps, & les rend inflexibles aux opinions qu'elle désavoue. Dominateurs sur les animaux, sur les forêts,

ANNÉE 1774.

ANNÉE 1774.

ſur les terres & les eaux, elle leur donne en naiſſant une grande idée des prérogatives de l'homme, & c'eſt cette idée qui forme & ſoutient en eux le ſyſtême de la liberté. Dans ces pays nouveaux, où les liens de la ſociété ſont moins reſſerrés que parmi d'anciens peuples, la moindre contrainte dans le gouvernement, la moindre infraction de leurs droits, de leurs propriétés, leur paraît inſupportable. Ils étaient en trop grand nombre, ils étaient trop heureux pour qu'on pût eſpérer de les corrompre, & trop courageux pour qu'il n'y eût pas de grands dangers à les mépriſer.

Préparatifs; ſecours envoyés à Boſton; détreſſe de cette ville.

ILS avaient ouvert d'avance des ſouſcriptions pour ſecourir la ville de Boſton, & malgré les ſoldats qui en gardaient l'entrée, ils la remplirent de proviſions, de ſalaiſons, de riz, & de toutes les choſes néceſſaires, afin d'aſſurer la durée de ſa réſiſtance. Toutes les meſures du gouverneur ne purent prévenir ni empêcher celles des confédérés.

ANNÉE 1774.

On fit de tous côtés, des amas de bled, de munitions pour la guerre. La ſeule colonie du Maryland, fournit trente mille boiſſeaux de bled; la Virginie en donna ſoixante mille. La Caroline ſurpaſſa les autres colonies par ſa générosité; elle contribua de tout ſon pouvoir aux beſoins de la guerre, & fit diſtribuer en outre aux pauvres de Maſſachuſet le prix des cargaiſons de riz qu'elle vendait à New-York.

Malgré les contributions volontaires des colonies pour ſecourir le peuple de Boſton, la privation de toute négociation dans une ville où il ſe trouvait plus de trente mille habitans qui ſubſiſtaient par le commerce & par les travaux, ou les affaires qu'il entraîne, occaſionnait de grandes détreſſes. Non-ſeulement ceux qui avaient vu tarir la ſource de leurs occupations & de leurs ſubſiſtances, ſouffraient une cruelle indigence; la plupart de ceux qui paſſaient auparavant pour riches, ne purent s'en préſerver. La plus grande partie de leurs

ANNÉE 1774.

biens consistait dans les quais, dans les emplacemens, les magasins, les angards nécessaires au commerce, & toutes ces propriétés n'avaient plus de valeur; mais rien ne pouvait triompher de leur constance, les secours & la tendresse compatissante qu'ils trouvaient dans tous les cœurs Américains, les affermissaient dans leurs résolutions.

Les négocians & les propriétaires de Marblehead, port le plus voisin de Boston, venaient les presser d'user de leurs magasins & de leurs quais pour continuer leur commerce; ils s'employaient généreusement à veiller sur le débarquement & l'embarquement des marchandises de leurs frères opprimés, & devenaient gratuitement leurs commissionnaires. C'est par ces secours affectueux qu'ils les engageaient à la fermeté, & ils les en auraient privés du moment qu'ils les auraient soupçonnés de faiblesse.

Proclama-

LES esprits, qui n'étaient déjà que

trop échauffés, s'exaltèrent encore plus qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, à la lecture d'une proclamation que le chevalier Gage jugea à propos de faire pour recommander aux peuples la piété & la vertu, & pour châtier & prévenir l'irréligion & le crime. La Nouvelle-Angleterre est presqu'entièrement peuplée de puritains; leur attachement aux pratiques extérieures de la religion est connu de tous les peuples : ils ne s'expriment le plus souvent qu'en langage évangélique; les plus légères fautes de morale sont comptées chez eux au rang des crimes, & les autres habitans de cette province qui diffèrent à quelques égards dans leur culte, n'ont guères moins de rigidité. Leurs scrupules excessifs en matière de religion, leur attirent les railleries de ceux dont la morale est moins sévère. La proclamation était donc inutile; elle était faite à contretemps, comme toutes les autres démarches de ce même gouverneur; mais elle péchait encore par une intention

ANNÉE 1774.

tion du chevalier Gage.

ANNÉE 1774.

directe de blesser un grand peuple déjà trop irrité : elle l'accusait d'*hypocrisie*, & ce crime était mis au rang de ceux contre lesquels la proclamation recommandait aux Bostoniens de se tenir en garde. Cette insulte est du nombre de celles qui sont toujours promptement ressenties, & que les hommes n'oublient jamais ; elle changea la fermentation publique en une animosité génèrale & extrême.

Sir Thomas Gage casse le colonel Hancock de son emploi dans les milices provinciales.

AU LIEU de donner des alimens à la haine du peuple, le chevalier Gage aurait dû s'occuper sérieusement de la situation des affaires : incapable de réfléchir, borné dans ses vues, & d'ailleurs mal informé, il croyait tout réduire par la force, & ne s'appliquait qu'à vexer les particuliers. John Hancock, négociant de Boston, que son zèle & ses lumières avait rendu cher à toute la province, Hancock qui réunissait les seules distinctions réelles qui puissent exister entre des hommes libres, qui

joignait au mérite perſonnel les avantages de la richeſſe, & dont la fortune était évaluée à quatre millions, qu'il était prêt d'employer pour le ſerviee de ſa patrie, avait le rang de colonel, & le commandement de la compagnie des cadets des milices de Boſton. Thomas Gage ayant eu quelques démêlés perſonnels avec lui, ne balança pas à le caſſer de ſon emploi. Cet abus d'autorité, qui dans d'autres circonſtances aurait peut-être fait moins de ſenſation, excita la plus vive commotion dans la province; la compagnie de J. Hancock, l'élite de la jeuneſſe de la Nouvelle-Angleterre, s'aſſembla ſur le champ, & renvoya ſon drapeau au général, en lui apprenant qu'elle s'était licenciée du ſervice du roi d'Angleterre. Gage reçut avec arrogance & mépris ce meſſage ſérieux.

ANNÉE 1774.

IV. Suppreſſion de la chartre de Maſſachuſet.

LES nouveaux réglemens pour l'adminiſtration de la province de Maſſachuſet, venaient d'arriver; ces réglemens anéantiſſaient l'ancienne chartre;

ANNÉE 1774.

& le roi s'attribuait le droit de nommer à l'avenir le conſeil de la province. La cour envoyait en conſéquence une liſte de trente-ſix conſeillers choiſis parmi les hommes les plus corrompus, ou que l'on croyait les plus diſpoſés à ſéconder les projets du miniſtère; cependant douze refusèrent. Le gouverneur trouva le nombre de ceux qui avaient accepté, ſuffiſant pour adminiſtrer avec lui, en attendant que la cour complétât la nomination, d'après les inſtructions qu'il aurait données; mais la liberté veillait: ces nouveaux officiers étaient déclarés ennemis de la patrie; c'était un crime que de faire exécuter les nouvelles loix, c'en était un plus grand de paraître leur obéir: elles n'eurent point d'effet.

Les maiſons des nouveaux conſeillers furent entourées par des compagnies d'hommes armés, quelques-unes par la populace; il fallut qu'ils ſe démiſſent de leurs places pour ſe ſouſtraire au reſſentiment public; la plupart prirent ce parti.

Le ſecret & la plus ferme réſolution firent réuſſir ces premiers attentats ; trois mille hommes raſſemblés avec intelligence, entrèrent en bon ordre à Worceſter, à ſept heures du matin, & rangés ſur la place, ils envoyèrent un détachement chez un des nouveaux conſeillers, nommé Pame, qui donna auſſi-tôt ſa démiſſion, & témoigna par écrit ſon repentir d'avoir accepté cet emploi, ſans conſidérer la nature de ſa démarche. Six cents hommes allèrent à Rutland faire la même demande au colonel Murray : il était parti pour Boſton ; mais on laiſſa ſur ſa table une lettre qui l'avertiſſait, que ſi dans un délai qu'on lui fixait, il n'avait pas fait publier ſa démiſſion dans les papiers publics, on reviendrait pour l'obtenir. Les conſeillers qui étaient à Boſton, échappèrent aux recherches ; mais ceux qui, preſſés de tous côtés par le peuple, eſſayèrent de ſe réfugier dans cette ville, furent pourſuivis & chaſſés. ANNÉE 1774.

La conſidération dont jouiſſait J.

ANNÉE 1774.

Hancock, le fit élire chef des grands jurés, à l'ouverture des ſeſſions; il refuſa de prêter ſerment, & tous les jurés ſuivirent ſon exemple : on trouva la même réſiſtance dans les petits jurés. Le chef-juge était encore ce Pierte Oliver, dont l'aſſemblée avait ci-devant voulu faire le procès; il fut oblige de s'abſtenir de ſes fonctions, à cauſe des accuſations dont il ſe trouva chargé; mais bientôt après la cour le nomma à la lieutenance du gouvernement de Boſton.

Le gouverneur Gage voulut que les ſeſſions tinſſent ſans chef-juge & ſans jurés, ce qui ne s'était jamais vu ſous la domination Britannique, & pouvait être d'une grande conſéquence pour la vie & les fortunes des habitans. Cette irrégularité indigna toute la nouvelle Angleterre, par-tout on s'oppoſa à l'établiſſement des nouvelles cours de juſtice aux gages du roi, & dans tous les comtés les grands & les petits jurés refusèrent de prêter ſerment : les greffiers qui les avaient convoqués, furent ré-

duits à faire amende honorable au peuple dans les gazettes ; & lorſque les sherifs criaient de faire place à la cour, la multitude leur fermait le paſſage, & les forçait de s'en retourner au milieu des huées. L'ancienne conſtitution étant détruite par le roi, & le peuple refuſant de recevoir la nouvelle, il n'y avait plus ni loix, ni gouvernement dans cette province, ni même dans toute la Nouvelle-Angleterre ; mais le concours des bonnes diſpoſitions du peuple maintenait l'ordre, la morale ſuppléait aux loix, & la populace elle-même ne commit point d'excès, ni de violences particulières, elle n'uſait de ſa force que pour réſiſter à celle qu'on lui oppoſait.

ANNÉE 1774.

Caractère & mauvaiſe conduite du Chevalier Gage.

CHAQUE jour les eſprits s'aigriſſaient davantage, & le chevalier Gage ne les ménageait point ; c'était un homme d'un génie médiocre, préſomptueux, arrogant, cruel ; il paſſait parmi les militaires, pour ce qu'ils appellent dans ces

ANNÉE 1774.

jours de défection & d'esclavage, être *un bon Officier*; mais il ne connaissait ni les hommes, ni l'administration publique, & manquait absolument de qualités pour la guerre comme pour la paix. Il avait le courage de se dire un grand homme à S. James, & peu de gens avaient celui de le contredire. C'est à cette audace de parler hardiment de soi, que bien d'autres, comme lui, doivent leur avancement, tandis que le mérite languit dans l'infortune & l'oubli. Tel était l'homme à qui les ministres de la cour de Georges III, confiaient le sort de l'état, & la souveraineté de l'Angleterre dans l'Amérique sententrionale. Les premiers actes de son gouvernement prouvèrent son incapacité, & cette incapacité devint l'espoir du peuple, qui ne pouvait rien attendre de ses vertus.

Il eut l'extravagance de défendre aux peuples de la Nouvelle-Angleterre, de faire aucun concordat tendant à suspendre l'achat & l'usage des marchandises importées de la Métropole, & d'a-

ANNÉE 1774.

vouer ainſi lui-même, que l'Angleterre ne pouvait ſupporter long-temps cette réſiſtance ſi naturelle, cette réſiſtance qu'il était ſi impoſſible & ſi ridicule de vouloir empêcher.

En même-temps que par ſa rigueur il pouſſait les colonies à la révolte, il avait la mal-adreſſe de mécontenter les ſoldats, déjà portés à la déſertion par le genre de combats auxquels on les deſtinait. Voyant qu'un quart de ſes troupes avait fui loin de ſes drapeaux, ſon imprudence alla juſqu'à publier une amniſtie, qui ne ſervit qu'à le faire tourner en dériſion. On lui écrivait des lettres, où l'on faiſait le journal de ſes fautes, & dans leſquelles on l'engageait à renoncer au projet de ſe rendre celèbre, la nature ne l'ayant pas plus fait pour être un tyran fameux, que pour être un illuſtre citoyen. Ces vérités l'excitaient à la vengeance, & ne ſachant point juger les obſtacles, il deſirait le moment de tremper ſon bras dans les ruiſſeaux du ſang Américain. Il ne ſuppoſait pas que

ANNÉE 1774.

des hommes, dont la profession habituelle n'était pas de faire ou de commander des évolutions, pussent lui disputer la victoire. Il avait promis à Georges III de les réduire; & il avait coutume de dire à la cour, qu'il ne demandait que cinq mille soldats pour passer sur le ventre de toutes les milices de l'Amérique. Le monarque & les ministres applaudissaient à ces magnifiques promesses; la junte croyait déjà voir les Américains suppliants lever les mains au ciel, sur les débris de leurs villes incendiées, leurs bataillons dispersés, & leurs chefs égorgés, ou dans les fers.

Depuis qu'il était à Boston, il dépensait de sommes immenses, pour rendre cette ville imprenable du côté de la terre, & cependant il écrivait à Londres que la résistance des Américains aux actes du parlement, n'était point générale, qu'elle ne provenait que de quelques têtes chaudes, qui fomentaient dans le peuple cet esprit d'opposition. Le parti de la cour ne manquait pas d'ajouter

Année 1774.

d'ajouter foi à toutes ſes dépêches ; il demandait néanmoins des ordres illimités, & un renfort conſidérable de troupes, ſur la fidélité deſquelles il pût compter, afin d'agir ſelon qu'il jugerait à propos ; parce que, diſait-il, les particuliers qui penſaient autrement que le petit nombre des oppoſans, feraient toujours retenus dans leurs démarches, par la crainte de faire éclore des doutes ſur leur patriotiſme, & de s'attirer la haine du public, tant que le gouvernement n'aurait pas dans ſes mains des forces ſuffiſantes pour les protéger, & diviſer les mutins par des exemples de ſévérité. Tout cet expoſé était rempli de contradictions, cependant le palais de S. James retentiſſait des applaudiſſemens que l'on donnait à la conduite & à la réſolution de Thomas Gage; s'il avait uſé de ſageſſe, ſi, plus éclairé ſur les intérêts de ſon pays, il s'était appliqué à diminuer dans les colonies les fautes de la Métropole, à tempérer l'exécution des ordres aveugles qu'il

ANNÉE 1774.

recevait, à concilier les esprits par la douceur & la prudence, on aurait soupçonné sa fidélité.

Averti que les négocians de Boston avaient une poudrière à Cambridge, il la fit forcer, & s'empara de deux cents cinquante barils de poudre; qui leur appartenaient; il fit défense au dépôt des poudres de Boston, d'en livrer un seul baril aux propriétaires, sans un ordre signé de lui Cependant toutes les colonies avaient nommé leurs députés pour le congrès général; envain les gouverneurs avaient voulu traverser cette grande opération, & le chevalier Gage avait inutilement employé tout son pouvoir pour l'empêcher; comme gouverneur, il défendait aux habitans de se réunir; comme général, il employait la force, pour leur en ôter les moyens. Il posta le régiment Royal Gallois à Forshill, & fit transporter du château William douze canons, qu'il plaça sur les avenues de la ville; le 59e régiment continua de camper à l'Isthme,

T.

par la
foup-

Bofton
dge, il
x cents
ui leur
dépôt
livrer
, fans
endant
é leurs
envain
averfer
evalier
é tout
comme
abitans
il em-
ôter les
yal Ga-
ter du
, qu'il
, le 59°
Ifthme,



Dessiné par le Barbier Peintre du Roi *Gravé par Godefroy de l'Académie Impériale et Royale ...*

PREMIERE ASSEMBLÉE DU CONGRÈS

ANNÉE 1774.

& il fit ouvrir des tranchées autour de la ville. Les Bostoniens, plus resserrés qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors, lui envoyèrent demander les motifs de cet appareil ennemi ; il répondit, qu'il se mettait sur ses gardes. Mais ces précautions ne pouvaient pas être d'un grand effet. Une puissance plus forte s'élevait. Les délégués des différentes provinces étaient rassemblés à Philadelphie, & l'ouverture du congrès général se fit en cette ville le cinq Septembre, jour fixé par les convocations.

V. Ouverture du congrès général, & ses premières délibérations.

LES membres du congrès ayant pris séance dans la grande salle de l'hôtel-de-ville de Philadelphie, ils élurent entr'eux un président. Ce fut Peyton Randolph, homme très-considéré dans les provinces à cause de sa sagesse & de son zèle patriotique. Aussi-tôt après son élection, il se fit apporter une couronne, qu'il partagea en douze parties égales, & il les distribua aux représentans des douze colonies confé-

ANNÉE 1774.

dérées, comme le ſymbole de l'égalité qui devait règner entr'elles dans les délibérations, & le gage de l'anéantiſſement du pouvoir royal.

Il fut réſolu d'employer tous les moyens, & même celui des armes, pour repouſſer les efforts du miniſtère Britannique. Les différentes provinces avaient interrompu d'elles-mêmes, l'achat des marchandiſes de la Métropole, & préféraient payer plus cher les marchandiſes de leurs propres manufactures, quoiqu'elles fuſſent inférieures; mais il y avait quelques cantons, où l'importation n'était pas entièrement ceſſée, & où les particuliers entretenaient encore des liaiſons avec leurs correſpondans de Londres, de qui ils recevaient les objets que l'Amérique ſe procurait difficilement. Le congrès fit un arrêté, pour ſuſpendre déſormais & ſans réſerve, toute importation des ports de l'Angleterre dans les colonies, & fixer l'exécution de cet arrêté au premier décem-

bre suivant, afin que les négocians Américains eussent le temps de donner avis à ceux de l'Angleterre, de cesser tout envoi de marchandises, & de les prévenir qu'elles seraient confisquées par le comité du port où elles arriveraient, & le produit employé à soulager la province de Massachuset.

Année 1774.

A l'égard de l'exportation, les provinces ayant suffisamment rempli leurs greniers, & ceux même de Massachuset, il fut ordonné qu'elle serait continuée jusqu'au dix décembre de l'année suivante; & que si les actes oppressifs duraient encore, il serait pris alors de nouvelles résolutions.

Dénombrement général fait par le congrès.

Il fut fait ensuite un dénombrement général des habitans des différentes colonies réunies sous la direction du congrès, afin de connaître à-la-fois les forces & les ressources que l'on pouvait employer pour assurer l'indépendance de l'Amérique: il se trouva monter à trois millions d'hommes. Les

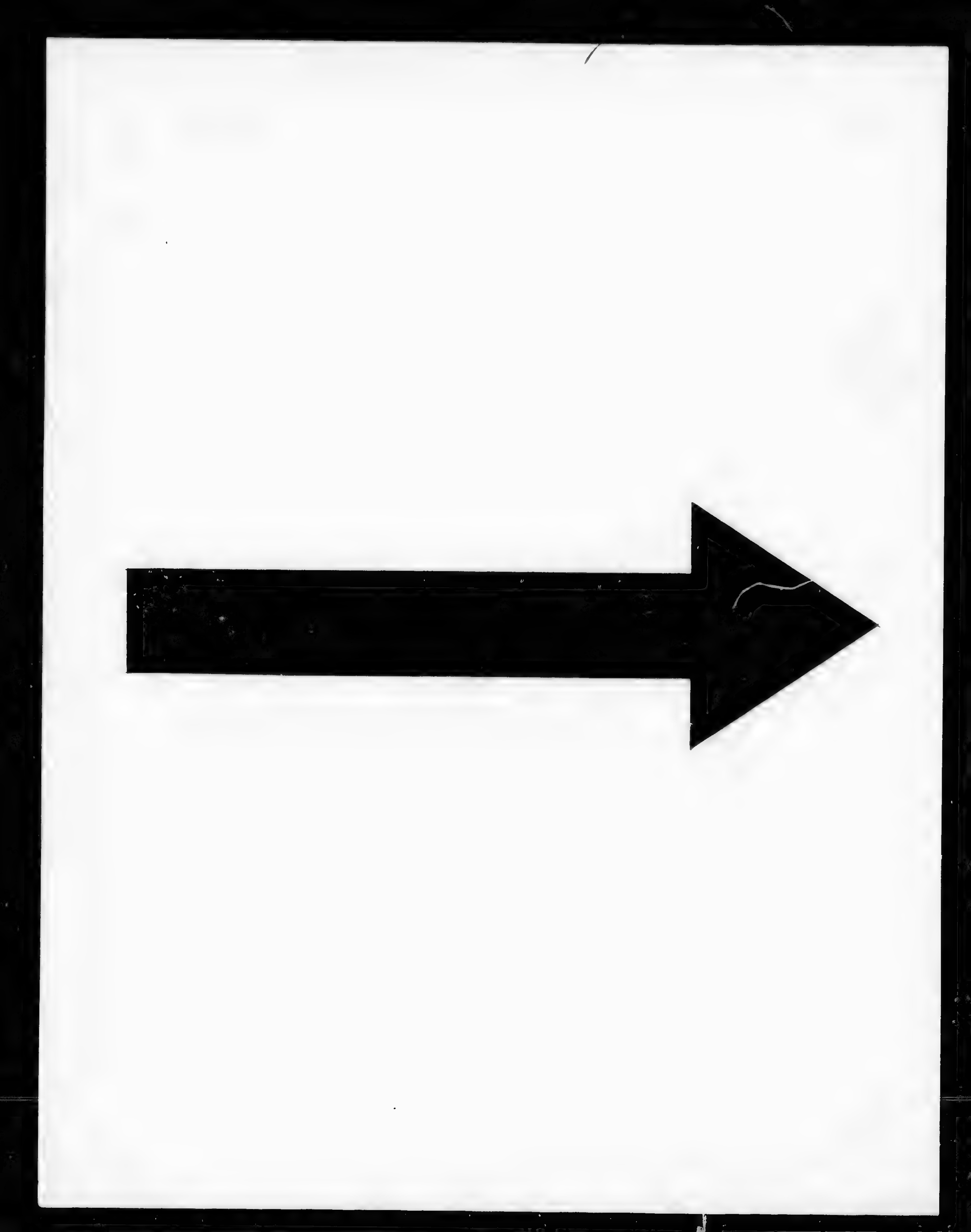
ANNÉE 1774.

quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre en fournissaient trois cents mille; la Nouvelle-Yorck, deux cents cinquante mille; le Jersey, cent trente mille; la Pensilvanie & le Delaware, trois cents cinquante mille; le Maryland & la Virginie, neuf cents soixante-dix mille; la Caroline du Nord, trois cents mille, & la Caroline du Sud, deux cents vingt mille.

En comparant la population de ces colonies avec leurs exportations, jusqu'en 1769 & 1770, on trouvera que les richesses de la Nouvelle Angleterre sont à proportion de celles de la Nouvelle-Yorck, ce que deux est à trois, & à proportion de celles de Jersey, ce que deux est à un; que l'exportation de la Pensilvanie double à peine en valeur ce qu'elle doit consommer de ses productions, à proportion du nombre de ses habitans; que la culture de tabac dans le Maryland & la Virginie, rendait tout au plus trois cents livres par chacun des hommes qui y étaient employés, & que

cette ſomme devait être entièrement abſorbée par les ſubſiſtances & les vêtemens qu'ils tiraient des autres colonies de l'Amérique, ou de l'Angleterre; que la Caroline du Sud, avec quatre-vingt mille hommes de moins que celle du Nord, exportait une fois plus de productions, & qu'enfin toutes les denrées exportées de ces douze colonies, ne montaient pas à plus de cent millions monnoie de France, ce qui, en raiſon d'une population de trois millions de perſonnes, ne donne guères plus de trente-trois livres de bénéfice annuel par chaque individu vivant dans ces climats, pour employer en achat de marchandiſes d'Europe, ou faire les fonds de la circulation. On conçoit d'après cela, que le numéraire y étant extrêmement rare, & diviſé en un très-grand nombre de mains, les opérations pécuniaires y ſont difficiles, & que le gouvernement d'Angleterre avait commis de grandes erreurs dans le calcul des taxes qu'il en voulait retirer; on peut auſſi prévoir

ANNÉE 1774.



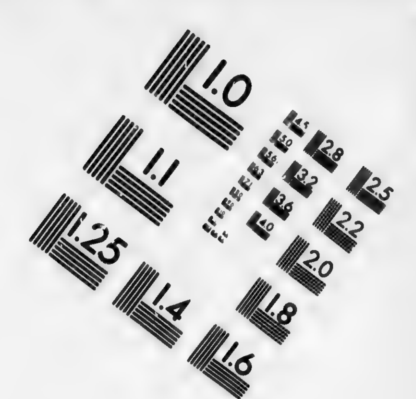
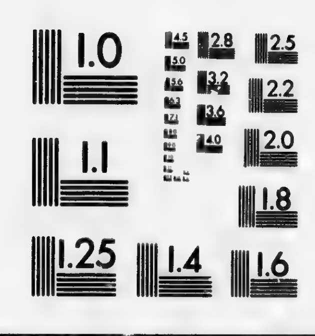


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



ANNÉE 1774.

les inconvéniens du papier monnoye; que la néceſſité publique y a fait établir *.

* La partie de l'île de Saint-Domingue que les Français cultivent, produit trois fois plus d'indigo que les deux Carolines; ſes productions en café & en coton égalent en valeur tout le tabac du Maryland & de la Virginie, & cent quatre-vingt mille barriques de ſucre, balancent ſans contredit toutes les exportations des autres provinces, en grains, en bois en beſtiaux & autres denrées. Si l'on conſidère l'avantage que la Métropole a de payer la plus grande partie de ces richeſſes en objets de conſommation première, de prélever un fret conſidérable ſur la totalité, & ſi l'on fait attention à la courte durée des voyages, en comparaiſon de ceux que les Anglais faiſaient à Boſton, à Charles-town & dans la Virginie; ſi l'on joint à ces avantages ceux de la fourniture des Nègres qui cultivent ces denrées, & la facilité qu'il y aurait à conſerver & à gouverner ſagement, ſans troubles & ſans frais, une colonie où les propriétés & les charges civiles ſe partagent entre quinze mille Blancs & vingt mille Affranchis, & dont la population totale ne monte qu'à trois cents cinquante mille hommes; enfin, ſi l'on fait attention aux bénéfices que l'on fait ſur la revente du ſucre & de l'indigo aux marchands & conſommateurs étrangers, on conviendra que c'eſt le ſort de la France de mal connaître ſes richeſſes, & de donner trop de prix à celles des autres nations.

Année 1774.

VI. Arrêté de la convention du comté de Suffolk.

TANDIS que le congrès Américain s'assurait des forces de l'Amérique Septentrionale, & se disposait à régler les moyens de résistance, les députés du comté de Suffolk mettaient sous les yeux de cette assemblée, le plan général

---

Qui croirait que toute la culture du tabac dans le Maryland & la Virginie, n'est pas un objet de plus de dix-huit millions de nos livres, & que les négocians de Londres qui remontaient la rivière de Chesapeack pour aller chercher le tabac sur les habitations mêmes, ne gagnaient pas plus de onze deniers par livre à l'apporter à Londres, & que ce commerce, tant pour aller que pour le retour, ne donnait pas un profit de plus de six à sept millions pour tous les particuliers de l'Angleterre. Il est vrai que les finances de ce royaume en tiraient environ quinze millions; mais celles de la France en retirent un plus grand impôt.

Il ne faut point s'étonner de l'indifférence & des erreurs de la France sur les objets de commerce. Je suppose que la France soit tout-à-coup privée de l'augmentation de richesses & de circulation qui résultent de l'entrée des denrées de S. Domingue dans le royaume, les cris de quatre ou cinq cents négocians qui devaient recevoir ces denrées, parviendront difficilement à faire une grande sensation jusques dans la capitale; ils s'anéantiront en frappant les oreilles

ANNÉE 1774.

que la convention de ce comté avait arrêté provisoirement. Il portait une résolution de n'obéir à aucun acte du parlement de Londres, tendant à changer la forme d'administration des colonies ; de regarder comme illégitime tout

---

de gens dont l'état est étranger & l'esprit opposé aux intérêts du commerce. En Angleterre la perte d'un profit annuel d'un million seulement, allarme toute la nation ; tout le monde y prend part, & la nation n'est composée que de six millions d'hommes. En France à peine une trentième partie du peuple prend quelque intérêt au commerce, & la population est de plus de vingt millions d'hommes. En Angleterre les deniers du commerce circulent & refluent sans cesse dans le trésor public ; jamais le gouvernement ne manquera de moyens tant que les particuliers seront riches. En France la richesse ou la pauvreté des particuliers n'a, pour ainsi dire, rien de commun avec le gouvernement : ils auraient accumulé tout l'argent que le Potose a fourni depuis un siècle, sans que le Souverain pût armer un vaisseau de plus ; en vain il voudrait établir des impôts, la constitution de ce royaume est telle que la masse du peuple est toujours trop pauvre pour en supporter de considérables, & il n'existe aucun moyen dans ses mains pour mettre en circulation l'or des capitalistes, presque toujours indolens & avares.

tribunal émané d'un autre pouvoir que celui qui était avoué par les chartres ; de prêter main-forte à tous les officiers qui refuseraient de mettre à exécution les ordres de ces tribunaux. Il était recommandé aux créanciers d'avoir de la clémence envers leurs débiteurs ; & aux débiteurs de répondre à cette clémence par leur bonne-foi ; & dans le cas où il s'éleverait entre les uns & les autres une contestation indispensable, de s'en rapporter à des arbitres, à peine d'être regardés comme ennemis de la patrie. La convention défendait à tous les officiers comptables de faire aucuns paiemens aux trésoriers particuliers ou généraux, tant que l'administration actuelle aurait lieu, & jusqu'à ce que le congrès en eût ordonné ; on fixait à tous ceux qui tenaient quelqu'emploi de la cour, un délai, pour remettre leurs commissions, passé lequel ils seraient déclarés ennemis du peuple : on établissait une nouvelle discipline pour les milices du comté ; & il était résolu que si l'on

Année 1774.

ANNÉE 1774.

arrêtait quelqu'un des habitans, au nom du roi d'Angleterre, tous les agens du roi le seraient à leur tour, jusqu'au moment où les citoyens détenus seraient rendus à leurs familles & à leurs amis. On fixait enfin une correspondance entre les différens comtés, pour se procurer à chaque instant les renforts dont on aurait besoin, & rassembler, s'il était nécessaire, en peu de temps, & en un seul lieu, toutes les milices de la province.

Cet arrêté fait avec toute l'énergie que donne l'amour de la liberté, reçut les suffrages unanimes du congrès, & le comté de Suffolk eut la gloire d'avoir tracé le premier plan raisonné d'insurrection; il servit de modèle aux délibérations qui furent prises successivement dans les autres provinces.

Le Lieutenant colonel Charles Lée dispose les peuples à la guerre.

LES troubles augmentaient dans la Nouvelle-Angleterre; les régimens ne pouvaient contenir la multitude. Les commis des bureaux, & les con

ANNÉE 17 4.

Déſeſpoir des Boſtoniens.

Préparatifs du chevalier Gage pour l'hiver.

ſeillers, nommés pour la nouvelle aſſemblée, convoquée à Salem, qui n'avaient point encore remis leurs commiſſions, devinrent l'objet de la fureur du peuple, & furent tous obligés de s'enfuir. De tous côtés on ſe préparait à la guerre; dans toutes les provinces on faiſait des levées; le lieutenant-colonel Charles Lée, qui avait oſé offrir le premier ſes ſervices au congrès, ſe mit à la tête de ces levées, & dirigeait les opérations militaires, les munitions, les approviſionnemens; il enflammait le courage du peuple, exerçait les milices par détachemens, & les accoutumait à ne point redouter les troupes règlées. L'Amérique n'attendait plus qu'un ſignal pour ſe mettre en liberté. Mais la ville de Boſton éprouvait tous les malheurs que peut cauſer le ſéjour d'une armée ennemie; chaque moment était marqué par les privations & les ſouffrances; cependant les habitans ne voulaient point encore arborer l'étendard de la révolte. Il eſt dans la conſtitu-

Année 1774.

tion Anglaiſe un degré où la réſiſtance & les préparatifs de guerre ne ſont en quelque ſorte qu'un uſage légitime de la liberté ; il en eſt un autre où l'inſurrection devient crime, & les Boſtoniens retardaient autant qu'il dépendait d'eux, l'inſtant où ils prendraient le nom de rebelles. Il paraît que leur ſituation devenait difficile à ſupporter, puiſqu'ils délibérèrent à l'entrée de l'hiver d'évacuer ſubitement la ville de Boſton, & de l'abandonner aux troupes ; mais le congrès n'approuva pas cette délibération, une ſi triſte reſſource ne fut point employée.

Gage travaillait à établir une redoure ſur l'iſthme qui joint Boſton au continent, & fit venir de Quebec le dixième & le cinquantième régiment; il avait ſous ſes ordres dix régimens, qui formaient environ ſix mille hommes, tant à Boſton qu'à Salem *. Il envoya cinq compa-

* Les régimens anglais ne ſont compoſés que de mille hommes, & ſont rarement complets.

Année 1774.

gnies Irlandaiſes, & le quarante-ſeptième régiment à Salem, pour renforcer la garniſon ; il employa cinq régimens à inveſtir Boſton, & en logea trois autres dans les maiſons de la ville ; telles furent ſes diſpoſiions pour paſſer l'hiver.

Aſſaut du fort de Portſmouth.

CEPENDANT les milices de la Nouvelle-Angleterre étaient prêtes à fondre au premier mouvement ſur les troupes du roi, & le 14 décembre, un exprès, envoyé de Boſton, était arrivé à Portſmouth, capitale de New-Hampshire, pour avertir que deux régimens s'étaient mis en marche, & venaient prendre poſſeſſion du fort qui protége cette ville ; auſſi-tôt trois cents cinquante ommes s'attroupèrent, & marchèrent u fort. Ils ſommérent le capitaine, qui n avait le commandement, d'en ſortir vec ſa troupe, & ſur ſon refus, ils ſe iſposèrent à l'emporter d'aſſaut. Le ommandant fit faire feu ſur eux, de rois pièces de canon, mais ſans effet ; erſonne n'en fut atteint, & la fureur

ANNÉE 1774.

ajoutant au courage des aſſaillans, ils parvinrent au haut de la muraille, y combattirent en héros, & déſarmèrent la garniſon. Ayant enſuite ouvert les magaſins du fort, ils y trouvèrent quatre-vingt-dix-ſept barils de poudre, qu'ils emportèrent en des lieux ſûrs dans l'intérieur des terres.

Depuis ce moment, les milices accouraient de tous côtés dans la ville de Portſmouth ; on envoya des députés au gouverneur de New-Hampshire, pour lui demander, au nom du peuple, quelles étoient les intentions du général Gage, en faiſant avancer des ſoldats dans l'intérieur du pays. Le gouverneur répondit : qu'il n'avait point d'avis que les troupes aux ordres du général Gage fiſſent aucun mouvement ; &, en effet, ſoit que Sir Thomas Gage eût été prévenu de la facilité que les chefs de la rebellion avaient d'attrouper les milices de New-Hampshire, ſoit qu'il eût changé de projet, l'alarme ſe trouva fauſſe, cependant on ne quitta point les armes.

DANS le même temps une armée entière abandonnait dans la Virginie les drapeaux du roi d'Angleterre. Le lord Dunmore, gouverneur de cette colonie, à la tête d'un gros corps de troupes, revenait d'une expédition contre les sauvages, qui avaient été repoussés; il voulut séjourner au fort Gower, qui se trouvait sur son passage. Le peuple de la province craignait le retour de ces troupes, incertain du parti que les officiers, qui les conduisaient, prendraient dans l'état où se truuvaient les affaires de l'Amérique. Ces officiers avertis de l'inquiétude de leurs compatriotes, & voulant la faire cesser, prirent la résolution suivante.

ANNÉE 1774. Résolution des troupes de la Virginie.

« Nous ne nous départirons point de » l'obéissance que nous devons à Georges III, roi de la Grande Bretagne, » tandis qu'il se contentera de régner » sur des peuples libres, & nous sacrifierons avec joie nos jours, & ce que » nous avons de plus cher pour main-

ANNÉE 1774.

» tenir l'honneur de sa couronne. Mais » comme l'amour de la liberté & l'at- » tachement aux droits de notre patrie, » prévalent dans notre esprit, sur toute » autre considération, nous sommes ré- » solus de ne rien négliger de ce qui » est en notre pouvoir, pour défendre » les privilèges des provinces Améri- » caines ; & afin de le faire avec mé- » thode, & d'éviter le désordre, qui » naît ordinairement de la précipita- » tion, nous ne marcherons, & nous » ne commencerons d'agir que lorsque » nous en serons requis par les vœux » unanimes de nos compatriotes. »

L'acquisition d'un corps de troupes discipliné, & prêt à se mettre en marche, était précieux pour les colonies ; le lord Dunmore, délaissé de ceux qu'il espérait retenir dans le parti du roi, en conçut un vif ressentiment, qu'il a signalé depuis par des actes de barbarie, dont l'histoire offrait jusqu'alors peu d'exemples.

ANNÉE 1775.

VII. Débats du Parlement ; Acte de Quebec.

DANS ce moment les deux partis n'avaient plus d'eſpoir que dans le choc de leurs armes ; les hommes les plus éclairés de la nation groſſiſſaient le nombre des protecteurs que les Américains avaient dans Londres. Il ſemblait que la cour eût pris plaiſir à raſſembler toutes les circonſtances qui devaient rendre leur cauſe favorable en Angleterre même.

La corruption du parlement avait fait adopter un bill pour l'adminiſtration civile & religieuſe du Canada, qui avait trouvé des contradicteurs véhémens dans le parti de l'oppoſition, & même parmi tous les gens éclairés du royaume. Le Maire, les Aldermans, & les membres du conſeil de ville en avaient demandé la ſuppreſſion ; mais le roi mépriſa l'adreſſe qu'ils lui préſentèrent ; le bill fut confirmé.

Cette loi était d'un exemple funeſte dans la conſtitution Britannique ; elle établiſſait poſitivement le gouvernement militaire dans le Canada ; & renverſant

ANNÉE 1775.

dans cette colonie les premiers principes du gouvernement, tout le royaume appréhendait avec raison, que le despotisme ne s'emparât ainsi successivement de la moitié des provinces, pour subjuguer l'autre moitié. Ce fut alors qu'il se forma une société, qui prit le nom de *Société constitutionnelle* ; chaque membre de cette société déposait entre les mains d'un trésorier, des sommes pour aider les Américains à soutenir la guerre. Quelques particuliers envoyaient à cette caisse le double des sommes qu'ils payoient en impôts à la douane. *

On ne pouvait cacher aux colonies, qu'en établissant un gouvernement arbitraire dans le Canada, on avait dessein de leur faire sentir un jour l'influence de ce despotisme voisin, & de les disposer par l'exemple à recevoir patiemment des fers.

* Un d'eux écrivit au trésorier :

« Monsieur, j'ai payé la semaine dernière à m[on]
» collecteur 172 liv. 2 s. 6 d. je sais bien que ce[t]

William Pitt, ce miniſtre fameux, qui, après avoir créé, pour ainſi dire, la grandeur Britannique, employait les dernières années de ſa vie à la ſoutenir par ſes conſeils, ſe rendait le défenſeur des colonies dans la chambre des lords. Qu'eſt devenu, diſait-il, cette iſle ſi fière de ſes conquêtes, cette iſle également célèbre par le courage & par les arts? où eſt maintenant ſa conſtitution, objet de l'admiration & de l'envie des peuples Européens? Elle a donc

ANNÉE 1775.

» argent ſera employé, ſuivant l'uſage, à payer des » penſions à quelques membres corrompus du parle- » ment, pour les engager à voter contre la liberté » des Américains. Je vous envoie maintenant 344 l. » 5 ſ. & chaque fois que je ſerai réduit à contribuer » de ma bourſe à l'exécution des projets injuſtes de » l'adminiſtration, je vous ferai parvenir le double » de la ſomme que j'aurai payée, afin que vous » puiſſiez l'employer à la défenſe des Américains. »

Cette lettre ayant été imprimée dans les papiers publics, celui qui l'avait écrite trouva des imitateurs parmi ſes concitoyens. Ces actes d'oppoſition, qui partent d'une volonté déterminée, ſont rares ailleurs qu'en Angleterre.

ANNÉE 1775.

changé ſes loix civiles en ordonnances militaires, après avoir tant de fois verſé ſon ſang, pour éviter le deſpotiſme; comment ce peuple s'eſt-il courbé tout-à-coup ſous le ſceptre qui lui commande de ſe forger à lui-même des chaînes? ..... Ce grand homme demandait, qu'en retirant les troupes & les vaiſſeaux qui bloquaient la baye de Maſſachuſet, & la ville de Boſton, on laiſſât les habitans de la Nouvelle-Angleterre en liberté de délibérer avec les députés qu'on leur enverrait, ſur les moyens d'effectuer une prompte reconciliation; ce qu'ils ne pourraient faire, tant que, ſans diſcuter avec eux leurs prétentions & leurs droits, on enverrait des ſoldats pour tracer ſur leurs rivages en caractères de ſang, les déciſions d'une cour corrompue.

La voix impoſante, les diſcours & les conſeils de Pitt, firent une vive impreſſion; on crut que les troupes de Boſton allaient être rappellées, & il en couta quelques ſommes à l'Echiquier,

pour conſerver la majorité. Wilkes, avec plus d'enthouſiaſme, ſoutenait dans la chambre des communes, le parti des Américains ; il inſiſtait particulièrement ſur ce qu'il était contraire à la conſtitution de leur impoſer des taxes, ſans admettre leurs repréſentans dans le parlement. Il faiſait enviſager & prédiſait les ſuites de la réſiſtance des habitans de Maſſachuſet : une révolte heureuſe, diſait-il, s'appelle une révolution. Si nos pères, ſuccombant ſous les coups du pouvoir arbitraire, avaient vu leurs chefs condamnés à mourir ſur des échafauds, ils auraient porté le nom injurieux de rebelles ; ils ont détrôné, ils ont puni le tyran, nous célébrons cette révolution glorieuſe. Peut-être un jour, & ſi la voix de l'oppoſition ne parvient pas à faire adopter une conduite plus modérée, les Américains célébreront auſſi la révolution qui va commencer cette année. Il ſemblait animé de l'eſprit prophétique, ſans doute il était temps encore d'entrer en concilia-

Année 1775.

ANNÉE 1775.

tion avec les Américains ; mais les inſtans étaient précieux. Dès le ſept de février, la convention provinciale de Maſſachuſet aſſemblée à Cambridge, avait aſſigné des fonds pour l'achat de quatre canons de campagne, d'une quantité conſidérable de poudre, & de quarante mille pierres à fuſil ; elle fit publier un arrêté pour déclarer traître à la patrie quiconque procurerait du bois de charpente, des planches, des piquets, de groſſe toile, des chevaux ou des bœufs de traits aux troupes Anglaiſes. Les comités des autres provinces prirent de ſemblables délibérations.

Tumulte populaire à Boſton.

THOMAS GAGE avait fait des tentatives inutiles pour ſe procurer ces objets ; l'eſprit patriotique, ou la crainte que le peuple inſpirait à ceux qui auraient préféré l'argent à la liberté publique, dérangèrent tous ſes projets. Il s'en fallut peu que l'avidité d'un marchand de Boſton ne cauſât un maſſacre général

dans cette grande ville, où il y avait alors dix mille citoyens en état de prendre les armes au premier mouvement, & une armée de six mille soldats.

Année 1775.

Cet homme s'était obligé de fournir au lord Gage quelques pièces d'artillerie, & une quantité de munitions. Les habitans de la ville le surent, malgré toutes les précautions que l'on avait prises; ils résolurent de forcer les magasins du marchand, de s'emparer de tout ce qui lui appartenait, & d'empêcher par toutes sortes de moyens, l'exécution de son marché. Les amis de Scott, c'etait le nom obscur de ce marchand, l'avertirent du danger qui le menaçait; la crainte s'empara de lui, & le general ayant envoyé un détachement pour enlever les canons de campague qu'il avait promis de livrer, il répondit à l'officier, qu'il n'avait pas réfléchi d'abord à l'usage que l'on en pouvait faire, mais que depuis, il avait compris l'inconséquence de sa conduite, & se croyait autorisé, dans une affaire si délicate, à

ANNÉE 1775.

retirer ſa parole. Le chevalier Gage le fit ſommer de la tenir; mais le peuple irrité, accourut en armes ſe ranger autour de la maiſon de Scott, réſolu de tailler en pièces le nouveau détachement que le gouverneur aurait envoyé. On courut au quartier général le prévenir de tout ce qui ſe paſſait. A cette nouvelle, ſon regard devint farouche, ſes yeux étaient étincelans; troublé & hors de lui-même, il ſemblait voir d'autres objets que ceux qui étaient devant lui, & n'appercevoir aucun de ceux dont il était environné. Il voulut envoyer un bataillon foudroyer les mutins; mais les avis ſucceſſifs qui lui furent donnés, lui confirmèrent que toute la ville était en armes. Alors il perdit toute epèce de raiſon: on dit qu'il courait furieux dans ſes appartemens, les cheveux hériſſés, la bouche écumante, les bras levés & immobiles; ſa voix était émue, il était hors d'haleine, & ne pouvait tenir ſa colère renfermée au-dedans de lui, à l'aſpect d'un danger ſi prochain. Tel eſt l'homme de peu de valeur, ſa

fermeté l'abandonne, il ne peut se posséder lui-même au moment où il a le plus besoin de conseil & de modération. Il promit aux plus graves d'entre les principaux habitans, qu'il ne ferait point marcher de troupes s'ils voulaient se charger d'appaiser le tumulte : au bout de quelques heures tout rentra dans la tranquillité, & le peuple ne trouvant point d'aliment à sa fureur, se retira satisfait, après avoir jetté quelques ordures dans la maison du marchand. Le tumulte fut moins grand dans la ville de Newport, où le général avait tenté de faire acheter des couvertures au commencement de l'hiver; mais son marché n'eut pas plus de succès. Le peuple empêcha que les couvertures ne fussent livrées; cependant la guerre n'était point encore ouverte : c'était à des Anglais que des sujets Britanniques refusaient un objet nécessaire à leur conservation, & qui ne pouvait influer sur le sort de leurs armes. Ces dispositions de la multitude n'étaient pas

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

propres à consoler des soldats, qui, enveloppant de tous côtés une ville séditieuse, se voyoient environnés à leur tour de peuples toujours prêts à se changer en des armées formidables.

VIII. Les Américains démontent les batteries, s'emparent des canons, & font de grands préparatifs de résistance.

LES provinciaux comptaient déjà dans leur artillerie, outre les quarante canons du fort de Portsmouth, les quarante autres qui défendaient cette ville. Les habitans de Newport ayant démantelé les fortifications, en enlevèrent quarante-quatre pièces de canon, depuis six jusqu'à vingt-quatre livres de balle : on faisait dans les autres provinces les mêmes préparatifs. Les Virginiens, chez qui l'industrie n'avait point jusqu'alors fait de progrès, avaient créé en peu de temps des ouvriers, des manufactures, des arts; leurs villes s'étaient agrandies; leurs rivages, autrefois sans matelots, étaient devenus des chantiers & des ports; les productions de leurs terres avaient changé de prix en changeant d'acheteurs; le tabac

s'était vendu plus cher. La province devenait riche depuis qu'elle ſentait la néceſſité de ſuppléer, par ſes travaux intérieurs, à ce qui lui manquait depuis ſi long-temps, à ce que les Anglais étaient en poſſeſſion de lui donner en échange de tous ſes revenus. Ses repréſentans virent les premiers, qu'au commencement d'une guerre ſi importante, entrepriſe pour la défenſe de la liberté, il était néceſſaire de ne pas reſter dans la dépendance de l'Europe pour les principales munitions. Ils propoſèrent une grande récompenſe à celui qui, dans dix-huit mois, à compter du onze janvier mil ſept cent ſoixante-quinze, produirait cinquante quintaux de poudre à canon, fabriquée avec des matériaux pris dans la colonie.

ANNÉE 1775.

De ſemblables délibérations ſurprenaient le chevalier Gage; il s'était attendu à ne trouver que des eſclaves mutinés, il s'agiſſait de ſubjuguer des hommes; il n'avait point vu ſans frémir le ſuccès de leurs meſures pour ſe pro-

ANNÉE 1775.

curer des canons; il aurait voulu mettre de ſon côté ce terrible argument des rois. Il ſut qu'on préparait à Salem un nouveau train d'artillerie, & que dans la Nouvelle-Yorck on faiſait travailler des fondeurs, il projetta d'enlever le train d'artillerie de Salem. N'oſant pas affaiblir ſon armée de Boſton, il tira de la garniſon du fort William un régiment, & le fit embarquer le 25 février, ſur un bâtiment de tranſport. Les ſoldats ne ſe montrèrent qu'à l'inſtant de débarquer; mais les habitans de Salem furent avertis ſur le champ par ceux de Marblehead, où le débarquement s'était fait. Cependant le régiment marchait en diligence : le chantier où l'on travaillait était ſéparé de la ville par la rivière, qu'il fallait traverſer ſur un pont-levis. Les ouvriers levèrent le pont, pour donner le temps d'aſſembler les milices du voiſinage. Le commandant, trouvant le pont levé, détacha des grenadiers pour s'emparer de deux bateaux qui étaient à peu de

distance sur la rivière, & au moyen desquels le régiment aurait atteint promptement l'autre rive; mais les bateliers, armés les uns de fusils, les autres seulement de leurs perches & de leurs avirons, empêchèrent si bien les grenadiers d'aborder, qu'ils se donnèrent le temps de mettre leurs bateaux hors de service, en y perçant de grands trous qui les firent couler à fond. Cette résolution prise, sans conseil, par des mariniers, au risque de leur vie, excita les acclamations des habitans qui s'étaient rassemblés sous les armes. Le régiment se rangea aussi-tôt en bataille, & se préparait à faire feu sur le rivage opposé; mais le colonel voyant que sa troupe serait infailliblement détruite par des hommes furieux, dont le nombre, déjà supérieur de plus de moitié, grossissait à chaque instant, voulut délibérer avec ses officiers sur le parti qui lui restait à prendre : tandis qu'il balançait, on acheva d'enlever le train d'artillerie; on le mit en sûreté. Alors on baissa le

ANNÉE 1775.

ANNÉE 1775.

pont, les Anglais le traversèrent, visitèrent le chantier, & n'ayant rien trouvé, s'en retournèrent au milieu des huées & des injures de la populace.

Journée de Lexington, 18 avril 1775.

TOUTE la Nouvelle-Angleterre venait d'être associée à l'interdit de Boston; c'était forcer les quatre provinces à réunir leurs efforts pour la délivrance commune. On leur défendit tout commerce, & de pêcher sur les bancs de Terre-neuve, ni même sur les côtes. C'est ainsi qu'un ministère aveugle allait de lui-même au-devant de la ruine du commerce national, & portait la révolte à son dernier excès, en voulant interdire la pêche aux Américains. La nature a donné le droit de pêcher à quiconque demeure sur les bords de la mer. En les accoutumant à se suffire à eux-mêmes par les arts & l'industrie, on rompait les derniers liens qui auraient pu les retenir encore sous la domination Britannique. L'instant était venu où l'affranchissement des colonies Anglaises devait

devait être écrit en caractères sanglans dans les révolutions du monde. Lexington ! Lexington ! tu devais devenir fameux par les premiers combats que Georges III livrait à ses sujets de l'Amérique ; c'est auprès de tes foyers rustiques que devait couler le premier sang de la guerre civile.

ANNÉE 1775.

Le dix-huit avril le chevalier Gage fit embarquer le soir à Boston, un détachement composé d'environ huit cents hommes ; il en donna le commandement au lieutenant-colonel Smith. Son dessein était d'enlever le congrès provincial qui était assemblé à Concord. Cette troupe fut descendre à Philips-farm, d'où elle s'avançait sans bruit & à la faveur des ténèbres, sur le chemin de Concord ; mais les mesures étaient prises pour que les troupes de Boston ne pussent faire aucun mouvement sans que toute la province en fût aussi-tôt avertie : l'alarme se répandit à la ronde, & les troupes nationales vinrent se former, pendant la nuit en différens bourgs,

Année 1775.

pour s'oppoſer à to[illegible] entrepriſes des Anglais. Ceux-ci traverſant dès le matin le village de Lexington, y trouvèrent une compagnie de milice prête à paſſer en revue. Le commandant faiſant marcher à pas redoublés vers cette compagnie, ſomma les miliciens de mettre bas les armes, & de ſe diſperſer. Les provinciaux ne répondirent à cette ſommation que par des huées qui furent repétées de tout le peuple; alors quelques officiers Anglais firent feu ſur eux de leurs piſtolets, & engagèrent leurs ſoldats à ſuivre cet exemple; quatre ou cinq ſeulement obéirent d'abord, mais Smith ordonna de faire, ſur cette faible troupe, une décharge générale; elle renverſa dix-ſept hommes, dont huit moururent ſur le champ : le reſte de la troupe, ne pouvant réſiſter à des ennemis dix fois ſupérieurs en nombre, prit la fuite. On a prétendu, dans les gazettes Américaines, qu'ils n'avaient ni balles ni cartouches; mais ce fait n'eſt point

vraiſemblable ; il eſt ſeulement certain qu'ils n'étaient point en état de guerre, ni préparés au combat, & qu'une attaque ſoudaine de la part de huit cents hommes contre cent, ne peut être regardée que comme un maſſacre commis de ſang froid. Ces infortunés s'étant ralliés à quelque diſtance de là, furent bientôt joints par les compagnies des lieux circonvoiſins; ils leur racontèrent leur déſaſtre, & le deſir de la vengeance s'empara de tous les cœurs.

ANNÉE 1775.

Smith victorieux continuait ſa marche vers Concord; il y arrivait & s'emparait déjà de pluſieurs voitures chargées de farine, qui appartenaient à la province, lorſque les milices raſſemblées à la hâte vinrent s'oppoſer à ſes ſuccès. Tandis qu'il entrait dans la ville, & que ſon avant-garde était déjà en poſſeſſion du pont qu'il s'apprêtait à traverſer, les Anglo - Américains entraient par un autre côté, & leur commandant envoya un détachement de cent cinquante hommes pour s'emparer du pont. Les ſoldat

ANNÉE 1775.

Anglais, croyant n'avoir affaire qu'à ce ſeul détachement, comptèrent ſur une nouvelle victoire, & Smith était perſuadé que toute la guerre de l'Amérique ſerait marquée par des avantages ſemblables à celui qu'il venait de remporter à Lexington; ils firent feu, & tuèrent deux hommes : mais auſſi-tôt ils virent un corps de troupes conſidérable accourir pour ſoutenir le détachement, & furent repouſſés avec tant de valeur qu'ils abandonnèrent ce poſte & prirent la fuite : ils furent vivement pourſuivis.

Pendant qu'ils ſe repliaient vers Lexington, ils furent rencontrés par le lord Percy, qui venait pour les ſoutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne; les deux corps s'étant réunis, s'arrêtèrent & enterrèrent leurs morts; ils voulaient même faire panſer leurs bleſſés, mais attaqués de nouveau par les Américains, dont ils voyaient groſſir le nombre, ils furent obligés de reprendre & de précipiter leur retraite, après avoir mis le feu à Lexington.

Les secours furent si prompts que l'incendie ne fit presque point de progrès. Les incendiaires avaient espéré couvrir leur fuite par les tourbillons de fumée qui se seraient élevés des bâtimens en feu; mais les Américains les rejoignirent promptement : en vain les officiers Anglais espéraient que leur artillerie, foudroyant des vainqueurs qui n'avaient point de canon, les forcerait à s'éloigner, ils furent battus & poursuivis jusques dans les faubourgs de Boston. Les Insurgens ne s'arrêtèrent qu'à la levée de Charles-town *, où le vaisseau de guerre le Sommerset, de 64 canons, se trouvait à portée de protéger la fuite de l'armée Anglaise. Il y eut plus de cent hommes tués du côté des Américains; mais la perte des troupes Anglaises fut bien plus considérable, il y eut deux cents hommes tués, plus de trois cents blessés, & un grand

ANNÉE 1775.

* Cette levée joint Boston à Charles-town, faubourg considérable, qui forme une espèce de ville séparée.

Année 1775.

nombre de prisonniers, entre lesquels étaient deux officiers.

A peine la nouvelle de ce combat se fut répandue dans la province, que tous les habitans prirent les armes; ils voulaient entrer l'épée à la main dans Boston, & y massacrer la garnison entière; mais leur général Arthemus Ward, parvint à les dissuader de ce projet, qui ne pouvait être formé que dans la première fureur, & qui paraîtrait impossible dans l'exécution, si l'on ne savait pas ce que peut une armée de républicains, dont le courage personnel dirige les efforts, & qui sont animés tout à la fois par la vengeance & la victoire. Le nouveau général Ward vint former un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge; le colonel Putnam se saisit d'un poste avantageux à Roxbury, & les partis opposés restèrent quelque temps en présence, sans qu'il survînt aucune action d'éclat.

FIN de la première partie.

e:
els
fe
us
u-
ns
on
us
ce
ue
aî-
on
de
nel
nés
la
ard
ille
ge ;
ofte
rtis
pré-
tion